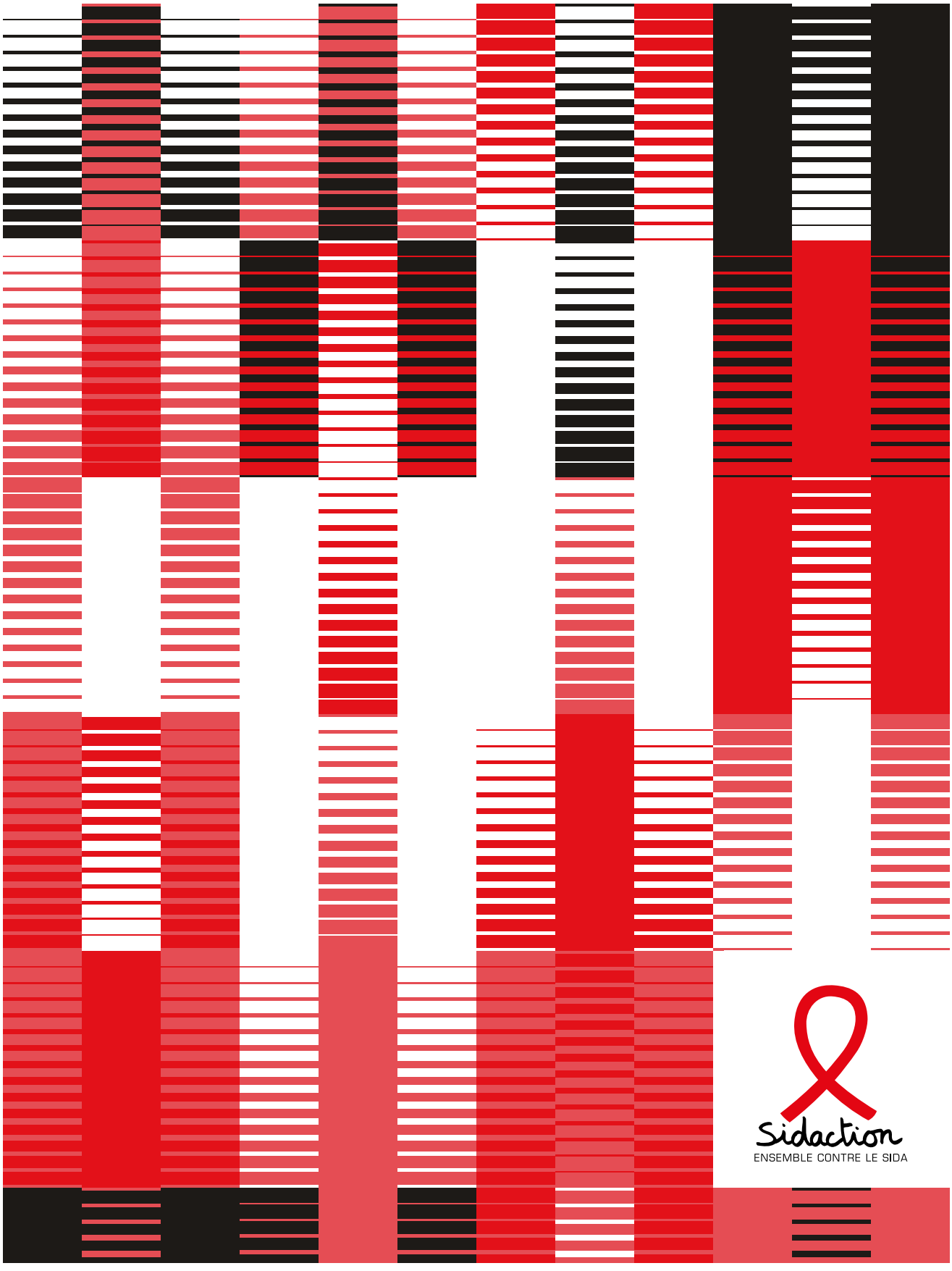
Rapport d'activité Sidaction 2022



Sidaction
ENSEMBLE CONTRE LE SIDA

TEMPS FORTS p.8

SIDACTION S'ENGAGE p.12

REGARDS CROISÉS p.14

SOUTENIR LA RECHERCHE p.16
DÉPISTAGE ET PRÉVENTION p.20
ACCÈS AUX SOINS p.24
FORMER ET ÉCHANGER p.28
DÉFENDRE LES DROITS DE TOUS p.32

NOS SOUTIENS p.36

NOS RESSOURCES p.38

LE BILAN FINANCIER p.40

NOTRE ORGANISATION p.63

ANNEXES p.67

SOMMAIRE

VERS UN MONDE SANS SIDA, TOUS ENSEMBLE !

ÉDITOS

En 1983, il y a tout juste quarante ans, nous découvrions le VIH, responsable des cas de sida que l'on voyait se multiplier autour de nous. Ce n'est qu'à l'arrivée des trithérapies, au milieu des années 1990, qu'est enfin revenu l'espoir. Celui d'une vie possible avec le VIH, sans qu'un test positif soit une condamnation à mort. Les deux décennies suivantes ont vu arriver de nouveaux moyens de prévention hautement efficaces, permettant d'empêcher la transmission du VIH. En 2023, tout est donc, théoriquement, en place pour que nous puissions prochainement envisager la fin de l'épidémie de sida, qui a déjà tué 40,1 millions de personnes à travers le monde.

Line Renaud,
vice-présidente de Sidaction

Pr Françoise Barré-Sinoussi,
présidente de Sidaction

Pourtant, nous sommes encore loin de cet objectif. En 2021, 1,5 million de personnes ont été nouvellement infectées par le VIH, et 650 000 en sont décédées. Les obstacles demeurent nombreux : parmi eux, la stigmatisation que continuent de subir les personnes vivant avec le VIH et qui oblige certaines d'entre elles à cacher leur séropositivité, par peur de perdre leur travail, leur conjoint ou encore leurs amis. Cette stigmatisation nourrit l'épidémie, en France comme à l'international. Conjuguée au sentiment de ne pas se sentir concerné et à une proposition insuffisante du test par certains médecins, elle constitue l'un des principaux freins au dépistage. Or sans diagnostic, pas de traitement, au risque de voir sa santé se dégrader de manière inexorable. Et sans connaissance de son statut sérologique, les risques sont plus élevés de transmettre le VIH à ses partenaires.

Ce qui est une évidence pour nous ne l'est pas pour d'autres. En témoignent l'insuffisance des programmes de prévention et la rareté des campagnes. Certes, il faut saluer la récente gratuité des préservatifs pour les moins de 26 ans, annoncée en décembre 2022 par le président de la République. Mais sans la sensibilisation de ce jeune public, tout porte à croire que l'effet de cette mesure sera limité. Or l'État peine à imposer l'obligation des trois séances annuelles d'éducation à la sexualité dans les établissements scolaires, fixée par la loi depuis 2001. Insuffisamment informés sur le VIH et sur les lieux où se faire dépister, les jeunes voient le risque de contamination s'accroître. Face à cette inertie, Sidaction, qui a saisi la justice en mars dernier avec le Planning familial et SOS Homophobie, compte bien rappeler l'État à ses obligations.

Au-delà des jeunes, l'accès au dépistage doit être facilité pour toutes et tous. Pour les personnes migrantes, particulièrement concernées par les nouvelles contaminations en France. Or la future loi sur l'asile et l'immigration, ainsi qu'une possible remise en cause de l'aide médicale d'État (AME) nous font craindre que leur accès au dépistage et aux soins continue de se dégrader. Et ce, au mépris de toutes les mises en garde quant aux risques sanitaires que l'éloignement du système de santé fait peser sur ces personnes et, *in fine,* sur la santé publique. C'est également le cas pour d'autres populations précarisées, comme les usager·ères de drogues et les travailleur·ses du sexe, dont les conditions de vie sont mises à mal par de récentes décisions publiques.

Alors que le système de santé ne cesse de se détériorer, il est plus que jamais nécessaire de soutenir les associations de terrain, qui démontrent leur grande capacité d'adaptation afin de venir en aide aux personnes les plus éloignées des soins. Débordées, épuisées par la récente crise du Covid-19, elles n'ont jamais cessé leur combat contre le VIH.

Même constat pour les chercheurs, confrontés à une vague de défiance inédite contre la science. Malgré tout ce que la lutte contre le VIH doit au travail des scientifiques, ils se heurtent à des discours complotistes qui, depuis le Covid-19, avancent désormais sans fard. C'est cependant bien grâce à la recherche que nous pouvons espérer un vaccin contre le VIH ou des médicaments qui, administrés aux personnes vivant avec le VIH leur permettront de connaître une rémission complète, libérées d'un traitement à vie.

Quarante ans après la découverte du VIH, les défis pour atteindre un monde sans sida restent nombreux. Nous continuerons à les relever, ensemble, sans laisser personne de côté !

LEVER LES OBSTACLES AU DROIT À LA SANTÉ

Selon le dernier rapport annuel de l'Onusida, 43 % des 1,5 million d'enfants vivant avec le VIH dans le monde n'avaient pas accès aux traitements en 2022, et jusqu'à 65 % en Afrique de l'Ouest et du Centre. Lors de la conférence AFRAVIH 2022, 11 adolescents et jeunes adultes, vivant avec le VIH, jeunes ambassadeurs et ambassadrices du réseau Grandir ensemble, soutenu par **Sidaction**, sont venus nous dire qu'ils étaient des « survivants ». Un à un, ils ont égrené les prénoms des jeunes décédés ces dernières années au sein de leurs associations respectives ou parmi leur entourage. Au-delà des statistiques des rapports onusiens, ils ont voulu incarner, concrètement et nommément, ceux et celles qui n'ont pas eu la chance d'avoir accès à ce traitement qui aurait dû leur permettre de rester en bonne santé, de fonder une famille, de travailler, ou, tout simplement, de vivre.

Florence Thune,
directrice générale de Sidaction

Tout au long de l'année 2022, **Sidaction** s'est, en conséquence et à nouveau, fortement mobilisée pour lutter contre cet échec patent de la prise en charge du VIH pédiatrique dans le monde, et plus particulièrement dans des pays pourtant à faible prévalence du VIH en population générale, comme c'est le cas en Afrique de l'Ouest francophone. Vous découvrirez dans ce rapport annuel, parmi de nombreuses autres activités, nos efforts, et ceux de ces jeunes ambassadeurs et ambassadrices, afin de mobiliser les acteurs et les financeurs, nationaux et internationaux, sur ce sujet.

Après deux années de fortes perturbations dues à la crise sanitaire, les chercheurs et les chercheuses ont, en 2022, pu se consacrer pleinement à leurs travaux scientifiques. Grâce à la mobilisation de ses donateurs, **Sidaction** a poursuivi son soutien financier à la recherche fondamentale, contribuant ainsi à identifier de nouvelles pistes qui, nous l'espérons, nous mèneront un jour vers la rémission, pour les personnes déjà contaminées, ou vers le vaccin. C'est aussi en 2022 un soutien continu à la recherche en sciences sociales qui nous permet de mieux identifier et donc de contribuer à lever les obstacles de l'accès aux outils de prévention ou aux traitements issus de la recherche fondamentale et clinique. Nous avons aujourd'hui, et les scientifiques ne cessent de le rappeler, les moyens de mettre un terme à l'épidémie d'ici à 2030.

Encore faut-il que les décisions politiques, en France et dans le monde, ne viennent pas empêcher l'accès à ces outils, qu'ils relèvent des moyens de prévention ou des traitements. Traitements qui, comme vient de le confirmer officiellement l'OMS dans ses dernières recommandations, permettent non seulement de rester en bonne santé, mais également de ne plus transmettre le virus. Zéro risque de transmission, ZÉRO. C'est une avancée majeure, et cela depuis plusieurs années, en matière de santé individuelle et publique.

Depuis le début de l'épidémie de VIH, nous savons que lutter contre ce virus est donc aussi un combat politique. Les mesures prises par nos gouvernements, partout dans le monde, qu'il s'agisse, parmi tant d'autres exemples, de dégrader l'accès aux soins pour des personnes migrantes, de pénaliser l'homosexualité ou la consommation de drogues, de fragiliser, voire d'interdire, l'accès à l'avortement, sont autant d'obstacles au contrôle de l'épidémie. Et c'est en ce sens qu'il était absolument indispensable pour **Sidaction**, en 2022, de rejoindre et porter collectivement l'initiative des « 10 choix politiques », avec une grande diversité d'acteurs de la lutte contre le sida (51 associations, des COREVIH, des sociétés savantes et des chercheurs) et dont il est question également dans ce rapport. Un combat puissant et collectif sur le plan national afin de garantir, entre autres, un accès universel à la santé et aux soins, et de refuser la discrimination et la stigmatisation. Un combat de longue haleine que Sidaction continuera de mener pour répondre à la montée de l'intolérance et du rejet de nos droits fondamentaux.

TEMPS FORTS L'ANNÉE 2022

24-27 MARS

SIDACTION 2022

La générosité des Français a été une nouvelle fois au rendez-vous de la lutte contre le sida et a permis de collecter 4 012 387 euros. Les trois jours de mobilisation, de sensibilisation et d'information ont été l'occasion de mettre en lumière le VIH/sida dans un contexte préoccupant et dans un espace médiatique saturé.
Le week-end a été ponctué de moments forts grâce à l'engagement des 33 médias partenaires de **Sidaction** et à l'émission de France 2 « 40 ans de chansons de Céline Dion, les stars chantent pour le Sidaction ». **Sidaction** a pu également compter sur son ambassadeur, Jean Paul Gaultier, qui a créé et mis en vente un nouveau modèle de chaussettes « Safe Sex Forever », dont les bénéfices sont reversés à l'association.

GAMING FOR SIDACTION

Sous la houlette de son parrain Samuel Etienne et de son ambassadeur Brawks, l'édition 2022 de Gaming for **Sidaction** a généré plus de 174 000 euros de dons pour l'association. Cet événement a une nouvelle fois pu mobiliser une communauté solidaire et généreuse en s'appuyant sur la proximité entre les 50 streamers participants et les spectateurs. Au total, cinq émissions ont été produites sur un plateau, pour un cumul de plus de 670 000 vues. L'occasion de livrer plusieurs messages de sensibilisation et de rappeler à un jeune public les enjeux de la lutte contre le VIH/sida.

6-9 AVRIL

AFRAVIH

Organisée à Marseille, la 11e édition de la conférence internationale AFRAVIH a rassemblé plus de 1200 acteurs francophones de la lutte contre le VIH, médecins, scientifiques et associations. À la croisée de ces communautés, **Sidaction** était présente, notamment pour animer le symposium « Action, mobilisation et implication des jeunes pour lutter contre VIH/sida en Afrique de l'Ouest et centrale ».

Sidaction a convié 11 jeunes Africains vivant avec le VIH et membres du réseau Grandir ensemble. Moment fort de l'AFRAVIH, ces jeunes participants ont organisé un *die-in* puis se sont invités sur scène lors de la cérémonie d'ouverture. Sur leurs pancartes, des messages tels que « un enfant meurt toutes les cinq minutes, 864 morts pendant la conférence », « 120 000 décès d'enfants en 2020 » ou encore « nous sommes les survivants ». Un combat contre le VIH pédiatrique dans lequel **Sidaction** est résolument engagée, par son soutien aux associations et par son plaidoyer.

8-12 MAI

ACADÉMIE DE LA RECHERCHE

En 2022, **Sidaction** a lancé la première édition d'une formation opérationnelle et pratique sur la recherche sur le VIH, réservée aux personnes qui travaillent dans le milieu associatif et qui participent activement à la recherche. L'objectif est d'améliorer leurs connaissances sur l'état de cette recherche et de renforcer leur capacité à se saisir des outils et de la méthodologie scientifique afin de poursuivre ou de s'engager dans la recherche sur le VIH. Ce premier atelier d'immersion, qui s'est déroulé sur trois jours à Lomé (Togo), a rassemblé 23 participants autour de différents modules d'enseignement : cours magistraux, ateliers de montage de projet de recherche opérationnelle, sessions de travail de méthodologie en autonomie, etc.

25 JUIN

MARCHE DES FIERTÉS

Sidaction a participé pour la première fois à la Marche des fiertés de Paris. Ce fut l'occasion d'alerter sur la nécessité de mener le combat contre toutes les formes de discrimination : l'amour n'a pas de frontières, ni celle des corps ni celle des genres.
Pour le Mois des fiertés, Sidaction, avec l'agence The Good Company, a décidé de célébrer tous les amours en créant le Kamasutra+ : le premier kamasutra LGBT+. Avec cette campagne, Sidaction a souhaité promouvoir une éducation complète à la sexualité, en agissant pour une systématisation des interventions en milieu scolaire et en veillant à ce que ces interventions soient inclusives pour les jeunes LGBT+. La participation de Sidaction à la Marche des fiertés s'inscrit dans ce combat, celui de la visibilisation et de l'inclusivité, et de la célébration de toutes les sexualités.

7 JUILLET

DÎNER DE LA MODE

Après l'annulation de l'édition 2021 en raison des conditions sanitaires, cet événement incontournable au profit de la lutte contre le sida a clôturé les défilés de la semaine de la mode haute couture.

Organisée en partenariat avec la Fédération de la haute couture et de la mode, la 19e édition de ce dîner de gala a réuni plus de 400 personnalités de la mode, du cinéma et des médias au pavillon Cambon Capucines (Paris). Autour de Jean Paul Gaultier, ambassadeur et directeur artistique de l'événement, étaient présents, entre autres : Jonathan Cohen, Elsa Zylberstein, Rachida Brakni, Rossy de Palma, Eddy de Pretto, Inès de la Fressange et Cindy Bruna.

Cette édition a été marquée par un défilé haut en couleur des participantes de l'émission « Drag Race France ». Le show, pensé par Jean Paul Gaultier et animé par Raphaël Cioffi et Daphné Bürki, a été particulièrement applaudi.
Le Dîner de la mode a permis de collecter plus de 726 000 euros au profit de la lutte contre le sida en France et à l'international.

29 JUILLET – 2 AOÛT

AIDS 2022

« Face au sida, où est la France ? »
Présente à la 24e conférence internationale sur le sida (AIDS 2022), qui s'est tenue à Montréal, Sidaction s'indigne de l'absence de tout représentant d'État (ministre ou secrétaire d'État) à ce rendez-vous mondial de la lutte contre le VIH – à l'exception de l'ambassadrice française de la santé mondiale, Stéphanie Seydoux. Un manque d'intérêt dénoncé par Aides, Act Up-Paris et Sidaction, lors d'une action menée conjointement devant le stand France.

À l'occasion de AIDS 2022, la jeune Burundaise Amanda Dushime (20 ans), ambassadrice du réseau Grandir ensemble (animé par Sidaction), a adressé une lettre ouverte au Président Emmanuel Macron, l'alertant *« sur la nécessité impérative de redoubler d'efforts dans la lutte contre le VIH/sida »*.

15–16 SEPTEMBRE

JOURNÉES « BIEN VIEILLIR AVEC LE VIH »

Grâce aux traitements antirétroviraux, il est possible d'avoir une espérance de vie similaire à celle des personnes séronégatives. Mais, revers de la médaille, le vieillissement des personnes vivant avec le VIH entraîne de nombreux défis, tant en termes de suivi médical, de santé mentale que de vie sociale et d'hébergement. Acteurs associatifs et médecins ont été invités à partager leurs regards sur la thématique « Bien vieillir avec le VIH » lors de deux journées qui se sont déroulées à la mairie du 10e arrondissement de Paris.

21 SEPTEMBRE

RECONSTITUTION DU FONDS MONDIAL

De l'avis de **Sidaction** et de nombreuses autres associations de lutte contre le VIH, c'est un *« échec »*. Avec 14,25 milliards de dollars de promesses de dons pour la période 2023-2025, annoncés lors d'une conférence des donateurs organisée à New York, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est loin des 18 milliards de dollars qu'il espérait. Annoncé mi-novembre, le bilan définitif s'élève à 15,7 milliards de dollars : le compte n'y est toujours pas.

Selon la directrice générale de **Sidaction**, Florence Thune, *« face à l'échec de la conférence de la reconstitution du Fonds mondial, l'objectif de mettre fin aux trois pandémies d'ici à 2030 semble illusoire »*. Tout au long de l'année, plusieurs associations de lutte contre le VIH, dont **Sidaction**, ont plaidé pour un financement à la hauteur des besoins. Notamment auprès de la France, qui s'en est tenue à une hausse de + 24 % de sa contribution, loin du minimum de 30 % demandé.

23 NOVEMBRE

RENCONTRE DES DONATEURS AVEC DES CHERCHEURS DE L'INSTITUT COCHIN

L'institut Cochin (Paris) a ouvert ses portes à des donateurs de **Sidaction**. Ces derniers ont pu découvrir la réalité du travail en laboratoire et le quotidien des chercheurs à travers la présentation de leurs travaux sur le VIH. Ce moment d'échanges a également permis aux donateurs d'apprécier les avancées de la recherche, mais d'appréhender les difficultés auxquelles sont confrontés les scientifiques.

1er DÉCEMBRE

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

« Les Tubes qui protègent ». À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida et afin de sensibiliser les personnes de plus de 50 ans à la question du VIH/sida, **Sidaction** a lancé une campagne autour des grandes chansons populaires françaises, à laquelle participent Lio, Dave, Partenaire particulier, Jean-Pierre Mader et Émile & Images.

Les artistes et leurs paroliers ont accepté de réécrire et de réenregistrer leurs grands classiques (*Banana split, Du côté de chez Swann, Partenaire particulier, Macumba et Les Démons de minuit*) en y intégrant un message de sensibilisation et de prévention. Les chansons étaient disponibles sur toutes les plateformes de streaming.

Pour cette campagne, **Sidaction** a fait le choix de s'appuyer sur l'émotion générée par les grands standards du patrimoine musical afin de rappeler aux personnes de plus de 50 ans que le VIH/sida reste l'affaire de toutes et tous, peu importe l'âge.

LE SIDRAGTION
Le Sidragtion Paris a organisé un bingo, une vente aux enchères et une collecte dans la rue au profit de **Sidaction**. Les drag-queens et drag-kings se sont également mobilisés à Lille, Lyon et Nantes.

CHEFS SOLIDAIRES dans les établissements scolaires
En 2022, l'opération a eu lieu dans des lycées hôteliers et des centres de formation. Des déjeuners et des dîners au profit de **Sidaction** ont été organisés. Les lycéens et les apprentis ont bénéficié de séances de sensibilisation au VIH. Un grand merci au CFA Interpro 28 (Chartres), à l'EREA Alexandre-Dumas (Paris), au lycée des Côtes de Villebon (Meudon) et à Stelo formation (Villepinte).

5–11 NOVEMBRE

UNIVERSITÉ DES JEUNES CHERCHEURS

La 8e édition de l'Université des jeunes chercheurs (UJC) de **Sidaction** a réuni, pendant une semaine, 45 jeunes chercheurs de France, du Burkina Faso, du Cameroun, de Côte d'Ivoire, du Mali, de la République centrafricaine et du Sénégal à Carry-le-Rouet, près de Marseille. Cette formation pluridisciplinaire, qui vise à décloisonner la recherche, est dispensée par plus de 30 intervenants experts de la lutte contre le VIH, parmi lesquels Françoise Barré-Sinoussi, codécouvreuse du VIH et prix Nobel de médecine 2008. Cette année encore, l'UJC a été l'occasion pour les participants, tous issus de disciplines et d'horizons différents, de se rencontrer et de partager leurs connaissances.

8 DÉCEMBRE

GRATUITÉ DES PRÉSERVATIFS POUR LES MOINS DE 26 ANS

Emmanuel Macron a annoncé la gratuité des préservatifs pour les 18-25 ans à compter du 1er janvier 2023, avant de l'étendre, le 9 décembre, aux mineurs.
Une décision *« logique et utile »* saluée par la directrice générale de **Sidaction**, Florence Thune, qui estime toutefois que *« sa portée sera limitée si elle ne s'accompagne pas de l'application réelle des trois séances annuelles d'éducation à la sexualité au collège et au lycée »*.

SIDACTION S'ENGAGE SUR TOUS LES FRONTS

En septembre 2015, l'ONU se fixait pour objectif de mettre fin à l'épidémie de sida d'ici à 2030. Les défis restent nombreux pour y parvenir, tant sur les fronts de la prévention et du dépistage, de l'accès aux soins que de la lutte contre les discriminations, qui alimentent l'épidémie. Des combats que Sidaction mène depuis sa création, en 1994.

Sidaction se bat pour un monde où chaque personne, qu'elle vive avec le VIH ou qu'elle soit exposée au risque de contamination, dispose d'un **accès équitable à la prévention, aux traitements et aux soins**, et ce, quels que soient son origine ethnique, culturelle, sociale, sa sexualité, son genre, son appartenance religieuse ou son état de santé.

La priorité de **Sidaction** va à la **parole et aux besoins des personnes vivant avec le VIH** ou qui y sont le plus exposées. Ce qui implique de respecter, mais aussi de promouvoir, la **diversité** des approches et des acteurs de terrain. Car nous croyons que, contre un virus qui touche 38,4 millions de personnes sur les cinq continents, aucune réponse unique ne sera pleinement efficace.

Qu'il s'agisse de projets associatifs ou de recherche, au Nord comme au Sud, toutes les actions financées par **Sidaction** sont soutenues en raison de leur **impact** sur la lutte contre le VIH et des bénéfices attendus quant à la prise en charge et la qualité de vie des personnes. Ces actions se fondent sur l'analyse des données de terrain et de la recherche.

C'est aussi sur la base de ces données que **Sidaction** établit son plaidoyer, en tant qu'**acteur politique** de la lutte contre le VIH. Et toujours dans un seul but : **mettre fin à l'épidémie et lutter contre toutes les discriminations qui la nourrissent.**

NOS ACTIONS EN CHIFFRES 2022

À L'INTERNATIONAL

Sidaction a versé
1,88 million d'euros
à ses partenaires en soutenant
38 projets portés par
34 associations
dans 18 pays.

EN FRANCE

Sidaction a versé
2,30 millions d'euros
à ses partenaires pour la prévention et l'aide aux personnes vivant avec le VIH en soutenant
69 projets mis en œuvre par
65 associations.

RECHERCHE

Sidaction a versé
2,67 millions d'euros
à la recherche en soutenant
37 jeunes chercheurs
et 49 projets de recherche.

PROGRAMMES ET MISSIONS SOCIALES

Sidaction a dépensé
5,99 millions d'euros
pour le suivi et la valorisation des projets, pour la mise en œuvre d'actions de renforcement de capacités et pour le plaidoyer.

POURQUOI NOUS SOMMES MOBILISÉS

REGARDS CROISÉS DES COMITÉS

« L'année 2022 a vu la reprise d'un rythme de recherche plus habituel pour les équipes qui s'étaient concentrées sur le SARS-CoV-2 et l'urgence médicale. Beaucoup sont de retour sur leurs projets VIH, et de nouveaux projets ont pu démarrer, notamment autour de la vaccination et de la guérison/ rémission de l'infection par le VIH. Nous avons aussi eu de mauvaises nouvelles à l'international, avec l'échec d'essais vaccinaux de phase 3. Mais de nouveaux essais vaccinaux ont débuté avec une approche différente, qui ne vise pas uniquement à induire une réponse immunitaire contre le VIH, mais à l'éduquer avec les caractéristiques identifiées chez des personnes ayant développé une réponse immunitaire efficace contre le virus. Concernant l'évolution du dépistage et des nouvelles infections, nous n'avons pas encore assez de recul sur les conséquences des années Covid. Une chose est certaine, le nombre de personnes nouvellement dépistées avec une infection par le VIH reste très élevé en France, avec peu de variation par rapport aux années précédentes. Le dépistage tardif, qui a peu évolué ces dernières années, reste notamment un problème majeur. Ces derniers mois, nous avons aussi vu de nouveaux cas de guérison de l'infection par le VIH. Bien qu'ils restent très sporadiques parmi les millions de personnes vivant avec le VIH (PVVIH), cela confirme que guérir de l'infection est possible grâce à la greffe de moelle osseuse et qu'espérer développer des thérapies plus applicables à la majorité des PVVIH n'est plus une utopie. Des études récentes ont montré qu'en l'absence d'une thérapie curative, l'espérance de vie des PVVIH sous traitement continue de progresser avec très peu de différence par rapport à celle de la population n'ayant pas le virus. Ceci est moins le cas pour des personnes qui ont commencé le traitement tardivement, avec des faibles taux de CD4.
Dans le même temps, les résultats des premiers essais cliniques visant la rémission de l'infection par le VIH commencent à se succéder dans les conférences internationales. Bien que réalisés à toute petite échelle, ces résultats, sont dans certains cas, prometteurs et nous montrent que certaines approches, en particulier celles qui utilisent des anticorps neutralisants, semblent favoriser le contrôle du virus de façon durable.
En France aussi, des essais cliniques vont démarrer avec ce type de molécule, à côté d'autres essais visant le contrôle viral après interruption du traitement. J'espère vraiment que cette dynamique va continuer et s'accentuer, et que nous pourrons accumuler l'expérience nécessaire pour avancer plus rapidement sur des thérapies qui permettront le contrôle définitif de l'épidémie de VIH. »

Asier Sáez-Cirión,
président du comité scientifique
et médical de Sidaction

« Les résultats des premiers essais cliniques visant la rémission de l'infection par le VIH commencent à se succéder dans les conférences internationales. »

Antoine Baudry,
président du comité France
de Sidaction

« Le dépistage demeure un enjeu crucial de la lutte contre le VIH. Or le recours au dépistage n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant la crise sanitaire. Afin d'y amener à nouveau leur public, les associations développent des réponses innovantes. Par exemple, en menant des actions d'"aller-vers"sur les applis de rencontre fréquentées par des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH) ou des travailleur·ses du sexe (TDS). Nombre de ces associations poursuivent leurs actions de prévention et de dépistage sur les lieux de rencontre extérieurs, là où se croisent d'autres publics, tels que des HSH plus âgés ou des migrants.

La lutte contre la précarisation, voire la paupérisation, reste également au cœur du combat associatif. Parmi les plus touchés, les TDS : en raison de la loi du 13 avril 2016 relative à la prostitution puis de la crise sanitaire, le nombre des clients a fortement baissé et beaucoup de TDS ne parviennent pas à rembourser les dettes contractées ces dernières années. La situation des migrant·es est tout aussi préoccupante : leurs difficultés pour être régularisés, voire pour obtenir un titre de séjour pour soins, s'accroissent. Cette situation pourrait encore s'aggraver du fait de la future loi "asile et immigration" ou d'une possible remise en cause de l'aide médicale d'État. Face à ces urgences, les associations ont dû développer des actions spécifiques et ouvrir des postes de juriste ou de travailleur·se social·e.

D'autres sujets prennent une place importante, notamment la consommation de drogues. En particulier la pratique de chemsex, qui constitue un problème tant en termes de prévention du VIH que d'addiction. De même, la santé mentale est un sujet dont de plus en plus d'associations sont obligées de s'emparer. Face à ces enjeux, Sidaction continue d'apporter un soutien financier important à de nombreuses associations, et aide les plus petites d'entre elles à se structurer. Sidaction permet également leur mise en réseau, faisant écho à leur travail de plaidoyer. »

« Au cours des dix dernières années, nous avons parcouru du chemin en matière de lutte contre le VIH dans la population générale des pays d'Afrique subsaharienne. De même, en ce qui concerne les minorités sexuelles et de genre, la prise en compte de leurs besoins en matière de prévention, de dépistage ou de prise en charge médicale s'est améliorée, en grande partie grâce aux associations de terrain. Pourtant, les enjeux restent considérables.
Dans moult hôpitaux, les discriminations et la stigmatisation, dont sont victimes ces minorités, freinent leur accès au dépistage et aux soins. Vivant dans une grande précarité, souvent réfugiés de guerre, la situation des HSH, des personnes transgenres, des travailleur·ses du sexe et des usager·ères de drogues demeure compliquée. Dans de multiples pays, la lutte contre le VIH est entravée par la situation politique. Comme dans l'Ukraine en guerre, au Mali et au Cameroun où le nombre des bénéficiaires des associations a fortement augmenté à cause de la fuite des zones de combat. Il est toujours compliqué d'agir auprès des populations très précarisées, comme les usager·ères de drogues injectables et les détenu·es. Dans plusieurs pays, les personnes incarcérées ont un accès difficile aux médicaments et à la prévention, si bien que les prisons demeurent un point chaud de l'épidémie.
Sans le financement de Sidaction, nombre d'associations auraient du mal à mener les actions destinées à ces publics. C'est grâce à Sidaction qu'elles peuvent continuer à prendre en charge les populations clés et vulnérables, et poursuivre leur travail dans les régions où les bénéficiaires affluent pour fuir les conflits. Par exemple, au Congo-Brazzaville, où Sidaction finance l'association Avenir Positif qui fait face à des ruptures régulières de médicaments et en Ukraine où elle finance Tochka Opory. Au-delà du soutien financier, Sidaction, dont l'équipe est très présente auprès de ses partenaires, les accompagne dans la gestion des fonds et leur apporte la possibilité de se former. À tous ces égards, son rôle est crucial. »

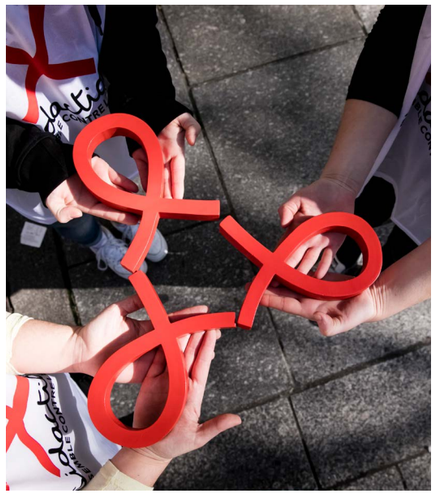
Chanelle Kouankep,
présidente du comité
international de Sidaction

SOUTENIR LA RECHERCHE

En 2022, comme chaque année, Sidaction a apporté son soutien à la recherche sur le VIH. La diversité était au rendez-vous, avec des projets scientifiques portés par des doctorants, des postdoctorants et des chercheurs confirmés, issus de disciplines et d'horizons différents. Voici un aperçu de certains de ces projets.

1.

Améliorer le diagnostic précoce du VIH : identifier les opportunités du dépistage



Dans la lutte contre le VIH, il est devenu évident que l'efficacité seule des traitements antirétroviraux ne suffit pas. Pour maximiser leur impact, il est essentiel de diagnostiquer et de traiter les personnes le plus tôt possible. En 2010, l'étude ANRS-Opportunités a été lancée dans cette optique d'améliorer l'accès au dépistage et d'identifier les meilleures stratégies de proposition du test. Les résultats ont révélé une insuffisance dans l'offre de dépistage par les professionnels de santé.

Depuis ce constat, de nouveaux outils de prévention et de dépistage ont été développés, tels que le traitement comme prévention (TasP), la prophylaxie préexposition (PrEP), le dépistage communautaire ou encore les autotests. Pourtant, près de 30 % des personnes sont encore diagnostiquées à un stade avancé de l'infection. C'est pourquoi Karen Champenois, chercheuse à l'Inserm, a décidé de relancer l'étude Opportunités.

Comme en 2010, la première étape de cette nouvelle étude examine les occasions manquées de dépistage chez les personnes nouvellement diagnostiquées ainsi que chez celles présentant des indicateurs potentiels du VIH – une personne touchée par la syphilis, par exemple. L'objectif est d'observer l'évolution des pratiques médicales depuis 2010. La deuxième étape se concentre sur les connaissances, l'appropriation et la pratique d'autres opportunités de dépistage volontaire, ainsi que sur les modes de prévention qui nécessitent un dépistage, comme la PrEP. Désormais, l'accent est mis sur la capacité des personnes à saisir ces opportunités.

Le projet de recherche est actuellement dans une phase préparatoire, qui comprend notamment une étude qualitative menée auprès de personnes récemment diagnostiquées positives au VIH. Cette étude qualitative vise à explorer les aspects psychosociaux liés au recours aux différentes méthodes de dépistage et aux nouvelles formes de prévention. Le but est de formaliser ces processus, d'identifier les principaux enjeux et de concevoir un questionnaire qui sera intégré à l'étude quantitative à venir. En comprenant les raisons pour lesquelles certaines personnes ne se font pas dépister et en explorant de nouvelles méthodes de prévention, cette recherche contribuera à renforcer la lutte contre le VIH. En définitive, il est primordial que les personnes puissent saisir l'opportunité du dépistage pour une prise en charge précoce et une meilleure gestion de leur santé.

2.

Effet de *l'empowerment*[1] sur la réduction des facteurs d'exposition au VIH

1. Anglicisme qui désigne le processus permettant à une personne ou à un groupe de personnes d'acquérir le pouvoir, la confiance en soi et les compétences nécessaires afin de prendre le contrôle de sa vie, de prendre des décisions et d'agir de manière autonome. L'empowerment vise à donner aux individus les moyens de se réaliser pleinement et de faire valoir leurs droits.

2. La prévention combinée est une stratégie de lutte contre le VIH et les autres IST qui offre la possibilité de d'associer plusieurs outils de prévention en fonction de sa situation, de ses besoins, de ses pratiques ou de son mode de vie.

Si les recherches sur l'*empowerment* en matière de santé sexuelle ont montré des résultats prometteurs dans la prévention du VIH, sa définition, sa mesure et son évaluation dans ce domaine restent complexes. Pour comprendre cette complexité, Karna Coulibaly, chercheur au Centre population et développement (Ceped), a, tout d'abord, réalisé une revue de la littérature qui a permis de définir l'*empowerment* en santé sexuelle comme la capacité d'une personne à affirmer son droit à l'autodétermination dans les relations sexuelles et à prendre des décisions concernant sa propre vie sexuelle.

Sur la base de cette définition, Karna Coulibaly et son équipe ont identifié les indicateurs utilisés pour mesurer cet *empowerment* dans la littérature. Ils ont ensuite porté leur attention sur certains indicateurs – les connaissances et les comportements en matière de santé sexuelle, ainsi que la perception du risque d'infection par le VIH – afin d'étudier l'impact de l'*empowerment* en santé sexuelle sur la réduction du risque d'infection.

La deuxième partie de l'étude s'est concentrée sur la connaissance des outils de prévention combinée[2] chez les immigrés africains en situation de précarité qui vivent en Île-de-France. Les résultats ont montré que les participants aux interventions, mises en place pour l'étude, avaient une certaine connaissance des services de santé sexuelle, pratiquaient le dépistage du VIH et avaient une perception du risque relativement élevée. Cependant, leur connaissance du TasP (traitement comme prévention), du TPE (traitement postexposition) et de la PrEP (prophylaxie préexposition) était limitée. Selon le chercheur, ces résultats soulignent la nécessité de renforcer les actions de prévention basées sur l'*empowerment* auprès des populations précaires éloignées du système de prévention.

En permettant aux personnes d'affirmer leur droit à l'autodétermination et de prendre des décisions éclairées sur leur vie sexuelle, ces interventions renforcent leurs connaissances en matière de santé sexuelle et réduisent les comportements à risque. Il est donc essentiel de poursuivre les actions d'*empowerment* auprès des populations précaires, en veillant à les sensibiliser aux outils de prévention combinée.

3.

Gain de masse graisseuse chez les PVVIH : l'influence des inhibiteurs d'intégrase

3. Une classe d'antirétroviraux (ARV).
4. Le tissu adipeux beige peut stimuler la perte de poids et favoriser la résistance à l'obésité.

Chez certaines personnes vivant avec le VIH (PVVIH), la prise d'inhibiteurs d'intégrase[3], en particulier le dolutégravir, peut entraîner une accumulation excessive de la masse graisseuse et, par conséquent, une augmentation du risque de développer des maladies cardiométaboliques, telles que le diabète de type 2, l'athérosclérose et les accidents cardiovasculaires. Les recherches de Kenza Ngono Ayissi, doctorante au centre de recherche Saint-Antoine (Paris), visent à comprendre comment les inhibiteurs d'intégrase provoquent cette prise de poids excessive et à analyser les mécanismes impliqués.
Son objectif est de proposer des approches thérapeutiques afin de limiter ces effets indésirables. Une hypothèse avancée est que ces inhibiteurs pourraient altérer la capacité du tissu adipeux à recruter des adipocytes beiges[4] thermogéniques, ce qui entraînerait une expansion excessive et néfaste du tissu adipeux.

Après sa première année de thèse, Kenza Ngono Ayissi a pu démontrer que les inhibiteurs d'intégrase réduisaient l'expression de marqueurs spécifiques des adipocytes beiges dans le tissu adipeux. Ces résultats ont également été observés dans un modèle de différenciation de cellules souches adipocytaires. Ces travaux ont mis en évidence une augmentation significative de la masse grasse chez ces personnes, associée à une fibrose irréversible, un facteur favorisant les maladies cardiométaboliques.

La chercheuse étudie actuellement, sur le plan moléculaire, les facteurs qui pourraient être impliqués dans ce phénomène. Elle suggère notamment que la diminution des adipocytes beiges pourrait expliquer, en partie, les altérations du tissu adipeux en réponse aux inhibiteurs d'intégrase. En réduisant la présence des adipocytes beiges, il est possible que le flux d'énergie augmente, causant une accumulation lipidique dans les adipocytes blancs. Cette hypertrophie des adipocytes blancs pourrait contribuer à l'expansion d'un tissu adipeux dysfonctionnel, favorisant ainsi l'apparition de maladies cardiométaboliques.

Les recherches de Kenza Ngono Ayissi soulignent l'importance de comprendre les mécanismes sous-jacents à l'accumulation excessive de masse grasse chez les personnes vivant avec le VIH sous inhibiteurs d'intégrase. Elles permettraient le développement d'approches thérapeutiques visant à limiter ces effets indésirables et à réduire le risque de maladies cardiométaboliques associées.

4.

Rôle non conventionnel d'ATG5 dans la bataille entre le VIH-1 et le facteur de restriction BST2

5. Mécanisme physiologique d'autodestruction de la cellule.

En 2016, les scientifiques du laboratoire Interaction hôte-virus du Dr Clarisse Berlioz-Torrent, à l'institut Cochin (Paris), ont découvert que le VIH utilise une voie inhabituelle à l'intérieur des cellules afin d'échapper au système de défense. Plus précisément, ils ont découvert que la protéine virale Vpu utilise une voie d'autophagie[5] alternative pour neutraliser une barrière de protection appelée « BST2 ». Cette importante découverte a été le point de départ d'une recherche approfondie, menée par Delphine Judith, membre de l'équipe, afin de comprendre les mécanismes moléculaires impliqués dans ce phénomène.

Il est connu que la phosphorylation de BST2, qui est une modification chimique de cette molécule, est déclenchée par la détection des virus à la surface des cellules infectées, activant ainsi une voie de signalisation appelée « NF-kappaB ». Cependant, la protéine virale Vpu intervient pour atténuer cette réponse immunitaire de l'hôte à l'infection. En étudiant plus en détail la signalisation induite par BST2, Delphine Judith a fait une découverte majeure : une protéine d'autophagie, appelée « ATG5 », joue un rôle central dans cette voie de signalisation. ATG5 cible spécifiquement les molécules de la barrière BST2, qui sont associées aux virus, induisant ainsi leur dégradation à l'intérieur de la cellule infectée. La protéine virale Vpu exploite donc cette voie de signalisation pour affaiblir notre réponse immunitaire lorsque BST2 détecte les virus.

Ce travail de recherche nous révèle que la protéine ATG5 est un élément clé dans la voie d'autophagie alternative utilisée par le VIH pour atténuer notre réponse immunitaire. Cette découverte suggère de nouvelles possibilités de lutte contre les infections virales : en comprenant mieux les mécanismes moléculaires utilisés par les virus pour manipuler nos cellules, nous pourrons développer de nouvelles stratégies thérapeutiques visant à bloquer cette voie d'autophagie ou à interférer avec l'interaction entre ATG5 et BST2, renforçant ainsi notre capacité à combattre les infections virales.

En conclusion, cette recherche nous rapproche de la compréhension de mécanismes complexes utilisés par les virus afin d'échapper à notre système de défense. Grâce à l'étude approfondie des interactions entre ATG5, BST2 et la protéine virale Vpu, nous pourrons développer de nouvelles approches pour lutter contre le VIH.

5.

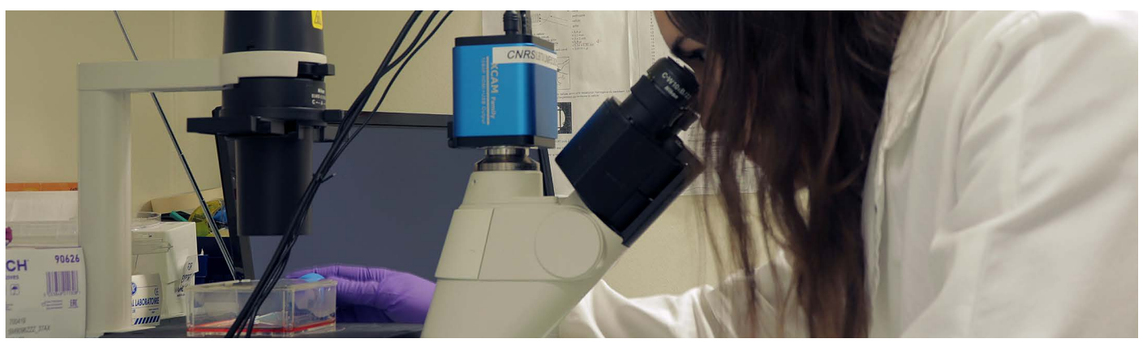
Évolution de la réponse lymphocytaire T CD8 spécifique du VIH chez les patients traités à long terme

Les lymphocytes T CD8 jouent un rôle essentiel dans le contrôle de l'infection par le VIH-1. Chez les patients appelés « contrôleurs du VIH » ou « Elite Controllers », ces cellules parviennent à maintenir une charge virale indétectable sans traitement antirétroviral (ARV), soulignant ainsi leur importance dans la lutte contre le virus. Cependant, chez la majorité des personnes vivant avec le VIH, la fonction des lymphocytes T CD8 reste altérée, même après la mise en place d'un traitement antirétroviral. Dans le but de mesurer l'évolution de la réponse de ces cellules après de nombreuses années de traitement efficace, Eoghann White, chercheur thésard au laboratoire ImmunoConcEpT de l'université de Bordeaux, a étudié la cohorte Immunoco, composée de patients infectés par le VIH-1 sous traitement ARV depuis plus de vingt-cinq ans.

Eoghann White a observé qu'après plusieurs années de traitement efficace, les lymphocytes T CD8 qui ciblent spécifiquement le VIH expriment des marqueurs associés à la longévité et à l'autorenouvellement, appelés « stemness ». Ces caractéristiques sont normalement observées chez les contrôleurs du VIH, ce qui suggère que des années de traitement efficace favoriseraient la restauration de la fonction des lymphocytes T CD8. Cette observation a soulevé une question importante : s'agit-il d'un effet du traitement ou ces cellules ont-elles réellement un potentiel supérieur pour contrôler l'infection ?

Pour répondre à cette question, le jeune chercheur a utilisé la méthode du séquençage de l'ARN à cellule unique (scRNAseq) sur deux patients de la cohorte. Cette approche a permis d'évaluer les propriétés fonctionnelles des lymphocytes T CD8. De manière intéressante, ce profil était associé à l'apparition de nouvelles cellules avec des récepteurs des cellules T distincts, indiquant une certaine forme de résilience du système immunitaire chez les personnes infectées par le VIH, malgré les signes de vieillissement immunitaire. Il convient de noter que cette étude présente une limite, liée au nombre restreint de patients sur lesquels les chercheurs ont pu travailler, ce qui nécessite une certaine prudence dans l'interprétation des résultats.

Les recherches menées par Eoghann White et son équipe suggèrent que des années de traitement antirétroviral efficace pourraient contribuer à restaurer la fonction des lymphocytes T CD8 chez les personnes vivant avec le VIH. Les marqueurs associés à un profil de différenciation précoce, observés chez ces patients, évoquent un potentiel accru de contrôle de l'infection. Cependant, des études supplémentaires sont nécessaires afin de confirmer ces observations et de déterminer si ces résultats sont généralisables à l'ensemble des personnes vivant avec le VIH. Ces avancées scientifiques ouvrent des perspectives prometteuses afin d'améliorer la réponse immunitaire et la santé des personnes vivant avec le VIH, en particulier en ce qui concerne la recherche de nouvelles stratégies thérapeutiques.



DÉPISTAGE ET PRÉVENTION : BARRER LA ROUTE AU VIH

En 2021, 15 % des 38,4 millions de personnes vivant avec le VIH dans le monde ne se savaient pas séropositives. Pour faire barrage à l'épidémie mondiale, il est nécessaire d'accroître les efforts de prévention et de dépistage.

Selon l'Onusida, en 2021, 5,9 millions de personnes à travers le monde ignoraient qu'elles vivaient avec le VIH. Or le fait de ne pas connaître son statut sérologique positif accroît non seulement les risques pour sa propre santé, mais favorise également le risque de transmission du virus à ses partenaires sexuels. D'où l'importance du dépistage, qui demeure l'un des enjeux les plus cruciaux de la lutte contre le sida, en France comme à l'international. En particulier auprès des populations clés, les plus exposées au risque : hors Afrique subsaharienne, elles constituent 94 % des nouvelles infections survenues en 2021. En Afrique, où l'épidémie est généralisée à la population, ce chiffre est de 51 %.

Si l'épidémie mondiale de VIH a vu son incidence diminuer de 32 % par rapport à 2010, pour atteindre 1,5 million de nouveaux cas en 2021, les populations clés continuent de payer un lourd tribut à l'infection. Selon l'Onusida, le risque de contracter le VIH est multiplié par 35 chez les usager·ères de drogues par voie injectable, par 30 chez les travailleur·ses du sexe, par 28 chez les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH) et par 14 chez les femmes transgenres. En France comme à l'international, Sidaction s'engage auprès des associations œuvrant pour la prévention et le dépistage, au plus près des populations surexposées au VIH.

1.

En prison, stimuler le dialogue autour de la santé

« Rien n'est jamais facile en détention », prévient Paul Bolo. Médecin généraliste à la retraite, ce bénévole de Médecins du monde, responsable du programme de démarche communautaire en milieu carcéral, œuvre auprès du centre pénitentiaire de Nantes. Une prison, qui comme bien d'autres en France, pâtit de sa surpopulation (entre 140 % et 150 % d'occupation), avec des détenus *« de plus en plus jeunes, de plus en plus "psychiatrisés" »*. Avec son équipe (11 bénévoles, une coordinatrice de terrain, une facilitatrice communautaire), Paul Bolo anime un programme qui vise à améliorer l'accès aux soins, lequel fait défaut pour nombre de détenus.

Les problèmes de santé sont nombreux en prison : hépatites B et C, infection par le VIH, problèmes d'addictions, troubles psychiatriques, manque d'hygiène, etc. Face à ces sujets, c'est avant tout la démarche communautaire qui importe à Paul Bolo et à son équipe : *« À partir d'une problématique donnée, partagée lors d'un atelier ou d'un entretien, nous organisons des groupes de parole qui ont pour but de trouver, ensemble, une réponse. »*

L'équipe joue le rôle de médiateur entre détenus, personnel médical et surveillants : à la demande de ces derniers, *« nous avons commencé une formation sur l'alcool. Ce qui nous permettra ensuite d'aborder la question des "produits", du tatouage et de la santé sexuelle »*. Autant de sujets qui, malgré leur omniprésence, demeurent tabous en milieu carcéral.

Pour Paul Bolo, ce dialogue entre détenus leur permet de *« retrouver une compétence psychosociale, de* l'empowerment *»*. Et d'ajouter : *« Quand on parvient à casser les stéréotypes, on se retrouve avec des hommes ou des femmes qui ont juste un problème à résoudre. La santé est un sujet qui rassemble, autour duquel chacun peut trouver son intérêt. »*

2.

En Guinée, étendre le dépistage aux conjoints des femmes enceintes

Depuis 1994, les femmes enceintes vivant avec le VIH sont assurées que leur enfant à naître sera épargné par le virus, grâce à l'efficacité du traitement antirétroviral préventif pris pendant la grossesse. Malgré cela, le nombre d'enfants vivant avec le VIH reste très élevé en Afrique de l'Ouest et centrale, faute de dépistage suffisant durant la grossesse. Face à cette situation, la fondation Espoir Guinée, créée en 1995, lutte afin d'empêcher la transmission mère-enfant, en accompagnant les femmes tout au long de leur grossesse. Dans les dix centres de santé publique où cette institution opère, dont sept à Conakry et trois à Coyah, elle met à disposition des assistantes psychosociales, qui y assurent la sensibilisation ainsi que le conseil pré- et postdépistage.

Ces conseillères sont elles-mêmes des femmes qui ont connu l'épreuve d'une grossesse avec le VIH et qui connaissent les difficultés causées par un test positif. Notamment celle qui consiste, pour la femme enceinte, à annoncer sa séropositivité à son partenaire, afin que ce dernier se fasse tester. *« Dès la consultation prétest, l'assistante psychosociale lui propose de faire venir son conjoint pour se faire tester,* explique le Dr Alimou Diallo, directeur exécutif de la fondation Espoir Guinée. *Et elle répète ce conseil après le test, même si son résultat est négatif. Il arrive souvent qu'une femme testée positive refuse, par peur, de l'annoncer à son conjoint. L'assistante continue tout de même à lui proposer des solutions pour qu'elle puisse le faire. »* Après le test, l'association accompagne les femmes enceintes vivant avec le VIH tout au long de leur grossesse. Elle propose une prise en charge psychosociale et de l'éducation thérapeutique. En 2022, Espoir Guinée a ainsi accompagné 2 011 femmes.

De l'autre côté du continent africain, à Djibouti, l'association Solidarités féminines œuvre également au soutien psychologique des femmes enceintes. Elle dispose, dans plusieurs dispensaires et centres de santé du pays, d'assistantes psychosociales, régulièrement formées par l'association à des sujets tels que la santé sexuelle et reproductive, les violences basées sur le genre, la pédiatrie ou encore l'annonce de la séropositivité.

3.

Dans le Roussillon, mener la prévention sur les lieux de rencontre

Si les applis ont pris une place importante dans les rencontres homosexuelles, nombreux sont les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH) qui continuent de fréquenter les lieux de rencontre extérieurs. *« On y croise très souvent des hommes de plus de 50 ans, mais aussi des plus jeunes, des couples, des hétérosexuels… »*, observe Sylvain Escloupier, coordinateur de la Maison de vie du Roussillon. Fondée en 1992, cette association perpignanaise part régulièrement à la rencontre de ces publics, couvrant neuf lieux de rencontre de la côte méditerranéenne, principalement des plages des Pyrénées-Orientales et de l'Aude. Lors de ses 118 sorties organisées en 2022, elle a conduit un total de 272 entretiens, pratiqué du dépistage rapide du VIH, des hépatites B et C, distribué des autotests, des préservatifset de la documentation sur les moyens de prévention.

Au-delà de la santé sexuelle, le stand de la Maison de vie du Roussillon permet *« de parler de tout, d'apporter du soutien aux personnes : il constitue un vrai lien social »*, estime Sylvain Escloupier. Outre les lieux de rencontre extérieurs, l'association mène ses actions de prévention dans des lieux de socialisation, tels que les saunas, fréquentés par de plus jeunes hommes. Autant d'occasions de dépistage auxquelles la Maison de vie donne éventuellement suite en orientant les personnes vers le soin, grâce à son partenariat avec le service des maladies infectieuses et le Cegidd de l'hôpital de Perpignan.

4.

Au Burundi et en RDC, agir pour la santé sexuelle des jeunes vivant avec le VIH

« Agir pour la santé sexuelle des jeunes et des personnes vivant avec le VIH », tel est le nom du projet de **Sidaction** lancé en janvier 2022 au Burundi et en République démocratique du Congo (RDC), pour une durée de trois ans. Cofinancé par Expertise France, ce projet, mené en partenariat avec l'Association nationale de soutien aux séropositifs et malades du sida (ANSS, Burundi) et SOS sida (RDC), vise notamment à améliorer l'accès à l'éducation complète à la sexualité des jeunes vivant avec le VIH. *« Ce projet permettra de lever certaines barrières à l'accès et d'améliorer la qualité des services de santé sexuelle dans des structures communautaires de prise en charge des PVVIH au Burundi et au Sud-Kivu [région de RDC], tout en développant le renforcement du leadership des adolescent·es et des jeunes vivant avec le VIH comme acteurs et actrices de l'éducation complète à la sexualité par leurs pair·es »*, explique **Sidaction**.

Autre volet, le dépistage et la prévention des lésions précancéreuses du col de l'utérus chez les femmes vivant avec le VIH. Le projet prévoit ainsi de fournir les équipements médicaux nécessaires à sept antennes associatives (cinq de l'ANSS et deux de SOS sida) et dix centres publics (huit au Burundi et deux en RDC). *« Au terme des trois ans du projet, toutes les filles et les femmes vivant avec le VIH suivies dans les associations et des structures publiques qui sont partenaires du projet auront bénéficié d'un dépistage du cancer du col »*, prévoit **Sidaction**. Également en vue, le développement d'un plaidoyer auprès des autorités sanitaires des deux pays et du Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, pour une meilleure prise en compte de la santé sexuelle et du dépistage du cancer du col de l'utérus.

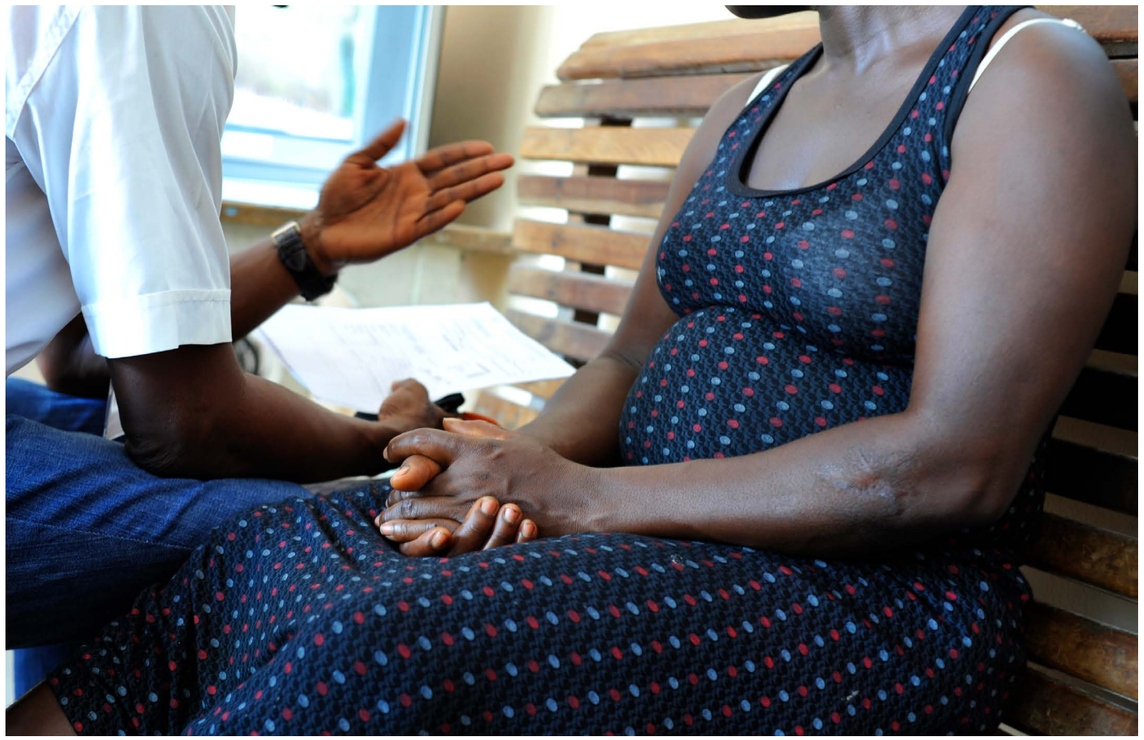
5.

Au Mali, assurer une prise en charge au plus près des populations clés

Au Mali, comme dans d'autres pays africains, *« il est très difficile pour les populations clés d'aller dans les centres de santé publics, car ces populations y sont très discriminées, notamment parce qu'elles n'osent pas annoncer leur orientation sexuelle »*, explique Moussa Sidibé, coordinateur de la clinique de santé sexuelle des Halles de Bamako. Un silence forcé qui empêche la prise en compte de leurs besoins de santé, tant en matière de soins que de prévention.

Ouverte en 2010, d'abord de nuit puis en journée à partir de 2020, cette clinique, gérée par l'association Arcad Santé Plus, ouvre ses portes à tou·tes, en particulier aux HSH, aux personnes transgenres, aux travailleur·ses du sexe et aux usager·ères de drogues injectables. Comptant quatre médecins (en plus du coordinateur), deux conseillères psychosociales, un infirmier, deux laborantins et un pharmacien, le centre *« prend en compte les préoccupations de ces personnes et répond à leurs besoins »*, ajoute Moussa Sidibé.

Avec le Centre d'écoute, de soins, d'animation et de conseils (Cesac) de Bamako, également piloté par Arcad Santé Plus, la clinique des Halles suit 15 % de la file active malienne de personnes vivant avec le VIH. En 2022, elle a effectué 17186 tests VIH, avec un taux de positivité s'élevant à 4,3 %, et a suivi 163 personnes, toutes des HSH, prenant un traitement prophylactique préexposition (PrEP). Outre la prévention (distribution de préservatifs, prescription et suivi de la PrEP) et le traitement du VIH et d'autres IST, la clinique effectue aussi le dépistage du cancer du col de l'utérus et de l'hépatite B, ainsi que le traitement des condylomes anogénitaux. En dehors de Bamako, Arcad Santé Plus dispose de trois autres centres de santé sexuelle (Kayes, Ségou, Sikasso) et d'un autre Cesac (Mopti).



ACCÈS AUX SOINS : LEVER TOUS LES OBSTACLES

Si les traitements antirétroviraux sont très efficaces pour contrôler la réplication du VIH et empêcher sa transmission, leur accès demeure insuffisant dans le monde. Aux côtés de ses associations partenaires, Sidaction se bat pour que tou·tes y aient droit.

Au milieu des années 1990, l'arrivée des trithérapies changeait le visage de la lutte contre le sida : désormais, un test positif ne constituerait plus une condamnation à mort. Près de trente ans plus tard, le VIH n'empêche pas de vivre une vie normale ni de disposer d'une espérance de vie similaire à celle des personnes séronégatives. Pourtant, l'accès aux soins reste un combat pour bien des personnes : une personne sur quatre était encore privée de traitement antirétroviral (ARV) en 2021.

Miroir des sociétés, les systèmes de santé sont source de nombreuses inégalités. En France, les migrants rencontrent moult difficultés pour accéder aux soins, du fait de barrières linguistiques et culturelles, mais aussi d'une précarité sociale et administrative renforcée par des politiques toujours plus fermées à leur égard. En Afrique, la faiblesse des systèmes de santé rend aléatoire l'accès aux ARV et aux examens médicaux. La stigmatisation des populations clés, telles que les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes ou les travailleur·ses du sexe, constitue un frein à leur prise en charge médicale. Face à ces difficultés, **Sidaction** épaule les associations qui luttent pour un accès universel aux soins et pour une prise en charge plus humaine, à l'écoute de toutes les différences.

1.

Recourir à la médiation comme levier d'accès aux soins

Lancé en 2019, le projet de recherche interventionnelle Makasi, mené par le Centre population et développement (Ceped, IRD/université de Paris), en partenariat avec Arcat et Afrique Avenir (deux associations financées par **Sidaction**), cherchait à démontrer l'intérêt de *l'empowerment* de personnes migrantes originaires d'Afrique subsaharienne et vivant en Île-de-France sur l'accès aux droits de santé.

En parallèle, dès 2017, Arcat a mis en place un comité de pairs composé de 18 personnes immigrées. De ce groupe convaincu de l'intérêt de la médiation en santé est né le projet [Re]pairs. Créé en 2019 par Arcat, il *« vise à appuyer l'accès à la santé et l'installation en France de personnes migrantes en situation de précarité et exposées au risque du VIH ou vivant avec le VIH »*, explique l'association.

Pour conduire ce projet, Arcat a assuré la formation de deux membres de son comité de pairs, devenus médiateurs en santé grâce au diplôme universitaire Médiation en santé de l'université Sorbonne-Paris-Nord. En 2022, ils ont été rejoints par une troisième médiatrice en santé (poste financé par **Sidaction**) puis par une assistante sociale et une juriste. Comme le rappelle Arcat, le rôle des médiateurs en santé est de *« favoriser l'accès à la santé et le maintien dans un parcours de santé de personnes migrantes en situation de précarité »*.

En 2022, environ 400 personnes ont été accompagnées grâce à [Re]pairs. Signe d'un fort besoin de médiation en santé au sein de cette population très exposée au VIH. *« Le bouche à oreille a en partie supplanté l'"aller-vers" : les personnes se transmettent le numéro de téléphone, se parlent de leurs difficultés. Il y a déjà une forme d'*empowerment *dans la façon dont elles viennent vers nous »*, constate Nicolas Derche, directeur d'Arcat.

2.

Au Congo, améliorer la prise en charge des jeunes

Créée en 2007 à l'initiative de pédiatres et de parents d'enfants vivant avec le VIH, l'association Avenir Positif, située à Pointe-Noire (République du Congo), propose une prise en charge globale aux enfants, aux adolescents et aux jeunes adultes.
Au-delà de la prescription d'ARV, à laquelle se cantonnent les centres de traitement ambulatoire du pays, l'association leur offre, outre les soins médicaux, une prise en charge psychologique et un accompagnement social. Ces suivis reposent notamment sur une sensibilisation à la santé sexuelle, et reproductive, et aux violences basées sur le genre.

Avenir Positif propose également un accompagnement lors de l'annonce de la séropositivité, des groupes de parole, des visites à domicile ou à l'hôpital, des entretiens individuels ou encore des sorties récréatives. Aux jeunes sortant de l'adolescence, Avenir Positif apporte une aide à l'insertion professionnelle. Sosthène Pemosso, directeur exécutif de l'association, estime, en effet, qu'ils *« ont besoin de trouver leur autonomie »*. Quant aux plus jeunes, l'association assure la distribution de kits scolaires avant la rentrée ou de jouets avant les fêtes de fin d'année.

Orientés par les centres de traitement ambulatoire, les enfants et les adolescents vivant avec le VIH affluent en nombre croissant à Avenir Positif. Comptant 529 personnes en 2022, contre près de 450 en 2021, *« la file active ne fait qu'augmenter »*, note Sosthène Pemosso. Une évolution à laquelle Sidaction répond par une hausse de son appui financier.

3.

Assurer l'accompagnement social des migrants en grande précarité

Ils constituent l'un des principaux groupes exposés au VIH : les hétérosexuels nés à l'étranger, le plus souvent originaires d'Afrique subsaharienne, et vivant en Île-de-France, représentent 36 % des personnes ayant découvert leur séropositivité en 2021. Au-delà des questions de santé, leurs conditions de vie sont souvent précaires, tant en matière d'accès aux droits, de logement, de travail que d'alimentation. La crise liée au Covid-19 n'a fait qu'aggraver leur situation.

Selon Eva Sommerlatte, directrice du Comité des familles – association créée en 2003 à La Courneuve (Seine-Saint-Denis) –, *« les parcours d'accès aux droits et aux soins ont été interrompus, conduisant à une précarisation et à des pertes d'emploi »*. À quoi s'ajoute la dématérialisation de nombreux services publics, là aussi accélérée par la crise sanitaire. Ce qui a laissé de côté de nombreuses personnes, empêchant le renouvellement de titres de séjour.

En réponse à la crise liée au Covid-19, le Comité des familles avait déjà renforcé, en 2021, son offre d'accompagnement social, assurée par une assistante sociale récemment embauchée (et dont le poste a pu être pérennisé grâce au soutien de Sidaction). Par cette aide, il s'agit d'améliorer l'accès aux droits sociaux. En 2022, ces besoins ont connu une forte hausse : l'association

a accompagné 420 personnes, soit 103 de plus qu'en 2021, venant de tous les départements franciliens (en particulier Paris et la Seine-Saint-Denis), très souvent orientées vers l'association par des équipes hospitalières. Parmi les principales demandes, *« les titres de séjour pour soins et le logement : beaucoup de gens sont à la rue ou bien hébergés par des compatriotes »*, explique Laurine Péron, assistante sociale de l'association.

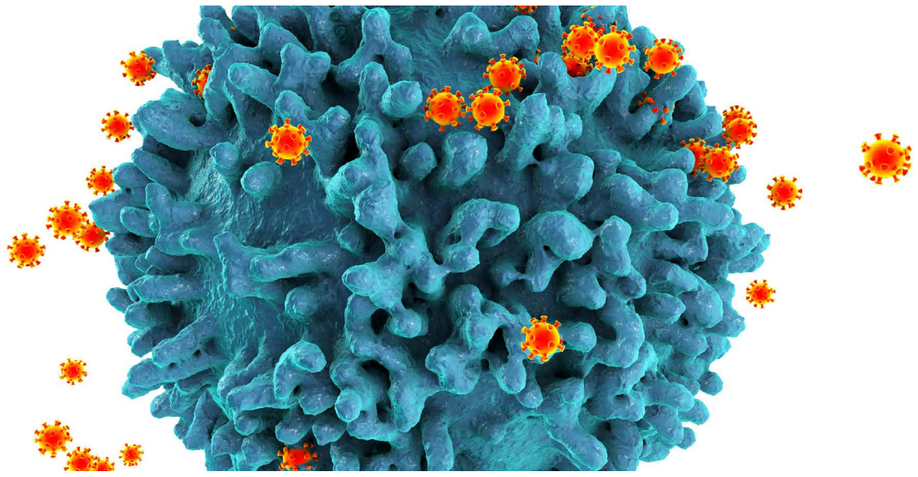
Le Comité des familles propose également un soutien aux femmes enceintes vivant avec le VIH via son projet Grandes sœurs. Cet accompagnement par des paires (des femmes vivant avec le VIH et ayant elles-mêmes enfanté) permet de *« rassurer, d'apporter du soutien, de préparer l'accouchement ou l'annonce au partenaire »*, explique Eva Sommerlatte. En 2022, 19 « petites sœurs » ont été épaulées par sept « grandes sœurs ».

4.

Au Togo, aller à la rencontre des PVVIH pour empêcher les perdus de vue

Depuis la crise du Covid-19, les trois associations togolaises de lutte contre le VIH partenaires de **Sidaction** ont accru leurs activités de dispensation d'ARV et de prélèvements biologiques à domicile, afin d'éviter aux patients de se déplacer. Parmi elles, Espoir Vie-Togo (EVT), dont 10 % de la file active (5 395 personnes fin 2022) bénéficie de ces services à domicile. L'association se déplace pour garantir l'accès aux soins des personnes alitées, de celles qui n'ont pas les moyens financiers de se déplacer ainsi que des populations clés, pour lesquelles les discriminations compliquent toute démarche.

« En temps de Covid-19, cette stratégie s'est accentuée, explique Eugénie Tchedre, psychologue et responsable du service psychosocial d'EVT. *Si elle demeure, c'est qu'elle a un avantage pour les patients comme pour nous : les personnes sont bien suivies, nous évitons les pertes de vue et les ruptures de traitement. »* Pour Jeff Yaka, responsable du laboratoire d'EVT, *« notre objectif est que 100 % des patients aient accès aux prélèvements biologiques. Or un patient dont la charge virale n'est pas devenue indétéctable doit subir un examen [de mesure] de la charge virale tous les mois »*. Dans son antenne de Lomé, l'association dispose d'une équipe de 17 médiateurs chargés d'acheminer ces soins à domicile. *« Nous desservons toutes les zones, partout où sont nos patients »*, ajoute Eugénie Tchedre.



5.

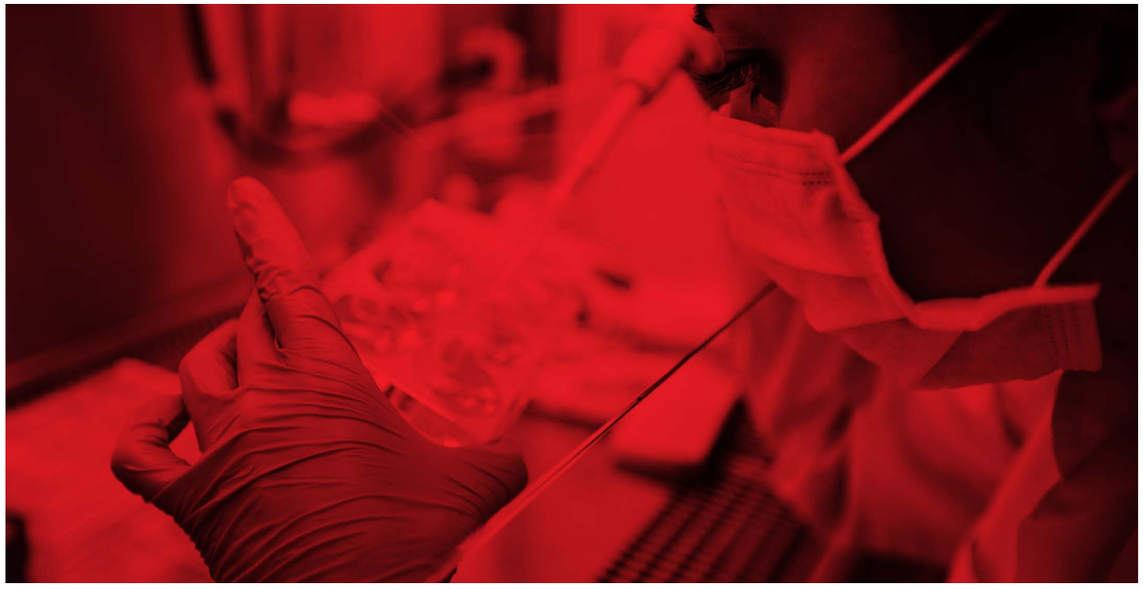
Améliorer l'accueil des personnes trans par le système de santé

Difficultés d'accès au logement et aux titres de séjour, violences physiques et psychologiques, grande précarité financière… Les personnes trans d'origine étrangère qui vivent en France cumulent les vulnérabilités. Si leurs besoins en matière de santé sont majeurs, du fait d'une surexposition au risque de contamination par le VIH, nombreuses sont celles pour qui l'accès aux soins demeure difficile. En raison, notamment, d'une stigmatisation qui se manifeste parfois dès le premier contact avec un service médical.

Pour la directrice de l'association parisienne Acceptess-T, Giovanna Rincon, *« la question des discriminations et du mauvais accueil réservés aux personnes trans constitue une barrière aux soins »*. Et de pointer *« les mauvaises représentations, les demandes inadaptées ou les intrusions dans la vie intime »*. D'où l'importance du primo-accueil, enjeu majeur en matière d'accès aux soins. *« Si une personne est d'emblée mal accueillie, elle n'aura pas envie d'aller plus loin, car elle pensera que le pire est encore à venir,* estime Giovanna Rincon. *Si, au contraire, elle se sent à l'aise lors du premier contact, elle reviendra dans ce service. »*

Afin d'améliorer la qualité du contact des personnes trans avec les services de santé, Acceptess-T a mis en place une formation qui vise à mieux faire connaître les difficultés sociales et les enjeux de la santé sexuelle chez les personnes trans. Parmi les thèmes abordés : l'accueil et l'accompagnement, l'histoire des luttes trans et les actualités militantes, l'approche de santé communautaire et de promotion de l'accès aux soins des personnes trans, mais aussi l'hormonothérapie et la précarité.

En 2022, 26 formations ont été assurées par les formateur·rices d'Acceptess-T, pour environ 700 participant·es. Parmi eux, *« des professionnel·les travaillant dans des structures médicales, médico-sociales, associatives et privées, ainsi que 300 étudiant·es en médecine »*, explique l'association.



FORMER ET ÉCHANGER : FAIRE FRONT COMMUN CONTRE LE VIH

En matière de lutte contre le VIH, les connaissances et les pratiques ne cessent d'évoluer. Face aux besoins de formation et de mise en réseau, Sidaction, à la croisée des mondes scientifique et associatif, veille à faciliter toutes les occasions d'échanger.

Dès les débuts de l'épidémie, en 1981, la lutte contre le sida a nécessité un dialogue intense entre les personnes vivant avec le VIH, les scientifiques, les médecins et les décideurs politiques. C'est grâce à ces échanges qu'ont émergé des solutions, tant en matière de traitement, de prévention que de lutte contre les discriminations qui touchent les populations les plus exposées au virus. Quatre décennies plus tard, les connaissances ne cessent évoluer et la nécessité d'échanger est toujours aussi présente.

En lien étroit avec un important réseau associatif international, interlocutrice de premier plan de la communauté scientifique et médicale, Sidaction occupe une position privilégiée pour animer ce partage d'expériences. Que ce soit entre les acteurs associatifs et les scientifiques, entre le Sud et le Nord ou encore entre associations ultramarines. Une mission qu'elle continue de remplir, toujours au bénéfice des personnes vivant avec le VIH et des populations les plus exposées.

1.

En outre-mer, chercher des solutions ensemble

Parmi les départements de France les plus touchés par l'épidémie de VIH, l'outre-mer présente des caractéristiques communes : populations souvent plus précaires, migrations plus nombreuses, niveau d'études globalement moindre et exacerbation des violences basées sur le genre. Or, malgré ces similarités, les associations ultramarines de lutte contre le sida, séparées par des milliers de kilomètres, ont peu d'occasions d'échanger.

C'est sur la base de ce constat que **Sidaction** a décidé, en 2020, de créer RésOM, un réseau regroupant les 12 associations d'outre-mer partenaires. L'objectif est de révéler une «*identité collective*», explique Frédérique Viaud, coordinatrice du RésOM à **Sidaction**. Ce qui permettra non seulement de trouver des réponses communes à des problématiques similaires, mais aussi d'unir les forces en vue d'un plaidoyer audible par les politiques nationales.

Mis en place en 2021, ce réseau interassociatif s'est consacré, en 2022, à rendre effective sa transversalité. Au premier semestre, les associations ont partagé trois temps d'échange par visioconférence, durant lesquels elles ont pu énoncer leurs besoins et définir leur perception d'un travail collectif. L'une de leurs demandes était l'actualisation de leurs connaissances sur le VIH. «*Ces territoires sont tellement accaparés par la question des déterminants sociaux de santé que la thématique du VIH finit par être un peu diluée,* estime Frédérique Viaud. *Il nous a semblé très important qu'elles bénéficient d'un rappel.*»

Les membres du RésOM ont ainsi suivi trois ateliers de formation : le premier portait sur la mobilisation des ressources, le deuxième sur le thème du VIH et de l'épidémie, et le troisième sur la notion de genre. Certains participants ont, à leur tour, relayé ces enseignements au sein de leurs équipes associatives. Selon Frédérique Viaud, l'année 2022 a permis «*de se rencontrer et de générer du lien, mais également de construire un plancher de culture commune*».

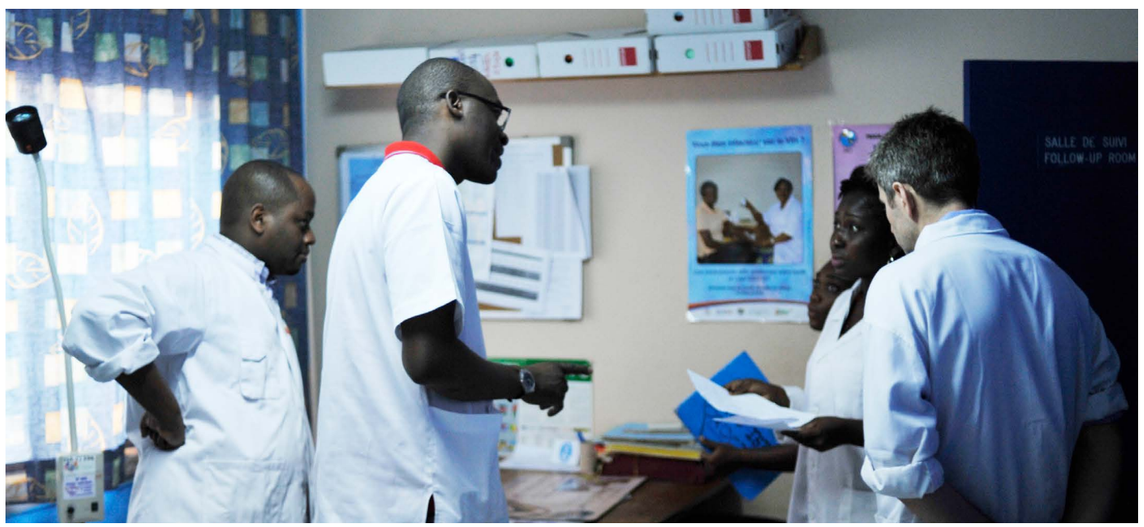
2.

En Afrique, aider les associations à se saisir des questions de recherche

Si les échanges entre les associations et les chercheurs sont un acquis important de la lutte contre le sida, ils sont plus rares en Afrique subsaharienne. Ce constat est à l'origine de l'Académie de la recherche, organisée par **Sidaction**, du 8 au 12 mai 2022, à Lomé (Togo). Cet événement, une première pour **Sidaction**, répond à une demande de ses associations partenaires, rarement conviées à l'élaboration des études et des projets de recherche, et qui ont souvent des difficultés à traduire leurs problématiques de terrain en questions de recherche.

Regroupant 23 représentants associatifs issus de huit pays africains, cette rencontre visait à «*rapprocher les mondes associatif et de la recherche en Afrique*», explique Anne Susset, coordinatrice des programmes internationaux à **Sidaction**. Pour, d'une part, «*initier les acteurs associatifs à la méthodologie scientifique, afin qu'ils soient mieux outillés*» et, d'autre part, «*sensibiliser les chercheurs pour qu'ils proposent des pistes de recherche mieux adaptées aux réalités du terrain*».

Sous la forme de cours magistraux, d'ateliers de montage de projets de recherche ou de sessions de travail de méthodologie en autonomie, ces journées ont trouvé un écho très favorable auprès des participants. Parmi eux, Joël N'Guessan, médecin et responsable des informations stratégiques à l'association ivoirienne Espace Confiance. Selon lui, l'Académie de la recherche a «*renforcé [ses] capacités dans la recherche communautaire. J'en avais des notions, mais [ces journées] m'ont permis de m'en faire une idée plus pratique, plus opérationnelle*». À Espace Confiance, «*nous disposons de beaucoup de données que nous n'avions pas encore exploitées. Nous envisageons, par exemple, d'évaluer la survenue d'IST dans le suivi des patients sous PrEP*».



3.

Faire émerger une parole trans Sud-Nord

Début 2022, Sidaction et plusieurs associations trans, du Sud et du Nord, ont instauré un groupe de travail international trans. Parmi elles, 12 structures africaines (Cameroun, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Togo, Bénin et Burundi) et trois françaises. *« Plusieurs associations ont émis le souhait d'un réseau international d'associations trans francophones afin de rentrer dans des échanges Sud-Nord approfondis »*, explique Cécile Chartrain, responsable de programmes associatifs et référente des questions de genre à Sidaction.

En fin d'année, des représentantes de deux associations camerounaises (TransAmical et Alternatives Cameroun) ont effectué un stage d'une semaine dans deux structures françaises (Pastt et Acceptess-T). D'autres échanges devraient suivre, du Nord vers le Sud et du Sud vers le Nord. Selon Chanelle Kouankep, directrice exécutive de TransAmical, cette mise en réseau est *« salutaire »* : *« Il est généralement difficile pour ces associations, souvent jeunes, de faire entendre leur voix. »*

Selon Cécile Chartrain, cette démarche vise notamment, pour les associations trans africaines, à *« sortir de l'isolement »*. *« Il y a des pays où les homosexualités sont pénalisées et quand elles ne le sont pas, elles font l'objet de discriminations »* qui peuvent aller jusqu'aux violences physiques. Ces associations *« sont souvent invisibilisées, leurs besoins ne sont pas pris en compte,* ajoute-t-elle. *Y compris au sein d'associations LGBT où il existe une injonction à la conformité de genre. Il faut leur donner les moyens de s'affirmer. »*

Le groupe de travail a également pour but le transfert d'expertises et l'échange d'expériences entre associations du Sud et du Nord, afin, explique Chanelle Kouankep, d'*« améliorer les conditions de vie »* des personnes trans. Parmi les sujets que le groupe de travail compte explorer, celui des traitements hormonaux, la plupart du temps achetés au marché noir en vue d'une automédication à haut risque. *« Nous allons essayer de mettre en réseau médecins français et médecins africains »*, prévoit Cécile Chartrain.

4.

Renforcer les capacités des soignants africains sur la proctologie

Malgré la fréquence élevée de pathologies anales chez les personnes exposées ou vivant avec le VIH, la proctologie demeure une spécialité médicale souvent négligée en Afrique subsaharienne, notamment en raison du tabou qui entoure la sphère anale. D'où la nécessité de renforcer les capacités des médecins africains en la matière, ce à quoi s'emploie **Sidaction** via des formations organisées dans le cadre du programme Tremplins, cofinancé par l'Agence française de développement. Selon Olivia Sylla, responsable « continuum de soins » à Sidaction, la proctologie demeure *« une spécialité rare, mais très demandée »*, dont il s'agit *« d'élargir l'accès au maximum »*.

La session, organisée du 14 au 18 février 2022 dans les locaux de l'association Alternatives Cameroun, à Douala, a permis de former huit soignants (six médecins et deux infirmier·es) exerçant au sein d'associations partenaires de **Sidaction**, dont Alternatives Cameroun, le centre SAS (Côte d'Ivoire), l'ANSS (Burundi), Espoir Vie-Togo et Arcad Santé Plus (Mali). Parmi les formateurs, un médecin du Nord (hôpital Bichat [Paris]) et deux du Sud, exerçant à Arcad Santé Plus et Espace Confiance (Côte d'Ivoire). Après une formation théorique, les participants se sont exercés au diagnostic et au traitement de pathologies anales telles que les condylomes, les fistules et les fissures.

Nouveauté de cette formation 2022 : **Sidaction** a financé l'achat de bistouris électriques pour trois associations (Espace Confiance, Arcad Santé Plus et Espoir Vie-Togo). Cet équipement leur permet de traiter les condylomes anaux de manière plus efficace et sécurisée. Une étude menée en 2022 par **Sidaction**, afin d'évaluer l'impact de ces formations et d'en optimiser le contenu lors des prochaines éditions, révèle un niveau de satisfaction élevé parmi les soignants formés. Ces derniers se disent favorables à des formations plus longues ou plus fréquentes, ainsi qu'à une formation de pairs-éducateurs sur les messages de prévention à diffuser.

5.

Épauler les associations africaines dans leurs projets en milieu carcéral

Surpeuplées, présentant un faible accès au dépistage et aux soins, les prisons africaines constituent un lieu de haut risque de contamination par le VIH, où les interventions d'acteurs associatifs demeurent difficiles. Du 30 mai au 2 juin 2022, **Sidaction** a animé un atelier de formation dans les locaux d'Espoir Vie-Togo (EVT), à Lomé, afin d'épauler les associations dans leurs actions en milieu carcéral. *« La plupart d'entre elles menaient déjà quelques activités, par exemple des permanences hebdomadaires ou des collaborations avec des infirmiers, afin de fournir des traitements aux patients incarcérés,* explique Anne Susset, coordinatrice des programmes internationaux à Sidaction. *Le but de cet atelier était de développer leurs actions, en collaboration avec les administrations pénitentiaires. »*

Rassemblant 13 associations partenaires de **Sidaction** issues de neuf pays africains, ce module de formation, au cours duquel les participants ont pu visiter le centre pénitentiaire de Lomé, a abordé divers aspects de la santé en prison, mais aussi à sa sortie. À la suite de cet atelier, les associations participantes ont élaboré des plans d'action ayant trait au milieu carcéral. Dans le cadre de son appel d'offres 2022 (en vue des financements de 2023), **Sidaction** a proposé un supplément d'enveloppe aux associations présentant un projet « prison ».

DÉFENDRE LES DROITS POUR METTRE FIN À L'ÉPIDÉMIE

Le combat pour les droits humains est constitutif de la lutte contre le VIH. Sidaction se bat contre les discriminations et l'exclusion, qui font obstacle à la prévention, au dépistage et à l'accès aux soins.

Depuis la révélation des premiers cas de sida, en 1981, l'épidémie a d'emblée débordé le domaine médical : cette maladie, dont on savait bien peu de choses, touchait en premier lieu les hommes homosexuels, les usagers de drogues injectables, les hémophiles et les migrants (d'abord les Haïtiens aux États-Unis puis ceux d'Afrique subsaharienne en France). Autant de populations qui, parfois sur fond de précarité, faisaient déjà, pour certaines d'entre elles, l'objet de stigmatisations. Une situation qui a lourdement contribué aux réticences des politiques à s'engager résolument dans la lutte contre le VIH.

Plus de quarante après et 40,1 millions de morts liées au sida, la situation est à peine différente, et ce, malgré les progrès médicaux et scientifiques. L'infection par le VIH reste une maladie qui affecte les populations les plus précaires et les plus stigmatisées. Et ces inégalités continuent d'alimenter la dynamique de l'épidémie. C'est toujours le cas en Afrique, où l'homophobie, culturelle et/ou légale, freine l'accès à la prévention et aux soins des homosexuels ; où les violences basées sur le genre, souvent impunies, entravent l'autonomisation des femmes, les exposant à tous les risques, et où de nombreux enfants et adolescents demeurent les laissés pour compte des politiques sanitaires.

Mais c'est également le cas en France, où subsistent de nombreux freins à la lutte contre le VIH : difficultés d'accès des migrant·es aux droits de santé, faiblesse de la politique de prévention en milieu carcéral, précarisation croissante des travailleur·ses du sexe… Face aux inégalités et au non-respect des droits humains, **Sidaction** reste aux côtés des associations pour défendre les personnes les plus précaires, les plus stigmatisées et les plus exposées au VIH. Et pour rappeler aux politiques leur responsabilité face à ce fléau mondial.

1.

Unir les forces contre le VIH pédiatrique en Afrique

Si l'Afrique de l'Ouest et centrale présente une moindre prévalence de l'infection par le VIH que le reste du continent, le fardeau porté par les enfants et les adolescents y demeure très élevé. Dans ces pays, souvent francophones, 30 % des infections par le VIH surviennent chez des enfants et seuls 35 % d'entre eux étaient sous traitement antirétroviral en 2020. En cause, la faiblesse des programmes de prévention de la transmission mère-enfant ainsi qu'un accès insuffisant des jeunes patients au dépistage et au traitement.

Épaulant de nombreuses associations basées dans ces régions africaines, Sidaction est fortement engagée dans ce combat contre le VIH pédiatrique. Une lutte qu'elle mène aussi dans le champ du plaidoyer. Le 18 janvier 2022, son webinaire « VIH pédiatrique en Afrique subsaharienne : accélérons la lutte ! » a rassemblé médecins, associatifs et représentants d'organismes internationaux (Unicef, Fonds mondial, Onusida, etc.) afin de définir les pistes d'action pour faire reculer ce fléau sanitaire.

Le dialogue s'est poursuivi pendant la 11e conférence AFRAVIH, qui s'est tenue du 6 au 9 avril 2022 à Marseille. Quatre jours avant cet événement, Sidaction a convié 11 jeunes de Grandir ensemble – un réseau d'enfants et d'adolescents vivant avec le VIH, qui couvre 11 pays africains – à un atelier préparatoire. L'objectif était d'organiser la formation et le coaching de ces jeunes ambassadeurs sur le plaidoyer, préparer leurs interventions durant l'AFRAVIH et leurs revendications. Ce qui s'est traduit par un *die-in* lors de la cérémonie d'ouverture de la conférence, par de nombreuses prises de parole de ces jeunes Africains sur l'importance de l'éducation par les pairs, du respect des droits en matière de santé sexuelle et reproductive, d'une meilleure prise en charge, de la lutte contre les discriminations et de leur implication dans la prise de décisions.

C'est aussi au cours de l'AFRAVIH qu'a été instauré un groupe de travail axé sur le VIH pédiatrique en Afrique de l'Ouest et centrale. Il regroupe les principaux acteurs institutionnels (Expertise France, Fonds mondial et agences onusiennes), associatifs (dont Sidaction, Grandir ensemble et Solthis) et médicaux. Ses objectifs sont, entre autres, le partage d'informations, l'identification des blocages, la mutualisation des initiatives et la mise en place de projets communs sur l'ensemble des aspects de la lutte contre le VIH pédiatrique. Ce groupe de travail a depuis été reconnu comme le « regional hub » d'Afrique de l'Ouest et centrale, au sein de la Global Alliance to End AIDS in Children, initiative lancée par l'Onusida lors de la conférence AIDS 2022.

2.

Interpeler les politiques pour mettre fin à l'épidémie

Zéro nouvelle contamination par le VIH, zéro cas de sida, zéro stigmatisation d'ici à 2030, c'est possible. Mais pour atteindre ces objectifs, fixés dans la stratégie nationale de santé sexuelle 2017-2030, la lutte contre le VIH devra aussi être menée sur le terrain politique. Tel a été l'objet de l'appel lancé le 31 mars 2022 par un collectif d'acteurs de la lutte contre le VIH à l'approche des élections présidentielle et législatives.

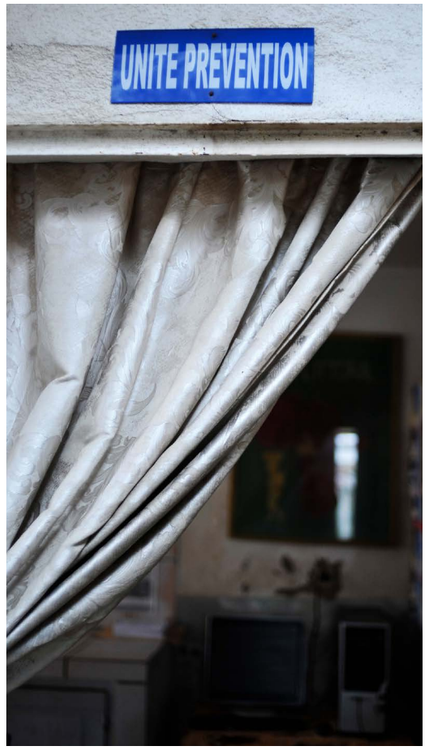
Parmi les membres du collectif, 54 associations nationales et territoriales (dont Sidaction, Aides, Médecins du monde et Sida Info Service), 19 Comités de coordination régionale de lutte contre les IST et le VIH (Corevih), 5 sociétés savantes et réseaux professionnels, ainsi que 17 chercheur·ses (dont Françoise Barré-Sinoussi, présidente de Sidaction et prix Nobel 2008 de médecine).

S'érigeant contre « *la faible présence dans le débat public actuel des thématiques liées à la santé publique et, plus particulièrement, au VIH et aux hépatites* », les signataires proposent « *dix choix politiques* », nés de l'appel de Grenoble, lancé en octobre 2021 lors du congrès annuel de la Société française de lutte contre le sida.

Parmi ces dix mesures, « *mettre la santé au centre des politiques publiques* » ; « *travailler avec et pour les populations concernées, y compris les plus pauvres et les plus discriminées* » ; « *assurer un accès universel à la santé et aux soins* » ; « *défendre les choix de chacun·e, refuser la discrimination et la stigmatisation* » ou encore « *accueillir dignement les personnes fuyant les persécutions ou la misère* ». Autant de demandes d'engagement réitérées le 28 avril dans une tribune publiée dans *le Monde*, adressées à Emmanuel Macron quatre jours après sa réélection, ainsi que dans une lettre destinée à chaque nouveau député élu le 19 juin.

3.

Au Cameroun, lutter contre les violences basées sur le genre



Qu'elles soient physiques, sexuelles, psychologiques ou économiques, les violences basées sur le genre demeurent omniprésentes en Afrique subsaharienne, où elles entravent la lutte contre le VIH au sein des populations clés. Par exemple, les violences dont sont victimes les travailleur·ses du sexe (TDS) du Cameroun – chez qui la prévalence d'infection par le VIH atteint 24,3 % – et contre lesquelles Horizons Femmes se bat depuis vingt ans. *«C'est un travail de longue haleine»*, reconnaît Denise Ngatchou, présidente exécutive de l'association qui est basée à Yaoundé, la capitale.
Grâce au financement de **Sidaction**, Horizons Femmes a déployé entre juillet et octobre 2022 une campagne de sensibilisation en direction des forces de maintien de l'ordre et de leaders communautaires, afin de réduire les violences envers les TDS dans quatre villes du pays (Yaoundé, Douala, Bafoussam et Ebolowa). Grâce aux 24 pair·es éducateur·ices formé·es par l'association, 57 policiers et 71 leaders communautaires (chefs de quartier, responsables de «points chauds») ont été sensibilisés à la lutte contre les violences basées sur le genre et se sont engagés à mieux protéger les victimes et à agir contre les auteurs des violences.

Dans un pays où la prostitution demeure criminalisée, le résultat n'est pas mince. *«Nous avons établi de bons rapports dans la quasi-totalité des commissariats et nous pouvons solliciter leur indulgence lors d'arrestations [de TDS],* estime Denise Ngatchou. *Notre travail sur le terrain est beaucoup plus sécurisé.»* De même, les 24 personnes formées par l'association sont intervenues dans les «points chauds», échangeant avec 2 665 TDS et leurs clients lors de causeries éducatives ou d'entretiens personnels afin de les engager à dénoncer ces violences.

Alternatives Cameroun, basée à Douala, est également engagée dans la lutte contre les violences basées sur le genre subies par les populations clés. Elle agit notamment dans l'accompagnement des victimes, qu'il soit *«médical, psychologique, juridique, social ou matériel»*, explique Jo Mandeng, directeur administratif et financier de l'association. Intervenant dans la sensibilisation des forces de maintien de l'ordre, des magistrats, des enseignants, des professionnels de santé ou des chefs religieux, Alternatives Cameroun porte aussi le plaidoyer auprès des acteurs diplomatiques (ambassades, agences onusiennes) afin qu'*«ils nous aident à faire bouger les lignes»*, ajoute-t-il. Grâce au soutien de **Sidaction**, l'association a pu participer à la 73e session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, qui s'est tenue du 21 octobre au 10 novembre à Banjul (Gambie), pour y plaider la cause de la lutte contre les violences basées sur le genre.

4.

Aider les migrant·es LGBT à accéder aux droits

Dans le monde, 69 pays continuent à punir l'homosexualité par des peines de prison, voire des condamnations à mort. Et même dans ceux qui ont abrogé ces lois, souvent héritées de l'ère coloniale, *«les discriminations et les agressions ne sont absolument pas punies»*, du fait d'une homophobie généralisée, rappelle Sabrina Smati, coordinatrice de l'accompagnement à Act Up-Sud-Ouest. Fondée en 1991, l'association toulousaine aide les personnes ayant fui leur pays, qu'elles vivent ou non avec le VIH, à accéder aux droits sociaux et de santé en France, une activité cofinancée par Sidaction.

En 2022, Act Up-Sud-Ouest, qui tient une permanence consacrée à ce sujet deux jours par semaine, a accompagné 91 personnes LGBTI, le plus souvent des demandeur·ses d'asile ayant dû fuir leur pays en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Parmi les 108 personnes suivies cette année-là, plus de quatre sur cinq sont nées à l'étranger, le plus souvent en Afrique subsaharienne.

Selon Sabrina Smati, il s'agit de *«s'assurer que ces personnes ont accès à l'assurance maladie, à un hébergement, à des cours de français et à une allocation si elles peuvent y prétendre»*. Et d'ajouter : *«Ce qui est le plus chronophage, ce sont les demandes de titres de séjour pour les étrangers malades.»* Car, faute de prise en compte des contextes nationaux, en particulier la sérophobie et l'homophobie qui règnent dans de nombreux pays, les refus deviennent toujours plus fréquents, au motif que les soins ou les médicaments seraient désormais disponibles dans lesdits pays.

«Mon but est l'autonomisation des personnes, poursuit Sabrina Smati. *L'important est qu'elles comprennent ce qui leur est demandé, par exemple pourquoi il est crucial d'adresser une demande de complémentaire santé solidaire et comment procéder. Il faut faire preuve de beaucoup de pédagogie sur le fonctionnement des institutions.»* Faire «avec» et non «à la place de».

5.

Épauler les personnes trans dans leur parcours de transition

«Nous essayons de sortir les gens de la solitude, de les accompagner dans tous les domaines», explique Marina Lafon, responsable du pôle TransRubisGard de l'association Arap-Rubis, basée à Nîmes. Que ce soit via des tables rondes ou par des entretiens individuels, organisés lors d'une permanence ouverte les mercredis après-midi, Marina Lafon accompagne *«plus de 150 personnes trans»*, les soutenant dans leur transition de genre. Un chemin dont les étapes – qu'elles soient médicales, sociales ou administratives – s'avèrent toutes semées d'embûches.

«Je me heurte continuellement aux mêmes obstacles, que ce soit dans les tribunaux, les mairies ou les commissariats pour des refus de dépôt de plainte, rapporte Marina Lafon. *Mais le plus dur, c'est la transition sociale, être accepté·e par ses amis et sa famille. Les retours sont parfois violents. Et j'ai souvent dû intervenir dans des entreprises, en raison de discriminations.»*

Quant à la transition médicale, Marina Lafon se rend *«deux à trois fois par mois à Lyon»* afin d'accompagner des personnes en quête de réassignation sexuelle – la ville héberge un centre privé spécialisé dans ce type de chirurgie. Arap-Rubis est l'une des rares associations à proposer cette approche globale de la transition. *«Au départ, l'offre était réservée aux personnes du Gard. Des personnes de Montpellier sont venues, puis de Toulon, Lyon, Bordeaux et, enfin, de toute la moitié Sud de la France»*, observe Marina Lafon.

Arap-Rubis n'oublie pas de traiter l'autre versant du sujet, celui de l'acceptation des personnes trans par la société, via des interventions *«auprès de professionnels de santé, de la gendarmerie, des assistantes sociales, des collèges et des lycées»*. Grâce à ces séances, qui abordent aussi bien la santé sexuelle, l'orientation sexuelle que la transidentité, environ 150 jeunes ont pu être sensibilisés en 2022, ainsi que 110 professionnels.

À TOUS NOS SOUTIENS, UN TRÈS GRAND MERCI !

NOS SOUTIENS

Après deux années de crise sanitaire liée au Covid-19, qui nous ont tous profondément éprouvés, 2022 nous a vus repartir sur de bons rails : fini le distanciel, retour sur le terrain. Le Sidaction médias a été, une fois de plus, un moment fort de mobilisation et de collecte. Ce succès n'aurait jamais été possible sans nos nombreux soutiens et partenaires. Qu'ils soient chercheurs ou associatifs, bénévoles ou mécènes, entreprises privées ou organismes publics, leur engagement à nos côtés nous aide à poursuivre notre combat contre le sida, à financer la recherche et les associations, en France et à l'international. Un grand merci à eux tous !

Nos remerciements vont d'abord à nos bénévoles et à nos donateurs, ceux qui donnent de leur temps ou de leur argent pour faire reculer le VIH. C'est leur engagement, ancien ou récent, qui nous permet de continuer à financer des projets associatifs et de recherche.

Un immense merci également à tous les militants associatifs, en France et à l'étranger, qui se battent au quotidien pour mener leurs actions de prévention, faire progresser l'accès aux soins et défendre les droits des personnes les plus précaires et les plus stigmatisées. Toute notre gratitude va aussi aux chercheurs, en quête d'un vaccin, de traitements plus efficaces et mieux tolérés, de nouveaux moyens de prévenir l'infection et d'améliorer la vie des personnes vivant avec le VIH. Enfin, un très grand merci à nos 33 médias partenaires, pour leur mobilisation lors du Sidaction médias et pour nous aider à sensibiliser contre le sida.

LES PARTENAIRES MARKETING

Fasto.com.

LES CENTRES DE PROMESSES

Éléments essentiels du dispositif 110, les dix centres d'appels, mis à disposition par nos six partenaires partout en France, offrent à Sidaction leurs plateaux téléphoniques et mobilisent leurs équipes pour saisir les promesses de dons pendant les trois jours du week-end du Sidaction.
Amicio, AXA Atout Cœur, Crédit Agricole Consumer Finance, Free, SFR et Sitel.
Nous les remercions ainsi que les 204 mairies partenaires.

MOBILIER URBAIN

Affimobile, Affiouest, JC Decaux, Mediagares, Mediatransports, Médiaffiche, Publimat, RATP et Vediaud Publicité.

ILS NOUS SOUTIENNENT

Les associations : Aiutu Corsu (Ajaccio), ARPS (île de La Réunion), Azur Sport Organisation (Nice), Collectif Sida 33 (Bordeaux), Collectif de lutte contre le sida du Loiret (Orléans), Envie (Montpellier), Gala TC (Lyon), Last Dance (Chazay-d'Azergues), Organisation des Karabins de Bicêtre (Le Kremlin-Bicêtre), Solidari'Terre (Lyon). Jennifer J. Ralph pour la garden-party de Grumesnil.
Les lycées : Européen de Villers-Cotterêts, Monnet-Mermoz d'Aurillac et Rabelais de Dardilly.
Les mairies de Bry-sur-Marne et Villenoy.

DÎNER DE LA MODE 2022

En juillet 2022, Sidaction a organisé le Dîner de la mode en partenariat avec la Fédération de la haute couture et de la mode. Grâce au soutien des maisons présentes, 726 000 euros ont été récoltés pour la lutte contre le VIH/sida.
- L'équipe de la Fédération de la haute couture et de la mode ;
- Agence Joyeuse, Nathalie et César Topaloff ;
- Jacques Babando Communication ;
- Jimmy Pihet, Culture Mode ;
- Nil Nisi Com ;
- Patricia Goldman Communication ;
- Marc-Antoine Coulon ;
- Thoaï Niradeth ;
- François Goizé ;
- Potel & Chabot, le pavillon Cambon Capucines ;
- Mory Sacko, chef de l'établissement MoSuke ;
- François Daubinet, chef pâtissier ;
- Domaine Clarence Dillon ;
- Maison Ruinart ;
- Maison Stéphane Chapelle ;
- Doré Sécurité ;
- Florence Doré ;
- Maison Options ;
- Le Labo ;
- Arôm Paris ;
- Nicolas Ouchenir ;
- Art-Event Group ;
- Harry Kent Agency ;
- IWI Events ;
- Novelty ;
- Techroad ;
- Videlio ;
- Agence Capsule ;
- Mac Cosmetics.

TRANSPARENCE ET INDÉPENDANCE GAGES D'EFFICACITÉ

NOS RESSOURCES

Depuis sa création, en 1994, Sidaction se bat sur tous les fronts pour mettre fin à l'épidémie de sida, en finançant des projets de recherche, en soutenant des associations en France et à l'étranger ou encore en portant un plaidoyer pour l'accès aux droits de santé et pour la fin des discriminations qui touchent les populations les plus exposées au VIH. Pour cela, Sidaction peut compter sur le soutien du grand public, d'entreprises et de mécènes qui partagent son combat. Face à la confiance qu'ils lui accordent et face aux attentes des personnes vivant avec le VIH, la transparence de ses financements et l'indépendance de ses actions constituent, pour Sidaction, des obligations.

Soumis à des appels d'offres annuels, les projets retenus le sont en raison de leur intérêt pour la lutte contre le VIH et des bénéfices pour les personnes vivant avec le VIH. Pour cela, Sidaction peut compter sur le discernement et l'expérience de ses trois comités d'experts indépendants : le comité scientifique et médical, le comité France et le comité international.

Le rôle de Sidaction ne s'arrête pas au financement. Elle apporte également son expertise technique aux associations, les soutient dans les demandes qu'elles adressent à d'autres bailleurs de fonds, les aide à renforcer leurs capacités et à se structurer. C'est son contact étroit avec ce réseau, en France comme à l'international, qui permet aux associations de gagner en visibilité et de donner du poids à leur plaidoyer.

Sidaction est soutenue financièrement dans ses actions par :

RÉPARTITION DES FONDS

- **8%** couvrent les frais de gestion
- **21%** financent les frais de collecte
- **71%** sont consacrés aux missions sociales

1 COLLECTER DES FONDS

Sidaction récolte des fonds : chaque année lors du SIDACTION MÉDIAS qui a lieu fin mars-début avril, TOUT AU LONG DE L'ANNÉE (mailings, événements, dons ponctuels ou réguliers)

2 IDENTIFIER DES AXES STRATÉGIQUES

Accompagnés par les équipes salariées, nos **trois comités d'experts indépendants** participent à la définition des priorités des appels à projets. Le conseil d'administration de **Sidaction** valide les axes de financement des appels d'offres.

3 SÉLECTIONNER DES PROJETS

Nos salariés s'assurent de l'éligibilité des projets reçus au regard des critères et des objectifs des appels d'offres auxquels répondent chercheurs et associations. Les équipes préparent les éléments qui permettront aux évaluateurs des comités d'experts d'instruire les demandes de financement et d'émettre des propositions de financement ou de refus de financement.

4 REDISTRIBUER LES FONDS

Les **trois comités d'experts indépendants** sélectionnent les projets les plus pertinents et les plus innovants. Le conseil d'administration valide les montants et l'allocation des financements finaux proposés par les comités. Les salariés l'informent régulièrement du suivi des actions.

5 S'ASSURER DE LA BONNE UTILISATION DES FONDS

Les équipes du pôle Gestion Finance de **Sidaction** contrôlent la bonne utilisation des fonds alloués. En complément, **Sidaction** mandate un cabinet d'audit indépendant pour contrôler sur place associations et structures de recherche. Les équipes des programmes réalisent des actions et des missions de suivi et de renforcement des actions menées par les structures et les personnes soutenues.

Sidaction est elle-même auditée tous les ans par un cabinet d'experts comptables qui certifie ses comptes et le bon usage de l'utilisation de ses fonds reçus du public.

LE BILAN FINANCIER DE L'ANNÉE 2022

LE MOT DU TRÉSORIER

Depuis plusieurs années, **Sidaction** poursuit la reconstitution de ses fonds propres. L'année 2022 se termine sur un excédent de 2 614 429 euros et un résultat d'exploitation positif de 2 634 056 euros.
Cet excédent portera les fonds propres de l'association à un montant de 13 825 866 euros.

Les produits d'exploitation sont en hausse, puisqu'ils s'établissent à 18 888 383 euros, contre 17 815 339 euros en 2021. Cette hausse est essentiellement due à la réception exceptionnelle, en 2022, de ressources provenant de legs, de donations et d'assurances-vie, bien plus importante que lors des années précédentes.

Les charges d'exploitation sont également en augmentation, avec 16 254 327 euros en 2022, contre 14 829 281 euros en 2021. Cette augmentation est principalement due à la reprise complète de toutes les activités après la crise sanitaire liée au Covid-19.

Les ratios d'utilisation des fonds sont à des niveaux usuels :
- la part consacrée aux missions sociales représente 71,1 % des emplois ;
- la part consacrée aux frais de recherche de fonds correspond à 21,1 % des emplois ;
- la part consacrée aux frais de fonctionnement représente 7,8 % des emplois.

LE CONTRÔLE D'UTILISATION DES FONDS

En tant que bailleur de fonds et récipiendaire de financements externes, publics et privés, le contrôle d'utilisation des fonds est un axe prioritaire pour **Sidaction**.

En 2022, 16 structures, laboratoires de recherche ou associations qui ont bénéficié du soutien financier de **Sidaction**, ont fait l'objet d'audits, dont quatre par le contrôle de gestion interne et 12 par le cabinet externe Deloitte.

PERSPECTIVES 2023

Des prévisions budgétaires prudentes ont été établies pour l'année 2023 afin d'anticiper une baisse des dons qui serait liée à la situation sociale en période d'inflation et d'incertitudes.

Le budget 2023, voté lors du conseil d'administration de décembre 2022, projette un total de produits de 18,2 millions d'euros et un total de charges de 18,2 millions d'euros.
Les transferts financiers devraient s'élever à 7,1 millions d'euros en 2023, soit une hausse conséquente des financements versés par rapport à 2022 (+ 815 k€).

Marc Mortureux,
trésorier de Sidaction

ÉVOLUTION DES TRANSFERTS FINANCIERS DEPUIS 2012

Sources : comptes de résultat 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022. L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

TRANSFERTS FINANCIERS	PROGRAMMES SCIENTIFIQUES	PROGRAMMES ASSOCIATIFS	PROGRAMMES INTERNATIONAUX	TOTAL
2012	3 880 154	3 901 117	4 138 546	**11 919 817**
2013	3 028 523	2 773 123	3 123 526	**8 925 172**
2014	2 891 026	2 546 200	2 652 482	**8 089 708**
2015	2 957 993	2 549 522	2 401 855	**7 909 370**
2016	2 779 434	2 307 867	2 210 303	**7 297 604**
2017	2 499 735	2 448 483	2 085 403	**7 033 621**
2018	2 363 550	2 559 342	2 091 433	**7 014 325**
2019	2 050 694	2 327 108	2 013 099	**6 390 900**
2020	1 997 841	2 017 000	1 938 781	**5 953 622**
2021	2 067 284	2 275 319	2 063 996	**6 406 599**
2022	2 331 400	2 204 380	1 769 261	**6 305 041**

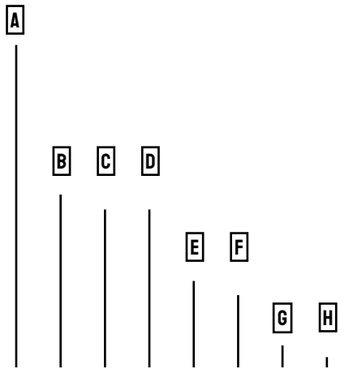
Répartition par type de ressources conformément au compte de résultat par origine et destination.

RESSOURCES COLLECTÉES EN 2022

pour un total de **18 893 342** euros

L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

A | MARKETING DIRECT ET RELATIONS DONATEURS
7 077 270
B | SIDACTION MÉDIAS
3 087 210
C | FINANCEMENTS PUBLICS
2 966 385
D | LEGS
2 899 507
E | COLLECTE WEB
1 481 981
F | PARTENARIATS & ÉVÉNEMENTS
1 211 117
G | FONDS LINE RENAUD
99 063
H | AUTRES PRODUITS ET REPRISES DE PROVISIONS
70 809

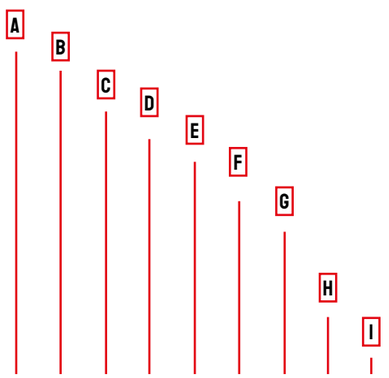


Répartition de l'emploi des ressources collectées conformément au compte de résultat par origine et destination.

EMPLOI DES RESSOURCES

pour un total de **16 278 912** euros

A | ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA MENÉES PAR L'ASSOCIATION EN FRANCE
3 154 934
B | FRAIS D'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC
3 044 615
C | FINANCEMENT DES PROGRAMMES DE RECHERCHE
2 331 400
D | FINANCEMENT DES PROGRAMMES FRANCE
2 204 380
E | ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA MENÉES PAR L'ASSOCIATION À L'INTERNATIONAL
2 116 472
F | FINANCEMENT DES PROGRAMMES INTERNATIONAUX
1 769 261
G | ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION
1 251 850
H | FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS PRIVÉS
388 495
I | DOTATIONS AUX PROVISIONS
17 506



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2022

ACTIF IMMOBILISÉ	BRUT 2022	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET 2022	NET 2021
Immobilisations incorporelles	606 089	543 780	62 309	22 465
Immobilisations corporelles	1 631 394	510 934	1 120 459	1 131 828
Immobilisations financières	365 843		365 843	363 158
Immobilisations en cours				4 190
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 238 325		1 238 325	1 602 575
TOTAL I	**3 841 650**	**1 054 715**	**2 786 936**	**3 124 216**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	28 509		28 509	39 150
Créances	1 787 630		1 787 630	995 503
Valeurs mobilières de placement	1 000 000	24 943	975 057	992 563
Disponibilités	15 493 852		15 493 852	11 791 427
Charges constatées d'avance	198 460		198 460	173 832
TOTAL II	**18 508 451**	**24 943**	**18 483 508**	**13 992 475**
TOTAL ACTIF	**22 350 102**	**1 079 658**	**21 270 444**	**17 116 691**

PASSIF	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	46 175	46 175
Réserves	11 165 262	8 140 659
Excédent ou déficit de l'exercice	2 614 429	3 024 603
TOTAL I	**13 825 866**	**11 211 437**
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	2 035 431	1 962 126
TOTAL II	**2 035 431**	**1 962 126**
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	633 506	641 538
Dettes des legs ou donations	22 334	67 361
Dettes fiscales et sociales	910 839	953 693
Autres dettes	4 633	104 846
Produits constatés d'avance	3 837 835	2 175 691
TOTAL III	**5 409 147**	**3 943 128**
TOTAL PASSIF	**21 270 444**	**17 116 691**

COMPTE DE RÉSULTAT EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2022

	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	**16 280**	**16 200**
Ventes de biens et services	**24 214**	**13 375**
Ventes de biens	24 214	13 375
Produits de tiers financeurs	**18 755 204**	**17 719 895**
Concours publics et subventions d'exploitation	2 966 385	2 658 993
Ressources liées à la générosité du public	14 571 220	14 083 870
Dons manuels	11 128 560	12 783 385
Mécénats	543 153	360 000
Legs, donations et assurances-vie	2 899 507	940 484
Contributions financières	1 217 600	977 032
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	**0**	**940**
Autres produits	**92 685**	**64 929**
TOTAL I	**18 888 383**	**17 815 339**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Variation de stock	10 641	(6 048)
Autres achats et charges externes	5 875 332	4 716 732
Aides financières	6 305 041	6 409 099
Impôts, taxes et versements assimilés	298 849	258 887
Salaires et traitements	2 292 896	2 048 695
Charges sociales	999 195	919 418
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	46 716	79 453
Dotations aux provisions	0	0
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	425 656	403 045
TOTAL II	16 254 327	14 829 281
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**2 634 056**	**2 986 058**

	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
PRODUITS FINANCIERS		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	30 406
Autres intérêts et produits assimilés	2 967	1 979
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	0	13 680
Différences positives de change	22	0
TOTAL III	2 988	46 065
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	5 862
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	17 506	0
Différences négatives de change	116	0
Total IV	17 622	5 862
RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**(14 634)**	**40 203**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV)	**2 619 423**	**3 026 261**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 971	0
Total V	1 971	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	3 552	150
TOTAL VI	3 552	150
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**(1 581)**	**(150)**
Impôts sur les bénéfices (VII)	3 412	1 508
Total des produits (I + III + V)	18 893 342	17 861 404
Total des charges (II + IV + VI + VII)	16 278 912	14 836 801
EXCÉDENT OU DÉFICIT	**2 614 429**	**3 024 603**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	36 443
Prestations en nature	1 233 720	1 085 468
Bénévolat	242 827	182 870
TOTAL	1 476 548	1 304 781
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mise à disposition gratuite de biens	0	36 443
Prestations en nature	1 233 720	1 085 468
Personnel bénévole	242 827	182 870
TOTAL	1 476 548	1 304 781

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITÉS OU DES MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

D'après les statuts, l'association *« a pour but la lutte contre le sida par la collecte et la répartition de fonds destinés au financement de la recherche et des activités de prévention, d'entraide, d'amélioration de la qualité de la vie et de soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou à leurs proches ».*

Sidaction est un bailleur de fonds qui finance des projets de recherche et de soutien aux malades en France et à l'étranger. C'est également un partenaire de mise en place de projets financés par des bailleurs publics et privés.

À cette fin, Sidaction se base sur sa collecte de fonds, ses financeurs publics et privés, son réseau de partenaires en France et à l'international, ses comités d'experts et d'instructeurs bénévoles, ainsi que sur une équipe de 43 salariés.

LES FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

La crise sanitaire due au Covid-19 a encore, en partie, eu un impact sur les activités de missions sociales et sur celles liées à la collecte de fonds. Le Dîner de la mode a été reporté de janvier 2022 à juillet 2022. La campagne du Sidaction médias a tout de même pu se dérouler du 25 au 27 mars 2022.

PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis et arrêtés selon la réglementation française en vigueur et notamment en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, relatif au plan comptable général ;
- règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et modifié par le règlement ANC n° 2020-08.

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode des coûts historiques, dans le respect de la continuité de l'exploitation, de la permanence des méthodes et de la séparation des exercices.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

ACTIF

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La durée réelle d'utilisation des immobilisations incorporelles est prise en compte comme base de calcul. La durée d'amortissement est donc la suivante : 3 ans pour les immobilisations incorporelles.

Droits, brevets et licences
Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/21	Aquisitions 2022	Diminutions 2022	Total au 31/12/22
549 467	56 621		606 089

Amortissements (en euros)

Total au 31/12/21	Dotations 2022	Reprises 2022	Total au 31/12/22
527 003	16 777		543 780

(amortissement linéaire sur la durée de vie du bien)

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La durée réelle d'utilisation des immobilisations corporelles est prise en compte comme base de calcul. Les durées d'amortissement sont donc les suivantes :
– 5 ans pour les travaux et les imprimantes ;
– 3 ans pour le mobilier de bureau ;
– 3 ans pour les ordinateurs fixes ;
– 2 ans pour les ordinateurs portables.

Construction
Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/21	Aquisitions 2022	Diminutions 2022	Total au 31/12/22
1 090 997			1 090 997

Installations et aménagements
Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/21	Aquisitions 2022	Diminutions 2022	Total au 31/12/22
296 911			296 911

Amortissements

Total au 31/12/21	Dotations 2022	Reprises 2022	Total au 31/12/22
292 736	2 733		295 468

(amortissement linéaire sur la durée de vie du bien)

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

Matériel de bureau et informatique
Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/21	Aquisitions 2022	Diminutions 2022	Total au 31/12/22
183 314	**16 548**	**8 529**	**191 333**

Amortissements

Total au 31/12/21	Dotations 2022	Reprises 2022	Total au 31/12/22
147 562	**26 497**	**8 529**	**165 530**

(amortissement linéaire sur la durée de vie du bien)

Mobilier
Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/21	Aquisitions 2022	Diminutions 2022	Total au 31/12/22
50 130	**2 022**		**52 152**

Amortissements

Total au 31/12/21	Dotations 2022	Reprises 2022	Total au 31/12/22
49 226	**709**		**49 936**

(amortissement linéaire sur durée de vie du bien)

IMMOBILISATIONS EN COURS
Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/21	Aquisitions 2022	Diminutions 2022	Total au 31/12/22
4 190		**4 190**	

BIENS REÇUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS
Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/21	Aquisitions 2022	Diminutions 2022	Total au 31/12/22
1 638 975	**1 314 850**	**1 715 500**	**1 238 325**

Dépréciations

Total au 31/12/21	Dotations 2022	Reprises 2022	Total au 31/12/22
36 400		**36 400**	

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Ce montant correspond à :
– des dépôts de garantie versés par l'association pour ses locaux administratifs. Il s'agit donc de créances à plus d'un an ;
– des parts sociales du Crédit coopératif.

STOCKS

Les stocks s'élèvent à **28 509** euros à la fois pour la boutique et pour les opérations régionales.

CRÉANCES REÇUES PAR LEGS ET DONATIONS

Les créances reçues par legs ou donations sont de **819 440** euros.

CRÉANCES AUTRES

Le montant de **664 393** euros correspond à :
- des fournisseurs débiteurs, pour **12 403** euros ;
- des créances diverses, pour **7 511** euros ;
- des produits à recevoir, pour **438 325** euros ;
- des partenariats, pour **206 154** euros.

Toutes les créances sont d'échéance à moins d'un an.

VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Le stock de valeurs mobilières de placement constaté au 31 décembre 2022 s'établit à **1 000 000** euros.

Des provisions pour dépréciation de valeurs mobilières de placement ont été enregistrées pour **17 506** euros.
Le solde de ces provisions est dorénavant de **24 943** euros.

DISPONIBILITÉS

Les disponibilités, d'un montant total de **15 493 852** euros, sont constituées :
- des valeurs à l'encaissement de dons reçus au mois de janvier 2023, mais datés de l'année 2022, pour un montant de **223 291** euros ;
- des comptes bancaires et postaux courants, ainsi que des livrets qui affichent une valeur globale de **15 240 333** euros ;
- des intérêts courus à recevoir, pour **29 409** euros ;
- de la caisse, pour un montant de **819** euros.

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance s'élèvent à **198 460** euros. Il s'agit :
- des contrats d'abonnement et de maintenance courant sur plusieurs exercices, des assurances et des loyers du premier trimestre, pour un montant de **105 065** euros ;
- des charges de programmes, pour **73 038** euros ;
- des charges de communication, pour **20 357** euros.

PRODUITS À RECEVOIR

Les divers produits à recevoir s'élèvent à **438 325** euros. Ils sont constitués de :
- Sucres & Denrées, pour **200 000** euros ;
- L'Initiative (projet Adolescents), pour **173 325** euros ;
- ViiV Healthcare (UJC), pour **35 000** euros ;
- ViiV Healthcare (Transversalmag), pour **15 000** euros ;
- MAC Elco (Dîner de la mode), pour **15 000** euros.

PASSIF

FONDS PROPRES

Les fonds propres statutaires de 46 175 euros sont maintenus.
La réserve votée par l'assemblée générale en 1998 (1 524 490 euros) a été augmentée d'une partie du résultat 2007 pour 500 000 euros et de 1 427 882 euros par l'assemblée générale de 2015. De plus, en 2015, le solde des comptes de fonds dédiés, correspondant aux affectations successives de résultats au cours des exercices précédents, a été transféré au compte de réserves. Depuis 2015, l'assemblée générale en N affecte le résultat N-1 aux réserves.
L'assemblée générale de 2022 a affecté le résultat 2021 aux autres réserves, ce qui porte celles-ci à 11 165 262 euros.

Le résultat 2022 positif de 2 614 429 euros se trouve sur la ligne « Excédent ou déficit de l'exercice » au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant :

LIBELLÉ	SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RÉSULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION	SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE
Fonds propres sans droit de reprise	46 175				46 175
Réserves	8 140 659	3 024 603			11 165 262
Report à nouveau	0				0
Excédent ou déficit de l'exercice	3 024 603	-3 024 603	2 614 429		2 614 429
FONDS PROPRES	**11 211 437**	**0**	**2 614 429**		**13 825 866**

FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS

Fonds reportés liés aux legs et donations.

Total au 30/12/21	Reports 2022	Utilisations 2022	Total au 31/12/22
1 962 126	**1 121 240**	**1 047 935**	**2 035 431**

Il s'agit de la partie des legs acceptés, mais non encore encaissés. Fin 2022, ces fonds reportés liés aux legs ou donations s'élèvent à **2 035 431** euros.

DETTES

Les dettes fournisseurs (**633 506** euros) correspondent à des frais du dernier trimestre 2022, dont le règlement interviendra en 2023 (**494 564** euros), et à des factures non parvenues (**138 942** euros).

Les dettes des legs ou donations s'élèvent à **22 334** euros, dont **13 816** euros de dettes acceptées lors de délibérations 2022 et **8 518** euros de solde du passif de dossiers clôturés.

Les dettes fiscales et sociales (**910 839** euros) correspondent :
- aux charges salariales du quatrième trimestre 2022, réglées en 2023 (**139 619** euros) ;
- aux charges fiscales 2022, réglées en 2023 (**13 128** euros) ;
- aux provisions pour congés payés (**756 522** euros) ;
- aux autres salaires (**1 570** euros).

Toutes les dettes sont d'échéance à moins d'un an.

Les autres dettes (**4 633** euros) correspondent à des avances reçues dans le cadre des conventions avec l'ANRS.

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Les produits constatés d'avance s'élèvent à **3 837 835** euros.

Il s'agit, en majorité, de produits de subventions, de dons de mécénat ou de contributions financières reçus dans l'année, mais non consommés en fin d'exercice, car ils concernent des projets réalisés en 2023 ou qui s'étaleront sur plusieurs années :

- des subventions de l'AFD, pour **3 282 443** euros ;
- une subvention de la Mairie de Paris, pour **120 000** euros ;
- une subvention de L'Initiative, pour **158 963** euros ;
- un don de la société Yves Saint Laurent, pour **170 000** euros ;
- une contribution financière du fonds de dotation Line-Renaud – Loulou-Gasté, pour **20 000** euros ;
- une contribution financière de la Grande Loge de France, pour **9 000** euros ;
- une contribution financière de la Fondation de France, pour **28 229** euros ;
- une contribution financière de Coordination Sud (Frio), pour **19 200** euros.

Pour le reste, il s'agit des produits encaissés en fin d'année 2022 pour le Dîner de la mode 2023 (**30 000** euros).

CHARGES À PAYER

Les charges à payer s'élèvent à **898 692** euros. Elles sont constituées de :
- fournisseurs – factures non parvenues : **138 942** euros ;
- dettes provisionnées pour congés : **497 712** euros ;
- provisions sur salaires : **1 570** euros ;
- charges sociales sur congés à payer : **258 810** euros ;
- État et autres charges à payer : **1 658** euros.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

MISSIONS SOCIALES

Dans la procédure d'attribution de financements, les engagements du conseil d'administration (CA) ne deviennent exécutoires qu'à compter de la signature d'une convention de financement avec le tiers destinataire des fonds. Toutefois, il est apparu utile de faire figurer ici l'ensemble des décisions du CA portant sur les financements. En 2022, les engagements sont donc les suivants :

	FONDS PRÉVENTION ET AIDE AUX MALADES	FONDS RECHERCHE
Solde des soutiens financiers à verser au 31/12/21	3 069 767	4 470 324
Engagements nouveaux de l'exercice 2022	125 994	2 449 826
Versements effectués durant l'exercice 2022	3 092 476	3 216 031
Reliquats affectés aux versements 2022	4 535	
Solde des soutiens financiers au 31/12/22	98 750	3 704 120

Les soutiens financiers en faveur des programmes dans les pays en développement sont affectés, pour moitié, au fonds Recherche et soins, et, pour moitié, au fonds Prévention et aide aux malades.

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

PRODUITS D'EXPLOITATION

Les cotisations reçues à hauteur de **16 280** euros correspondent aux cotisations des membres du CA de Sidaction et des membres de la plateforme Elsa, hébergée par Sidaction. Les cotisations sont reconnues à la suite d'un appel à cotisations.

Les opérations de ventes de biens et de services se composent :
- de la boutique sur le site internet, pour **6 242** euros ;
- d'abonnements au journal *Ensemble*, pour **166** euros ;
- de livres *Kamasutra+*, pour **17 806** euros.

Les concours publics et subventions d'exploitation s'élèvent à **2 966 385** euros et se composent :
- des subventions de l'Agence française de développement (**2 038 561** euros) dans le cadre de programmes internationaux ;
- des subventions de la Direction générale de la santé (**90 000** euros) et du ministère de la Justice (**31 000** euros) dans le cadre de missions en France ;
- des subventions de la Mairie de Paris (**215 000** euros) dans le cadre de projets internationaux ;
- des subventions de L'Initiative via Expertise France (**591 823** euros) dans le cadre de programmes internationaux.

Les produits de subventions reçus dans l'année, mais non consommés en fin d'année sont comptabilisés en produits constatés d'avance. Les produits de subventions non reçus dans l'année, mais consommés dans l'année sont comptabilisés en produits à recevoir.

Les ressources liées à la générosité du public s'élèvent à **14 571 220** euros et concernent :
- les dons manuels, pour **11 128 560** euros ;
- les mécénats, pour **543 153** euros ;
- les legs, donations et assurances-vie encaissés durant l'exercice, pour **2 899 507** euros.

PRODUITS	MONTANTS
Montant perçu au titre de l'assurance-vie	980 091
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	1 986 613
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être vendus	1 688 208
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être vendus	36 400
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	1 044 935
Total produits	**5 736 247**

CHARGES	MONTANTS
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 715 500
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Report en fonds reportés liés aux legs et donations	1 121 240
Total charges	**2 836 740**
Solde de la rubrique	**2 899 507**

Les contributions financières (**1 217 600** euros) correspondent à des recettes issues de personnes morales privées à caractère non lucratif.

Les autres produits (**92 685** euros) sont constitués de :
- droits d'auteurs, pour **67 328** euros ;
- restitutions sur financements, pour **19 378** euros ;
- produits divers, pour **5 978** euros.

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers (**2 988** euros) correspondent aux intérêts générés par les placements à court terme de la trésorerie de l'association (**2 966** euros) et à des gains de change sur virements à l'international (**22** euros).

FRAIS LIÉS AUX ADMINISTRATEURS

En 2022, Sidaction a pris en charge les frais engendrés par la participation des administrateurs et des administratrices au conseil d'administration et à l'assemblée générale pour un montant de **14 539** euros.

VALORISATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Les contributions volontaires en nature s'élèvent à **1 476 548** euros et se décomposent comme suit :
- **242 827** euros de bénévolat ;
- **1 233 720** euros de prestations en nature.

Le bénévolat

Pour l'instruction des demandes de financement émanant des associations, des laboratoires de recherche ou des jeunes chercheurs, et du secteur des soins, Sidaction fait appel à des responsables d'associations, des scientifiques et des médecins qui apportent bénévolement leur expérience de la lutte contre le sida dans le processus d'attribution des fonds collectés auprès du public. Ils interviennent en amont des réunions de comité afin d'expertiser les dossiers de demande de financement et se réunissent en sessions plénières afin d'examiner les projets présentés ou en comité restreint pour l'évaluation des projets soutenus, les demandes de report ou de modification d'affectation de financements, les demandes d'aide d'urgence ou encore les demandes de financement exceptionnel.

Au 31 décembre 2022 :
- le comité associatif sida, chargé d'instruire les projets déposés par les associations françaises, comptait **25** membres ;
- le comité scientifique et médical, chargé d'instruire les projets de recherche et les demandes de jeunes chercheurs, comptait **28** membres ;
- le comité international, chargé d'instruire les projets déposés par les associations internationales, comptait **25** membres.

Chaque dossier est expertisé par deux à trois instructeurs, le temps d'expertise étant de une à trois heures, selon le type de projet présenté. Compte tenu du nombre de dossiers étudiés, que ce soit pour une demande de financement ou une évaluation, le temps que les experts ont consacré à l'examen des financements accordés par Sidaction est estimé, en 2022, à :
- **1 058** heures de travail pour les experts du comité associatif sida ;
- **624** heures de travail pour les experts du comité scientifique et médical ;
- **817** heures de travail pour les experts du comité international.

Différents experts sont également sollicités, dans le cadre des missions menées par Sidaction, pour participer à des groupes de travail et de réflexion, comme le groupe des experts Prison. En 2022, ils ont effectué **517** heures de travail bénévole.

Par ailleurs, Sidaction a fait appel au bénévolat dans le cadre de l'organisation des opérations de collecte et de communication, et en soutien occasionnel pour les différents services de l'association.
La générosité des bénévoles, dans le cadre de l'opération Sidaction médias 2022, pour assurer la réception des appels des téléspectateurs souhaitant faire une promesse de don, a apporté **4 814** heures de réponses téléphoniques.

Toujours dans le cadre de la collecte de fonds, Sidaction a organisé le Dîner de la mode en juillet 2022, événement pour lequel elle a fait appel à des bénévoles pour un nombre total de **165** heures.

Enfin, le conseil d'administration se réunit environ cinq fois par an et sollicite la présence de ses membres. En 2022, les administrateurs ont fait don de **178** heures.

La valorisation du bénévolat se définit au Smic horaire pour la prise d'appels sur les plateaux téléphoniques lors du Sidaction médias et à trois fois le Smic horaire pour la participation aux comités, au CA, à l'organisation d'événements de collecte et à différentes expertises des programmes.

Les prestations et dons en nature :

Le Sidaction médias ne pourrait pas exister sans la générosité des partenaires, qu'il s'agisse des 33 médias qui pendant trois jours ouvrent leurs antennes à Sidaction, des entreprises qui mettent à sa disposition leurs plateaux téléphoniques pour la réception des promesses de dons ou des réseaux d'affichages, titres de presse et sites internet qui diffusent la campagne d'appel aux dons.

Les prestations en nature se valorisent au montant hors taxe de la prestation et les dons en nature au prix de revient lorsque Sidaction a l'information ou au coût d'une prestation ou d'un bien équivalent.

Pour l'année 2022, l'association peut valoriser les prestations et les dons en nature liés au Sidaction médias pour un montant total de **1 171 013** euros, en majorité pour la production et la diffusion de la campagne d'appel aux dons sur les différents supports (TV, radios, magazines et affiches).

Sidaction a aussi bénéficié de prestations et de dons en nature pour l'organisation d'autres événements et d'opérations de collecte pour un montant de **62 707** euros.

Information sur la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants au sens de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association **Sidaction** sont la présidente, la vice-présidente et le trésorier. Ces trois plus hauts cadres dirigeants ne perçoivent aucune rémunération de l'association **Sidaction**.

Information sur les cinq plus hautes rémunérations

Le montant annuel brut des cinq rémunérations les plus importantes s'élève à **390 640** euros. Elles correspondent toutes à un emploi salarié en contrat à durée indéterminée.

Information sur les provisions pour les indemnités de départ à la retraite des salariés

Les indemnités de fin de carrière ne sont pas provisionnées au bilan de l'association. Le montant total des engagements s'élève à **314 k€** au 31 décembre 2022. L'engagement total était de **489 k€** au 31 décembre 2021.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul des indemnités sont les suivantes :
- taux de revalorisation annuelle des salaires de **1 %** ;
- taux d'actualisation de **3,77 %** ;
- taux de turnover appliqué par tranche d'âge ;
- âge de départ à la retraite de **62 ans**.

MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU PERSONNEL

CATÉGORIES	EFFECTIF AU 31/12/21	ENTRÉES [1]	DÉPARTS [1]	EFFECTIF AU 31/12/22 [2]
Non-cadres	5 CDI 1 CDD	1 CDI 0 CDD	5 CDI 1 CDD	1 CDI 0 CDD
Cadres	37 CDI 3 CDD	9 CDI 2 CDD	6 CDI 3 CDD	40 CDI 2 CDD
Total	**46**	**12**	**15**	**43**

1. Y compris les passages d'une catégorie non-cadre à cadre ou les transformations de contrats de CDD en CDI
2. Correspondant à 42,9 Equivalent Temps Plein

INFORMATION SUR LES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément au décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022 est de **26 400** euros au titre du contrôle légal et de **38 675** euros en ce qui concerne des travaux d'audit spécifiques sur les projets financés par Sidaction ou par d'autres bailleurs.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

L'inflation importante a, en partie, eu un impact sur l'association au cours du premier trimestre 2023 (hausse des coûts de déplacement et des coûts de maintenance de certains prestataires).

Sidaction est également vigilante à l'égard des effets économiques de la guerre en Ukraine.

À la date d'établissement des comptes annuels, ces événements n'ont pas d'impacts significatifs sur l'activité de l'association.

INFORMATIONS RELATIVES AUX LEGS ET DONATIONS

En 2023, Sidaction a accepté, pour le moment, trois legs pour une valeur globale de **123 500** euros.

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION DE SIDACTION

EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2022

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2022	
	TOTAL	DONT GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC
PRODUITS PAR ORIGINE		
1 Produits liés à la générosité du public	**14 571 220**	**14 571 220**
1 -1 Cotisations sans contrepartie	0	0
1 -2 Dons, legs et mécénats	14 571 220	14 571 220
Dons manuels	11 128 560	11 128 560
Legs, donations et assurances-vie	2 899 507	2 899 507
Mécénats	543 153	543 153
1 -3 Autres ressources liées à la générosité du public	0	0
2 Produits non liés à la générosité du public	**1 355 737**	
2 -1 Cotisations avec contrepartie	16 280	
2-2 Parrainage des entreprises	0	
2-3 Contributions financières sans contrepartie	1 217 600	
2-4 Autres produits non liés à la générosité du public	121 857	
3 Subventions et autres concours publics	**2 966 385**	
4 Reprises sur provisions et dépréciations	**0**	**0**
5 Utilisation des fonds dédiés amateurs	**0**	**0**
TOTAL DES PRODUITS	**18 893 342**	**14 571 220**
CHARGES PAR DESTINATION		
1 Missions sociales	**11 576 447**	**8 768 865**
1 -1 Réalisées en France	7 690 714	7 451 587
Actions réalisées par l'organisme	3 154 934	2 950 185
Versements à d'autres organismes	4 535 780	4 501 402
1 -2 Réalisées à l'étranger	3 885 733	1 317 278
Actions réalisées par l'organisme	2 116 472	353 713
Versements à d'autres organismes	1 769 261	963 565
2 Frais de recherche de fonds	**3 433 109**	**2 951 871**
2 -1 Frais d'appel à la générosité du public	3 044 615	2 918 244
2-2 Frais de recherche d'autres ressources	388 495	33 627
3 Frais de fonctionnement	**1 248 438**	**1 161 758**
4 Dotations aux provisions et dépréciations	**17 506**	**0**
5 Impôt sur les bénéfices	**3 412**	
6 Reports en fonds dédiés de l'exercice	**0**	**0**
TOTAL DES CHARGES	**16 278 912**	**12 882 493**
EXCÉDENT OU DÉFICIT	**2 614 429**	**1 688 727**

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION DE SIDACTION

EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2022

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2022	
	TOTAL	DONT GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC
PRODUITS PAR ORIGINE		
1 Contributions volontaires liées à la générosité du public	**294 725**	**294 725**
Bénévolat	79 380	79 380
Prestations en nature	215 345	215 345
Dons en nature	0	0
2 Contributions volontaires non liées à la générosité du public	**1 180 763**	
3 Concours publics en nature	**1 060**	
Prestations en nature	1 060	
Dons en nature	0	
TOTAL DES PRODUITS	**1 476 548**	**294 725**
CHARGES PAR DESTINATION		
1 Contributions volontaires aux missions sociales	**147 552**	**0**
Réalisées en France	107 136	0
Réalisées à l'étranger	40 416	0
2 Contributions volontaires à la recherche de fonds	**1 320 203**	**294 725**
3 Contributions volontaires au fonctionnement	**8 793**	**0**
TOTAL DES CHARGES	**1 476 548**	**294 725**

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC

EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2022

RESSOURCES PAR ORIGINE RESSOURCES DE L'EXERCICE	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
1 - Ressources liées à la générosité du public	**14 571 220**	**14 083 870**
1 -1 Cotisations sans contrepartie	0	0
1 -2 Dons, legs et mécénats	14 571 220	14 083 870
Dons manuels	11 128 560	12 783 385
Legs, donations et assurances-vie	2 899 507	940 484
Mécénats	543 153	360 000
1 -3 Autres ressources liées à la générosité du public	0	0
TOTAL DES RESSOURCES	**14 571 220**	**14 083 870**
2 - Reprises sur provisions et dépréciations	**0**	**0**
3 - Utilisation des fonds dédiés antérieurs	**0**	**0**
DÉFICIT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	**0**	**0**
TOTAL	**14 571 220**	**14 083 870**

Ressources reportées liées à la générosité du public en début d'exercice (hors fonds dédiés)	**2 370 332**	**0**
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	1 688 727	2 370 332
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés	0	0
Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors fonds dédiées)	**4 059 059**	**2 370 332**

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
Ressources de l'exercice		
1 -Contributions volontaires liées à la générosité du public	294 725	47 052
Bénévolat	79 380	47 052
Prestations en nature	215 345	0
Dons en nature	0	0
TOTAL	**294 725**	**47 052**

EMPLOIS PAR DESTINATION EMPLOI DE L'EXERCICE	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
1 - Missions sociales	**8 768 865**	**8 036 088**
1 -1 Réalisées en France	7 451 587	6 608 522
Actions réalisées directement	2 950 185	2 282 867
Versements à d'autres organismes	4 501 402	4 325 656
1 -2 Réalisées à l'étranger	1 317 278	1 427 566
Actions réalisées directement	353 713	479 272
Versements à d'autres organismes	963 565	948 294
2 - Frais de recherche de fonds	**2 951 871**	**2 630 922**
2 -1 Frais d'appel à la générosité du public	2 918 244	2 627 384
2 -2 Frais de recherche d'autres ressources	33 627	3 538
3 - Frais de fonctionnement	**1 161 757**	**1 046 528**
TOTAL DES EMPLOIS	**12 882 493**	**11 713 538**
4 - Dotations aux provisions et dépréciations	**0**	**0**
5 - Reports en fonds dédiés de l'exercice	**0**	**0**
EXCÉDENT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	**1 688 727**	**2 370 332**
TOTAL	**14 571 220**	**14 083 870**

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE EMPLOI DE L'EXERCICE	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
1 - Contributions volontaires aux missions sociales	**0**	**0**
1 -1 Réalisées en France	0	0
1 -2 Réalisées à l'étranger	0	0
2 - Contributions volontaires à la recherche de fonds	**294 725**	**47 052**
3 - Contributions volontaires au fonctionnement	**0**	**0**
TOTAL	**294 725**	**47 052**

FONDS DÉDIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
Fonds dédiés liés à la générosité du public en début d'exercice	**0**	**0**
(-) Utilisation	0	0
(+) Report	0	0
Fonds dédiés liés à la générosité du public en fin d'exercice	**0**	**0**

Notes sur le compte de résultat par origine et destination (Crod) et le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉTABLISSEMENT DU CROD ET DU CER

Le Crod et le CER sont établis sur la base du compte de résultat avant affectation du résultat.

A - NOTE SUR LES CHARGES/ EMPLOIS

La présentation du compte de résultat par origine et destination (Crod) fait apparaître les charges totales de l'année et la part financée par les ressources collectées auprès du public. Le total de ces charges est de 16 278 912 euros ; elles sont classées par destination.

1. INFORMATION SUR LES MISSIONS SOCIALES

Conformément aux statuts de **Sidaction**, les missions sociales se définissent comme suit :

« *Sidaction mène des actions de lutte contre le VIH/sida par la collecte et la répartition de fonds destinés au financement de la recherche et des activités de prévention, d'entraide, d'amélioration de la qualité de la vie et de soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou à leurs proches. L'association soutient la réalisation de nouvelles actions et le développement et l'extension des actions entreprises à cette fin.* »

Avec le cadre normalisateur du Crod et du CER, les missions sociales sont réparties entre :
– les actions réalisées en France ;
– les actions réalisées à l'étranger.

Ainsi qu'en deux secteurs d'activités distincts :
– les actions réalisées directement par **Sidaction** ;
– les versements à d'autres organismes menant des actions de lutte contre le VIH/sida.

1.1. INFORMATION SUR LES ACTIONS RÉALISÉES EN FRANCE

ACTIONS RÉALISÉES DIRECTEMENT

Les programmes réalisés en France par Sidaction s'élèvent à **3 154 934** euros et se décomposent comme suit :
- **831 701** euros pour la coordination de l'appel à projets associatif France, le suivi, la valorisation et le contrôle des projets financés en France métropolitaine et d'outre-mer, mais également pour le plaidoyer, l'analyse des données et l'appui des partenaires associatifs français sur les thématiques « Milieu pénitentiaire » et « Minorités sexuelles » ;
- **630 422** euros pour la coordination de l'appel à projets scientifique et médical, le suivi, la valorisation et le contrôle des projets financés pour la recherche, mais aussi pour le plaidoyer dans ce domaine et l'appui des partenaires français dans celui de la recherche opérationnelle et sur la thématique « Continuum des soins » ;
- **1 692 811** euros pour l'information, la sensibilisation et les opérations d'échange et de visibilité, telles que le magazine en ligne *Transversalmag*, le journal *Ensemble*, les événements comme le Sidaction médias ou encore la Journée mondiale de lutte contre le sida, ainsi qu'une partie des outils de communication et des opérations à destination du grand public.

Les actions menées en propre par Sidaction regroupent les coûts directs et indirects affectés aux missions sociales qui disparaîtraient, conformément à la réglementation, si la mission sociale n'était pas réalisée.

Ces coûts se répartissent en trois grandes familles :
- Les coûts directs des missions : achats, prestations de services, frais de déplacements, frais d'audit et salaires et charges sociales des chargés de mission.
- Le suivi des financements, conseil et formation : ce sont les coûts d'instruction et de suivi des projets financés (réunion des comités, suivi des structures financées), les salaires et les charges, et les frais généraux directs des programmes, hors frais liés aux missions conduites en propre par l'association.
- Les frais indirects des actions réalisées : cette rubrique comprend un pourcentage des frais de loyers et des charges des bureaux. La clé de répartition de ces frais correspond aux mètres carrés de bureaux utilisés par programme, mission et projet.
Elle comprend également un pourcentage des salaires et des charges des postes qui s'occupent des moyens généraux.

VERSEMENTS À D'AUTRES ORGANISMES AGISSANT EN FRANCE

Il s'agit des financements accordés par Sidaction à des structures qui mènent des actions de lutte contre le sida en France, que ce soit pour les programmes d'information, de prévention et d'aide aux malades ou pour la recherche scientifique et médicale.

Les financements des programmes en France se répartissent comme suit :

	Versements effectués en 2022
Soutien aux associations et leurs bénéficiaires	**2 204 380**
- Appel à projets France	2 190 380
- Urgences	14 000
Recherche scientifique et médicale	**2 331 400**
- Appel à projets Jeunes chercheurs	1 012 585
- Appel à projets Aides aux équipes	1 189 802
- Projets de recherche opérationnelle	129 012
TOTAL FINANCEMENTS « FRANCE »	**4 535 780**

Le total des financements accordés par Sidaction à d'autres organismes menant des actions de lutte contre le sida en France est de **4 535 780** euros.

1.2. INFORMATION SUR LES ACTIONS RÉALISÉES À L'ÉTRANGER

ACTIONS RÉALISÉES DIRECTEMENT

Les programmes réalisés par Sidaction à l'international (Afrique et Europe de l'Est) s'élèvent à **2 116 472** euros et comprennent :
- la coordination de l'appel à projets International ;
- le suivi, la valorisation et le contrôle des projets financés en Afrique et en Europe de l'Est ;
- le plaidoyer et l'analyse des données ;
- l'appui des partenaires associatifs internationaux sur les thématiques « Milieu pénitentiaire », « Continuum des soins », « Enfants, jeunes/ adolescents » et « Minorités sexuelles » ;
- l'appui des partenaires internationaux en recherche opérationnelle ;
- la plateforme Elsa, réseau hébergé par Sidaction et composé de quatre membres (Solthis, Solidarité Sida, le Planning familial et Sidaction).

VERSEMENTS À D'AUTRES ORGANISMES AGISSANT À L'ÉTRANGER

Cette rubrique comprend les financements accordés par **Sidaction** à des structures menant des actions de lutte contre le VIH/sida de prévention et d'aide aux malades, et de recherche dans les pays en développement ou en transition.

Les financements des programmes à l'international se répartissent comme suit :

	Versements effectués en 2022
Appel à projets international	**1 718 473**
Urgences	**50 788**
TOTAL FINANCEMENTS « INTERNATIONAL »	**1 769 261**

Le total des financements accordés par **Sidaction** à d'autres organismes menant des actions de lutte contre le VIH/sida à l'international est de **1 769 261** euros.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

2. INFORMATION SUR LES FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS

Les coûts affectés aux frais de recherche de fonds s'élèvent à **3 433 109** euros et sont répartis en :
– frais d'appel à la générosité du public ;
– frais de recherche d'autres ressources.

2.1. FRAIS D'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Il s'agit de tous les coûts directs liés aux appels à dons (conception, réalisation et diffusion de mailings, newsletters, organisation de l'événement Sidaction médias, etc.), au traitement des dons (émission de reçus fiscaux, base de données, frais financiers, etc.), ainsi que les frais liés à la communication institutionnelle à destination, principalement, des donateurs (site internet, rapport d'activité) ou des notaires et du grand public dans le cadre de la politique de développement des legs. Le Sidaction médias a engendré des coûts à hauteur de **965 328** euros, comprenant les frais des opérations de marketing direct menées en parallèle de l'opération et y prenant appui pour susciter les dons (**538 322** euros).

Les coûts directs d'appel à la générosité du public représentent un total de **3 044 615** euros. Ils se décomposent, en plus des **965 328** euros des coûts d'organisation du Sidaction médias, en :
- coûts d'appel à la générosité du public (**1 189 933** euros) ;
- coûts d'appel à la générosité du public sur le web (**224 032** euros) ;
- coûts de comptes rendus aux donateurs et aux partenaires de l'association, et coûts des relations médias (**354 273** euros) ;
- coûts de traitement des legs et de communications auprès des notaires et du grand public (**87 481** euros).

Par ailleurs, cette rubrique comprend des frais de fonctionnement directs du service de collecte et de communication, les achats de biens et de services, les frais de participation à des conférences, les salaires et les charges, ainsi que les frais de communication, tels que les relations presse et la communication institutionnelle (**149 562** euros). Enfin, conformément à la clé de répartition par superficie des bureaux, les frais indirects s'élèvent à **74 005** euros et se composent de la répartition des frais de loyers et de charges des bureaux.

2.2. FRAIS DE RECHERCHE D'AUTRES RESSOURCES

Cette rubrique comprend les frais liés à la recherche de partenariats d'entreprises et de mécénats, à la boutique, aux événements de prestige et aux soirées, tels que le Dîner de la mode ou les Chefs solidaires (achats de matériel, frais de logistique et d'organisation, conception, fabrication et diffusion de documents, etc.).

Les coûts directs des autres activités liées à la collecte de fonds représentent un total de **388 495** euros, dont **292 557** euros pour l'organisation du Dîner de la Mode qui a eu lieu le 7 juillet 2022 (au lieu de courant janvier comme les années précédentes), **94 116** euros consacrés aux opérations régionales, **1 353** euros pour l'organisation des Chefs Solidaires et **469** euros pour la boutique.

3. INFORMATION SUR LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Sont affectées aux frais de fonctionnement toutes les charges relatives à la gouvernance de l'association (organisation des conseils d'administration, voyages et déplacements des administrateurs, assurances des membres des différentes instances), au service administratif et financier (frais de comptabilité et d'audit annuel des comptes, frais du service juridique, gestion des ressources humaines, salaires et charges sociales, et frais financiers non directement liés aux missions sociales ou aux opérations de collecte, etc.) et à la direction générale (missions, déplacements et salaires).

Ils comprennent également une part des loyers et charges, conformément à la clé de répartition par superficie des bureaux et un pourcentage des salaires et charges des postes s'occupant des moyens généraux.

Le montant total des frais de fonctionnement de l'association pour son administration est de **1 248 438** euros.

4. INFORMATION SUR L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

L'impôt sur les bénéfices au titre de l'année 2022, calculé et provisionné par Sidaction, correspond à **3 412** euros. Cette charge 2022 n'est pas issue des ressources collectées auprès du public.

B – NOTE SUR LES AFFECTATIONS PAR PAR DESTINATION DES CHARGES ISSUES DES PRODUITS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC

La présentation du Crod appelle à un traitement différencié des charges en fonction de l'origine des produits qui ont permis leur financement.
L'affectation est réalisée de façon spécifique en fonction du type de produits et de ce qu'ils financent. Les produits non liés à la générosité du public et les subventions sont directement retirés de l'affectation des charges issues des produits collectés auprès du public. Il est donc procédé par exclusion afin d'obtenir l'affectation par destination des charges issues des produits collectés auprès du public.
Les ressources qui financent les programmes font l'objet d'une convention de financement et nécessitent un suivi précis en termes d'emploi et spécifique en comptabilité analytique.
La présentation du CER fait apparaître uniquement la part des emplois financée par les ressources collectées auprès du public. Le total de ces emplois est de **12 882 493** euros ; ils sont également classés par destination.

1. MISSIONS SOCIALES FINANCÉES PAR LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Pour l'année 2022, les missions sociales financées par la générosité du public représentent **8 768 865** euros.

1.1. INFORMATION SUR LES ACTIONS RÉALISÉES EN FRANCE

ACTIONS RÉALISÉES DIRECTEMENT

Les actions en France financées par la générosité du public s'élèvent à **2 950 185** euros, soit :
- **710 701** euros pour les actions d'aide aux malades et de prévention ;
- **630 422** euros pour les actions de recherche scientifique et médicale ;
- **1 609 062** euros pour les événements d'échange, de visibilité et de sensibilisation.

VERSEMENTS À D'AUTRES ORGANISMES AGISSANT EN FRANCE

Les versements en France financés par les ressources collectées auprès du public s'élèvent à **4 501 402** euros, soit :
- **2 183 910** euros pour les structures qui mènent des actions d'aide aux malades et de prévention ;
- **2 317 492** euros pour les structures menant des actions de recherche scientifique et médicale.

1.2. INFORMATION SUR LES ACTIONS RÉALISÉES À L'ÉTRANGER

ACTIONS RÉALISÉES DIRECTEMENT

Les actions à l'étranger financées par la générosité du public s'élèvent à **353 713** euros.

VERSEMENTS À D'AUTRES ORGANISMES AGISSANT À L'ÉTRANGER

Les versements à l'étranger financés par les ressources collectées auprès du public s'élèvent à **963 565** euros.

2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS FINANCÉS PAR LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Pour l'année 2022, les frais de recherche de fonds financés par la générosité du public représentent **2 951 871** euros.

3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT FINANCÉS PAR LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Une fois les frais de missions sociales et de recherche de fonds totalement financés, Sidaction a affecté une partie du fonctionnement sur les fonds restants issus de la générosité du public. Ils s'élèvent à **1 161 757** euros.

C – NOTE SUR LES PRODUITS ET LES RESSOURCES

La réglementation pour l'établissement du Crod détaille les produits par origine et fait une distinction entre les produits liés à la générosité du public et ceux qui ne le sont pas. Le total des ressources est de **18 893 342** euros.

La nouvelle présentation du CER fait apparaître uniquement la part des ressources liées à la générosité du public. Le total de ces ressources est de **14 571 220** euros.

1. INFORMATION SUR LES PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Durant l'exercice 2022, les opérations faisant appel à la générosité du public ont permis de collecter **14 571 220** euros auprès de particuliers, d'entreprises, d'associations ou de collectivités locales.

Conformément à l'article 19 des statuts de Sidaction qui précise :
« Les ressources nettes collectées par l'association après déduction des frais de gestion et de collecte des fonds sont réparties par le conseil d'administration à raison de :
– 50 % pour financer des travaux de recherche et d'amélioration de la qualité de la vie des personnes atteintes par l'infection à VIH en France et à l'étranger ;
– 50 % pour financer des activités d'information, de prévention, d'entraide et de soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou à leurs proches, en France et à l'étranger ».

Toutes les ressources de Sidaction sont affectées par le conseil d'administration conformément aux statuts.

1.2. INFORMATION SUR LES DONS, LEGS ET MÉCÉNAT

DONS MANUELS

Les dons collectés auprès de particuliers s'élèvent à **11 128 560** euros et se décomposent comme suit :
- **4 833 537** euros proviennent de prélèvements automatiques, grâce, entre autres, à des opérations de street marketing ou de télémarketing, contre **4 670 757** euros en 2021 (soit une hausse de 3 %) ;
- **3 865 199** euros sont issus des opérations de marketing direct, par courrier ou par le dispositif téléphonique 110 et SMS, contre **4 874 041** euros en 2021 (soit une baisse de 21 %) ;

Ces opérations ont utilisé le fichier des donateurs issu des campagnes de collecte de fonds menées par Sidaction de 1994 à 2022. Ce fichier a été enregistré sous le n° 456932 auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, en date du 6 août 1996. Il répond aux exigences de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.
- **2 428 425** euros proviennent de la collecte par web marketing sur l'année 2022, contre **3 068 059** euros en 2021 (soit une baisse de 21 %) ;
- **1 400** euros ont été collectés lors d'opérations régionales.

LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE

Au cours de l'année 2022, les legs, donations et assurances-vie s'établissent à **2 899 507** euros.

Produits	Montants
Montant perçu au titre de l'assurance vie	980 091
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	1 986 613
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être vendus	1 688 208
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être vendus	36 400
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	1 044 935
TOTAL PRODUITS	**5 736 247**

Charges	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 715 500
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Report en fonds reportés liés aux legs et donations	1 121 240
TOTAL CHARGES	**2 836 740**
SOLDE DE LA RUBRIQUE	**2 899 507**

MÉCÉNATS

Les mécénats ont rapporté **543 153** euros sur l'exercice 2022 grâce à :
- la société Yves Saint Laurent, pour **203 153** euros ;
- la fondation d'entreprise Sucres & Denrées, pour **200 000** euros :
- ViiV Healthcare, pour **35 000** euros sur l'Université des jeunes chercheurs ;
- Jacquemus, pour **30 000** euros sur le Dîner de la mode ;
- Celine, Agnès B et Isabel Marant, pour **15 000** euros chacun sur le Dîner de la mode ;
- ViiV Healthcare et Gilead, pour **15 000** euros chacun sur le *Transversalmag*.

2. INFORMATION SUR LES PRODUITS NON LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Les cotisations avec contrepartie représentent **16 280** euros, dont **15 500** euros de cotisations pour la plateforme Elsa (hébergée par Sidaction) et **780** euros de cotisations des membres du CA.

Les contributions financières sans contrepartie regroupent l'ensemble des opérations de collecte de Sidaction hors appel à la générosité du public. Elles s'élèvent à **1 217 600** euros et se décomposent comme suit :
- **640 590** euros de dons collectés auprès de sociétés lors de différents événements au niveau national ou régional, dont **608 855** euros pour le Dîner de la mode et **31 735** euros pour les Chefs solidaires ;
- **424 395** euros proviennent des partenariats dans le cadre du Sidaction médias 2022 (**384 736** euros), des partenariats bancaires (**32 338** euros) et d'autres partenariats (**7 321** euros) ;
- **130 843** euros d'opérations régionales menées dans différents établissements, comme des lycées, des mairies ou des maisons d'arrêt ;
- **21 771** euros de contributions financières aux programmes provenant du fonds de dotation Line-Renaud – Loulou-Gasté pour des projets à l'international et en France, ainsi que de la Fondation de France pour la plateforme Elsa.

Les autres produits non liés à la générosité du public s'élèvent à **121 857** euros et se décomposent en :
- **24 214** euros de ventes de biens, dont **6 242** euros provenant de la boutique, **17 806** euros pour les livres *Kamasutra+* et **166** euros pour des abonnements au journal *Ensemble* ;
- **25 357** euros de produits de gestion, dont **19 378** euros de restitutions de la part de nos partenaires et **5 978** euros de produits de gestion courante ;
- **2 988** euros de produits financiers qui concernent essentiellement les placements à court terme de la trésorerie de l'association ;
- **67 328** euros ont été collectés grâce à l'action de M^me^ Line Renaud. Le fonds Line-Renaud est constitué notamment des ressources d'albums, de vente et des droits d'auteurs ;
- **1 971** euros de produits exceptionnels correspondant principalement à des rétributions pour l'intervention de la directrice générale de Sidaction lors de conférences.

3. INFORMATION SUR LES SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS

Dans le cadre des missions menées en propre par Sidaction, des demandes de subvention sont adressées à des organismes publics. En 2022, l'association a comptabilisé les subventions suivantes pour un montant total de **2 966 385** euros, dont :
- **2 038 561** euros de l'Agence française de développement pour les programmes Tremplins et Concert'Action (programme de la plateforme Elsa hébergée par Sidaction) ;
- **90 000** euros de la Direction générale de la santé pour les programmes Antilles Guyane et Milieu carcéral ;
- **31 000** euros du ministère de la Justice pour le programme Milieu carcéral ;
- **215 000** euros de la Mairie de Paris pour les programmes Paris Sida Sud, Petit Paris Bucarest, AED Burkina Faso et Concert'Action ;
- **591 823** euros d'Expertise France pour les programmes Adolescents phase 2 et Santé sexuelle et reproductive, financés par L'Initiative.

D - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Cette rubrique permet d'identifier les contributions volontaires dont bénéficie Sidaction au cours de l'année. Celles-ci sont valorisées et enregistrées en comptabilité.

La gouvernance de Sidaction repose sur le conseil d'administration, composé d'acteurs de la lutte contre le sida en France et à l'étranger, dans les domaines de la prévention, de l'aide aux malades, de la recherche et des soins médicaux. Pour l'instruction des demandes de financement, et à travers la mise en place de groupes d'experts dans différents domaines, Sidaction fait appel à des responsables d'associations, des scientifiques et des médecins qui apportent bénévolement leur expérience de la lutte contre le sida. Ces différents bénévoles sont sollicités directement par Sidaction selon leurs compétences et/ou leur fonction, leur action n'est donc pas considérée comme liée à la générosité du public. Seul le temps passé par les bénévoles pour répondre au dispositif téléphonique lors du Sidaction médias est considéré comme issu de la générosité du public, car un appel à la mobilisation est réalisé.

Une partie des prestations dont bénéficie Sidaction ne sont pas facturées et font l'objet d'une contribution volontaire en nature. Lorsque cette prestation est issue d'une consultation élargie et que le prestataire n'est pas identifié spécifiquement à l'avance, Sidaction considère que la prestation en nature est liée à la générosité du public. En revanche, lorsque le prestataire est également partenaire de l'événement pour lequel il offre ses prestations, l'association estime que la prestation en nature n'est pas liée à la générosité du public. C'est le cas, par exemple, des partenaires médias pour le Sidaction médias, ils sont associés directement à l'événement.

Les contributions volontaires en nature s'élèvent à **1 476 548** euros. Elles sont attribuées à nos trois grandes familles de coûts, en fonction de leur destination :
- **147 552** euros alloués aux missions sociales, dont :
  - **107 136** euros pour les missions réalisées en France (**49 645** euros pour la participation des membres du comité France, **30 881** euros pour la participation des membres du comité scientifique, **25 550** euros pour la participation d'experts à différents programmes et **1 060** euros pour la mise à disposition de locaux d'une collectivité publique) ;
  - **40 416** euros pour celles réalisées à l'étranger. Cela correspond à la participation des membres du comité international ;
- **1 320 203** euros pour la recherche de fonds, dont :
  - **42 710** euros pour le Dîner de la mode (**8 162** euros de participation de bénévoles à l'organisation et **34 547** euros de prestations en nature) ;
  - **1 250 393** euros pour le Sidaction médias (**1 171 013** euros de prestations en nature et **79 380** euros de bénévolat) ;
  - **27 100** euros pour des prestations en nature sur d'autres opérations.
- **8 793** euros alloués au fonctionnement de la participation des membres du CA.

Les heures de bénévolat non valorisables ne sont pas enregistrées en comptabilité.

NOTES SUR LES ENGAGEMENTS NON VERSÉS PAR SIDACTION

Les engagements votés au bénéfice des actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades, et des programmes de recherche et d'amélioration de la qualité de vie et des soins restant à verser s'élèvent à **3 802 870** euros.

Pour les actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades en France, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2022, pour **14 100** euros de financements associatifs. Les projets financés par Sidaction pour la réalisation des activités de ses partenaires associatifs en 2023 ont été engagés au CA du 5 janvier 2023. Jusqu'à présent, les engagements pour les financements des activités réalisées lors de l'année N étaient votés lors d'un CA de décembre N-1. Les décaissements ont été de **2 207 845** euros en 2022, le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2022 est nul.

Pour les programmes de recherche scientifique et médicale, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2022, pour **2 337 932** euros de financements pour de jeunes chercheurs, l'aide aux équipes de recherche et la recherche opérationnelle. Les décaissements se sont élevés à **2 331 400** euros, le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2022, en tenant compte des reliquats, s'établit à **3 605 370** euros.

Pour les programmes de lutte contre le sida dans les pays en développement et en transition, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2022, pour **223 788** euros de financements.

Les décaissements se sont élevés à **1 769 261** euros, le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2022, en tenant compte des reliquats, s'établit à **197 500** euros. Comme pour les projets France, la plupart des projets financés par Sidaction pour la réalisation des activités de ses partenaires associatifs internationaux en 2023 ont été engagés au CA du 5 janvier 2023. Seuls les projets financés ou cofinancés par un bailleur externe ont été engagés au CA du 13 décembre 2022.

Les soutiens financiers pour les programmes menés dans les pays en développement sont affectés, pour moitié, au fonds Recherche et, pour moitié, au fonds Prévention et aide aux malades.

ENGAGEMENTS NON VERSÉS

PAR SIDACTION AU 31 DÉCEMBRE 2022

	Solde restant à verser au 01/01/2022	Nouveaux engagements et modifications	Versements effectués en 2022	Reliquats déduits de versements	Solde restant à verser au 31/12/2022
Appel à projets Aides aux malades / Prévention	2 198 280	- 14 900	2 178 845	4 535	0
Bailleurs externes	0	15 000	15 000	0	0
Soutiens exceptionnels et urgences	0	14 000	14 000	0	0
TOTAL FINANCEMENTS ASSOCIATIFS FRANCE	**2 198 280**	**14 100**	**2 207 845**	**4 535**	**0**
Appel à projets Prise en charge globale	1 516 812	- 19 500	1 497 312	0	0
Bailleurs externes	226 161	197 500	226 161	0	197 500
Soutiens exceptionnels et urgences	0	45 788	45 788	0	0
TOTAL FINANCEMENTS INTERNATIONAUX	**1 742 973**	**223 788**	**1 769 261**	**0**	**197 500**
Financements aux jeunes chercheurs	1 831 076	665 698	1 012 585	0	1 484 189
Aides aux équipes de recherche	1 719 219	1 349 566	1 189 802	0	1 878 983
Recherche opérationnelle	48 543	322 668	129 012	0	242 198
TOTAL FINANCEMENTS SCIENTIFIQUES ET MÉDICAUX	**3 598 837**	**2 337 932**	**2 331 400**	**0**	**3 605 370**
TOTAL EXERCICE 2021	**7 540 090**	**2 575 820**	**6 308 506**	**4 535**	**3 802 870**

Engagements sur 2023	**2 775 059**
Engagements sur 2024	**967 433**
Engagements sur 2025	**60 378**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

NOTRE ORGANISATION

Françoise BARRÉ-SINOUSSI
Présidente, prix Nobel de médecine 2008

Line RENAUD
Vice-présidente déléguée

Yves DUPONT REDONDO
Secrétaire général

Marc MORTUREUX
Trésorier

COLLÈGE DES PERSONNALITÉS QUALIFIÉES

Line RENAUD
Vice-présidente déléguée

Yves DUPONT REDONDO
Secrétaire général

Marc MORTUREUX
Trésorier

COLLÈGE ASSOCIATIF

Didier ARTHAUD
Administrateur, Basiliade

Antoine CHASSAGNOUX
Administrateur, Act Up-Paris

Carine FAVIER
Administratrice, Planning familial

Giovanna RINCON
Administrateur, Acceptess-T

Christine ROUZIOUX
Administratrice, Arcat, Le Kiosque

Camille SPIRE
Administratrice, Aides

COLLÈGE SCIENTIFIQUE ET MÉDICAL

Françoise BARRÉ-SINOUSSI
Présidente, prix Nobel de médecine 2008

Fanny CHABROL
Administratrice, IRD

François DABIS
Administrateur, Isped

Constance DELAUGERE
Administratrice, hôpital Saint-Louis

Jean-François DELFRAISSY
Administrateur, hôpital de Bicêtre

Pascal PUGLIESE[1]
Administrateur, SFLS

COLLÈGE INTERNATIONAL

Daouda DIOUF[2]
Administrateur, ENDA Santé (Sénégal)

Jeanne GAPIYA-NIYONZIMA
Administratrice, ANSS (Burundi)

Hakima HIMMICH
Administratrice, ALCS (Maroc)

Rodrigue KOFFI
Administrateur, réseau Grandir ensemble

Pauline LONDEIX
Administratrice, Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament

Louis PIZARRO
Administrateur, DNDi

Asier SÁEZ-CIRIÓN
Président du comité scientifique et médical

Chanelle KOUANKEP
Président du comité international

Antoine BAUDRY
Président du comité associatif France

Pascal OBISPO
Membre d'honneur

1. Nomination en juin 2022.
2. Démission en décembre 2022.

LE COMITÉ SCIENTIFIQUE ET MÉDICAL

Il est composé de cliniciens en activité dans des services de maladies infectieuses ou d'immunologie clinique, de chercheurs investis dans des travaux fondamentaux ou appliqués et d'experts en sciences sociales. Le comité est complété par la présence de deux représentants d'associations de personnes vivant avec le VIH. Ces spécialistes apportent au conseil d'administration de **Sidaction** tout l'éclairage scientifique nécessaire à une bonne étude des demandes, évaluent les résultats obtenus par les programmes soutenus par **Sidaction** et collaborent aux activités d'information et de vulgarisation scientifique de l'association.

PRÉSIDENT

Asier SÁEZ-CIRIÓN*
Groupe Réservoirs et contrôle viral, unité HIV, inflammation et persistance, Institut Pasteur (Paris)

MEMBRES

Victor APPAY
Immunophysiopathologie de l'infection VIH et Vieillissement Immunitaire, Inserm U1135, hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris)

Jean-Luc BATTINI
Virus ARN et métabolisme, CNRS UMR9004, Institut de recherche en infectiologie (Montpellier)

Philippe BENAROCH
Groupe Transport intracellulaire et immunité, Inserm U932, Institut Curie (Paris)

Martine BRAIBANT
Morphogenèse et antigénicité du VIH et des virus des hépatites, Inserm U966 - université François-Rabelais, UFR Médecine, (Tours)

Cecile CAMES*
IRD UMI233 TransVIHmi / Inserm U1175, université de Montpellier (Montpellier)

Séverine CARILLON[1]
Ceped-IRD, université Paris-Cité (Paris)

Nicoletta CASARTELLI
Unité Virus et immunité, Institut Pasteur (Paris)

Lucie ESPERT
Autophagie et infections, CNRS UMR 9004, Institut de recherche en infectiologie de Montpellier (Irim), (Montpellier)

Lucie ETIENNE
Centre international de recherche en infectiologie, Inserm U1111, CNRS UMR5308, université Lyon-1, ENS (Lyon)

Albert FAYE
CHU Robert-Debré, Inserm 1123 (ECEVE) (Paris)

Gabriel GIRARD
Sciences économiques et sociales de la santé & traitement de l'information médicale (Sesstim), UMR 1252 (Marseille)

Marc LAVIGNE
Interactions hôtes-virus, Inserm U1016, Institut Cochin (Paris)

Annie LE PALEC
TRT-5 (Paris)

Paul LESBATS[1]
CNRS, UMR 5234 (Bordeaux)

Élise MARSICANO
CESP, Inserm U1018, université de Strasbourg (Strasbourg)

Hélène MEUNIER[1]
Envie (Montpellier), TRT-5

Laurence MEYER
Hôpital de Bicêtre, hôpitaux universitaires Paris-Saclay, AP-HP (Le Kremlin-Bicêtre), Inserm (SC10-US19, Essais thérapeutiques et maladies infectieuses, U1018 CESP)

Jean-Christophe PAILLART*
UPR 9002, ribonucléoprotéines virales, incorporation du génome et assemblage, IBMC (Strasbourg)

Stéphane PAUL
Immunologie clinique, CHU Saint-Étienne (Saint-Étienne)

Carine VAN LINT[1]
FRS-FNRS, ULB (Bruxelles)

Alessia ZAMBORLINI
CNRS UMR7212, Inserm U944, IUH Université Paris-Diderot, (Paris)

** Membre de la commission permanente.*
1. Nomination en 2021.

LE COMITÉ INTERNATIONAL

PRÉSIDENTE

Chanelle KOUANKEP* [2]
Transamical, RITA, Affirmative Action (Cameroun)

Louise-Hortense AKA DAGO-AKRIBI
Université Félix-Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Atsou ALLEY[1]
Espoir Vie-Togo (Togo)

Franck AMANI[1]
AGCS Plus (Côté d'Ivoire)

Camille ANOMA
Espace Confiance (Côte d'Ivoire)

Faouzia BOUZZITOUN[1]
Centre de formation Ahsud (Maroc)

Benjamin CLAPHAM
Viral Strategies (États-Unis)

Anne DERACHE*
Africa Center Lab (Afrique du Sud)

Emmanuel HOUNSIME[1]
Grandir ensemble (Togo)

Hortense HOUSSIN[1]
Racines (Bénin)

Francine KAREMERA[1]
PSI (Burundi)

Fatoumata KONTAO[1]
Grandir Ensemble (Mali)

Charles LIMAZIE
Action contre le sida (Togo)

Denise NGATCHOU
Horizons Femmes

Fabrice NIKUZE[1]
ANSS (Burundi)

Aurélie PHILIPS[1]
Consultante (France)

Patrice SANON
ODSAD (Burkina Faso)

Siby SIDI[1]
AKS (Mali)

Andrinette Yvonne TAVI OUATTARA
Consultante (Burkina Faso)

Émilie TROUSSELIER-SEEPURSAUND*
Pils (Maurice)

Ludmila VERDES[1]
Aras (Roumanie)

LE COMITÉ ASSOCIATIF FRANCE

PRÉSIDENT

Antoine BAUDRY*
Cabiria (Lyon)

Fati ABDOU[1]
Basiliade (Paris)

Élodie AÏNA[1]
Vers Paris sans sida (Paris)

Jean-Luc BOUSSARD
Hôpital de Melun (Melun)

Marcia BURNIER
Comede (Le Kremlin-Bicêtre)

Nicolas DERCHE*
Arcat et Le Kiosque (Paris)

Jules GASTE
OUTrans (Paris)

Andréa LE CALVÉ
Rive, Saint-Denis (La Réunion)

Chloé LE GOUËZ[1]
Volontaire à Aides (Paris)

Julie LANGLOIS[1]
Centre hospitalier du Sud Seine-et-Marne/SFLS (Nemours)

Guylène MADELINE
Gaps (Bordeaux)

Marjorie MAILLAND
Réseau Santé Marseille Sud (Marseille)

Pauline MARTEAU[1]
Keep Smiling (Lyon)

Frank MARTIN
Arap Rubis (Nîmes)

Inès MESSAOUDI
Pastt (Paris)

Thierry MIATTI
Afrique Avenir (Paris)

Guy MOLINIER*
Act Up Sud-Ouest (Toulouse)

Lesley PORTE*
L'Arbre fromager (Cayenne)

Noëlle TARDIEU*
Relais VIH (Rodez)

Papy TSHIALA KATUMBAY
Espoir (Étampes)

Bastien VIBERT[1]
le Crips/ELCS (Paris)

Fin de mandat en 2022 :

Christophe MATHIAS
Les Actupiennes (Paris)

David MICHELS
Aides (Pantin)

Démission en 2022 :

Maïwenn HENRIQUET
Paloma (Nantes)

Rosine RÉAT*
Dapsa (Paris)

ÉQUIPE SALARIÉE

DIRECTION GÉNÉRALE

Florence THUNE
Directrice générale

PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET MOYENS GÉNÉRAUX

Martine COLCHEN
Responsable des ressources humaines et des moyens généraux

Carole GOUDARD[1]
Assistante administrative

Florian CARLO
Logisticien en sécurité

PÔLE GESTION ET FINANCE

Benoît DESMIDT
Directeur administratif et financier

Élodie MOUGANY
Comptable

Julia MALHOMME
Contrôleuse de gestion

Mélisande BERGEON[2]
Contrôleuse de gestion

Annie-Patricette HOASY
Contrôleuse de gestion

Nadia ABID
Contrôleuse de gestion

Manal HACHEM
Contrôleuse de gestion

Alexandra NGUEYAP
Stagiaire

PÔLE COMMUNICATION ET ÉVÉNEMENTIEL

Alexandre JALBERT
Directeur du pôle Communication et événementiel

Carole GOUDARD
Assistante administrative

Morgane RATERRON
Responsable Relations publiques et événementiel

Bérénice PIERSON
Responsable communication

Anthony COTTE
Responsable de la communication digitale

Marine CHARLIER
Chargée de communication

Romain GATTET
Chargé de communication et partenariats

Françoise GODARD
Responsable des opérations de collecte (organisées par des tiers)

** Membre de la commission permanente.*
1. Nomination en 2022
2. Nomination à la présidence du comité.

PÔLE MARKETING DIRECT

Virginie MAUJEAN
Responsable marketing direct

Christelle MUNDALA
Responsable relations donateurs

Madalina GUBAS
Chargée de relations donateurs

Antoine TISSOT
Chargé de marketing digital

PÔLE FINANCEMENT RECHERCHE ET ASSOCIATIONS

Sandrine FOURNIER
Directrice du pôle financement recherche et associations

Julia GROLERE[1]
Chargée de gestion administrative

Léa LE BERRE
Assistante administrative

Séverine DJOUADA
Coordonnatrice de la gestion des appels à projets

Cécile CHARTRAIN
Responsable de programmes associatifs

Corinne LE HUITOUZE
Responsable de programmes associatifs

Frédérique VIAUD
Responsable de programmes associatifs

Jennifer COUBARD
Responsable de programmes associatifs

To-chau TRAN
Responsable de programmes associatifs

Julia ROY
Responsable de programmes associatifs

Nora YAHIA
Responsable suivi et valorisation des projets scientifiques et médicaux

Hamine OUEDRAOGO[3]
Chargé de gestion de projets

PÔLE QUALITÉ ET RECHERCHE EN SANTÉ

Emilie HENRY
Directrice du pôle qualité et recherche en santé

Julia GROLERE[1]
Chargée de gestion administrative

Anne SUSSET
Coordonnatrice des programmes internationaux financés par des bailleurs externes

Ridha NOUIOUAT
Responsable thématique - milieu carcéral

Olivia ZANATTA-SYLLA
Responsable thématique - continuum de soins

Nicolas GATEAU
Responsable thématique - minorités sexuelles / Rédacteur en chef Transversalmag

Soumeya RAHLI
Responsable thématique - enfants ados

Laïla LOSTE
Coordinatrice Plateforme ELSA

Sehade MAHAMMEDI
Responsable des programmes de renforcement de compétences Plateforme ELSA

PÔLE ANALYSE ET PLAIDOYER

Hélène ROGER
Directrice du pôle analyse et plaidoyer

Anaïs SAINT-GAL
Responsable plaidoyer

Fabio PELEATO[3]
Chargé plaidoyer

Sabrina COSSAIS
Responsable analyse de données

Omadon IKOUSSENIN
Stagiaire

DIRECTION SCIENTIFIQUE

Jennifer PASQUIER
Directrice scientifique

1. Temps partagé 50%
2. Contrat à durée déterminée
3. Contrat en alternance

PROGRAMMES SCIENTIFIQUES ET MÉDICAUX

RECHERCHE FONDAMENTALE

AIDES AUX ÉQUIPES

Nathalie ARHEL
Institut de recherche en infectiologie de Montpellier (IRIM) – Montpellier. Structural characterization of HIV–1 capsid binding to Transportin for drug discovery.

Eugènia BASYUK
Université de Bordeaux - Laboratoire de Microbiologie Fondamentale et Pathogénicité - CNRS UMR 5234. HIV-1 promoter bursting in T-lymphocytes and its implication in latency regulation.

Philippe BENAROCH
Institut Curie – Paris.
Studies on HIV–1 and 2 sensing by macrophages : Role on the F–Bar protein GAS7.

Serge BENICHOU
Institut Cochin – Paris.
Role of semen and polyamines in HIV-1 infection and pDC sensing during sexual transmission.

Edouard BERTRAND
Institut de Génétique Humaine de Montpellier (IGH) - Montpellier.
Investigating the dynamics of latent HIV-1 promoters using single molecule footprinting.

Michael BLAISE
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier - IRIM – Montpellier. Structural characterization of HIV-1 capsid binding to Transportin for drug discovery.

Mariangela CAVARELLI
CEA - Institut de Biologie François Jacob – Fontenay–aux–Roses.
Deciphering the role of intestinal CX3CR1+ cells in HIV-1 infection: a research program to integrate infection, immunity and microbiota

Andréa CIMARELLI
École normale supérieure de Lyon – Lyon. Activité antivirale de la protéine MORC2 contre HIV, antagonisme viral et spécificité d'espèce.

Pierre DELOBEL
Institut toulousain des maladies infectieuses et Inflammatoires – Toulouse. Caractérisation moléculaire du réservoir VIH dans le compartiment intestinal : provirus intacts, réplication résiduelle et cellules cibles.
12 537 euros

Francesca DI NUNZIO
Institut Pasteur – Paris.
Live–track of the retroviral DNA fate in infected cells using humanized mice.

Stéphane EMILIANI
Institut Cochin – Paris.
Role of premature polyadenylation signal termination in the regulation of HIV latency.

Benoit FAVIER
CEA – Institut de biologie François–Jacob – Fontenay–aux–Roses.
Rôle *in vivo* de l'axe LILRB2/CMH–I dans l'infection par le SIV/VIH.

Sébastien FRIBOURG
Université de Bordeaux – Bordeaux.
Étude moléculaire d'un nouveau capteur immunitaire du VIH.

Sarah GALLOIS-MONTBRUN
Institut Cochin – Paris.
Identification of novel alternative splicing biomarkers of productive and latent HIV infection.

Raphaël GAUDIN
Institut de recherche en infectiologie de Montpellier – Montpellier. Dynamics and impact of HIV brain infection using lab–grown cerebral organoids.

Rosemary KIERNAN
Institut de Génétique Humaine de Montpellier (IGH) – Montpellier..
The Role of the Elongin Complex in the Regulation of HIV-1 Transcription.

Marc LAVIGNE
Insitut Pasteur – Paris.
Propriétés biochimiques, structurales et fonctionnelles et potentiel thérapeutique d'un complexe formé entre l'ADN Topoisomérase1 humaine et un quadruplex de guanines présent sur le promoteur du VIH-1.

Nicolas MANEL
Institut Curie – Paris.
Étude moléculaire d'un nouveau capteur immunitaire du VIH.

Florence MARGOTTIN
Institut Cochin – Paris.
Activité antivirale de la protéine MORC2 contre HIV, antagonisme viral et spécificité d'espèce.

Laurence MEYER
Centre de Recherche en Epidémiologie et Santé des Population (CESP) – Paris.
Identification and analysis of unconventional NKG2A/C+CD8+ T cells during HIV-1 and HIV-2 infections.

Michaela MULLER-TRUTWIN
Institut Pasteur – Paris.
Identification and analysis of unconventional NKG2A/C+CD8+ T cells during HIV-1 and HIV-2 infections.

Jean-Christophe PAILLART
Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC) – Strasbourg.
Identification des partenaires cellulaires de la protéine Vif du VIH-1 : uORF, inhibition traductionnelle d'APOBEC3G par Vif et réplication virale

Vincent PARISSI
Université de Bordeaux – Bordeaux.
Rôle des protéines RAD51-BRCA1/2 dans les mécanismes moléculaires impliqués durant les phases intégratives et post-intégratives du VIH-1.

Claudine PIQUE
Institut Cochin – Paris.
Les transcrits antisens du VIH-1: de nouveaux acteurs de la latence ?

FINANCEMENTS JEUNES CHERCHEURS

Caio BONFIM
Institut Cochin – Paris.
Mucosal HIV-1 transmission and cannabinoids: from pathophysiology to prevention.

Rayane DIBSY
Institut de recherche en infectiologie de Montpellier – Montpellier. Rôle du complexe Wave 2 et de l'actine corticale dans l'assemblage du HIV-1 dans les lymphocytes T CD4+: recherche de nouvelles cibles.

Rayane DIBSY
Institut de recherche en infectiologie de Montpellier – Montpellier. Etude de la structure 3D de la région 5' terminale de l'ARN génomique du VIH-1

Orian GILMER
Institut de biologie moléculaire et cellulaire – Strasbourg.
Etude de la structure 3D de la région 5' terminale de l'ARN génomique du VIH-1.

Delphine JUDITH
Institut Cochin - Paris
Viral control and Autophagy: non-canonical autophagy as a keystone for BST2 restriction.

Roy MATKOVIC
Institut Cochin – Paris.
HuSH et Cnot1 : Étude d'une coopération entre épigénétique et stabilité des ARNs pour le contrôle de l'expression de HIV–1.

Brieuc PEROT
Imagine – Institut des maladies génétiques – Paris.
Exploration of dendritic cell responses to HIV infection: roles of tetraspanin 7, a novel mediator of inflammation and molecular mechanisms at play.

Caroline PETITDEMANGE
Institut Pasteur – Paris.
Role of MHC-E dependent NK cell activity in the control of a viral tissue reservoir in natural and pathogenic hosts of SIV.

Baptiste PRADEL
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier - IRIM – Montpellier. Identification des mécanismes utilisant la machinerie autophagique pour favoriser l'entrée du VIH-1 dans les LT CD4+.

Vera SLANINOVA
Institut de Génétique Humaine de Montpellier (IGH) – Montpellier.
Investigating the dynamics of latent HIV-1 promoters using single molecule foot printing.

Nikaïa SMITH
Institut Cochin – Paris. Role of semen and polyamines in infection and pDC activation during HIV-1 sexual transmission.

Benjamin STUPFLER
Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC) – Strasbourg.
Identification des cibles ARN endogènes de la protéine Vif du VIH-1 et étude de leur impact sur la réplication virale.

Alexa TAMBON
Institut de Biologie Intégrative de la Cellule - I2BC - Versailles
Etude du mécanisme moléculaire de l'activité de restriction de SAMHD1 : Caractérisation de la fonction dNTPase indépendante.

Elenia TOCCAFONDI
Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC) – Strasbourg.
Studying a group-specific motif in the C terminus domain of HIV-1 integrase.

Camille VELLAS
Institut Toulousain des Maladies Infectieuses et Inflammatoires (Infinity) – Toulouse. Caractérisation moléculaire du réservoir VIH dans le compartiment intestinal : provirus intacts, réplication résiduelle, et cellules cibles.

Cédric VERRIEZ
Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC) – Strasbourg.
Identification des protéines impliquées dans l'inhibition traductionnelle d'APOBEC3G par la protéine Vif du VIH-1 : impact sur la réplication virale.

Eoghann WHITE
Université de Bordeaux – Bordeaux.
Evolution of the HIV-specific CD8 T-cell response in long term treated patient.

Ali YOUNESS
Institut Toulousain des Maladies Infectieuses et Inflammatoires (Infinity) – Toulouse. Rôle de l'expression des gènes TLR7&8 en fonction du sexe dans l'infection productive et l'établissement du réservoir latent VIH-1 dans les LT CD4+.

Diane BRYCHKA
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier - IRIM – Montpellier. Dynamics and impact of HIV brain infection using lab-grown cerebral organoids.

Myriam HOUMEY
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier - IRIM – Montpellier. Conséquences de l'externalisation de la protéine antisens du VIH-1.

Arnaud LECANTE
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier - IRIM – Montpellier. Décryptage du mécanisme d'action anti-virale de TRIM5alpha.

Alexandre LEGRAND
Ecole Normale Supérieure de Lyon – Lyon. Découverte d'une nouvelle famille de gènes influençant la réplication lentivirale et caractérisation de sa coévolution virus-hôte.

Kenza NGONO AYISSI
Centre de Recherche Saint-Antoine – Paris. Mécanismes impliqués dans le gain de tissu adipeux observé chez certains patients infectés par le VIH et recevant un inhibiteur d'intégrase et/ou du tenofovir alafénamine.

Thomas SERRANO
Institut Pasteur – Paris. Découverte de nouveaux mécanismes essentiels aux étapes finales de la réplication du Virus de Immunodéficience Humaine.

RECHERCHE APPLIQUÉE

AIDES AUX ÉQUIPES

Laurent CHALOIN
Institut de recherche en infectiologie de Montpellier – Montpellier. Mécanisme d'action d'une famille de nouveaux agents de levée de latence du VIH ciblant la protéine virale Tat.

Karen CHAMPENOIS
Groupe hospitalier Bichat–Claude Bernard – Paris.
Not'IST – vers une amélioration de l'information, du dépistage et du traitement des partenaires de personnes recevant un diagnostic d'IST en CeGIDD.

Olivier DELELIS
École normale supérieure de Cachan – Cachan.
Mise au point d'une nouvelle méthode de quantification de l'ADN intégré du VIH–1.

Marie PREAU
Université Lumière Lyon 2 – Lyon.
Not'IST - vers une amélioration de l'information, du dépistage et du traitement des partenaires de personnes recevant un diagnostic d'IST en CeGIDD.

Mereia ZURILLA–PELEGRIN
Institut de médecine régénératrice et de biothérapie de Montpellier – Montpellier.
Study of immunomodulatory properties of human neutrophils in HIV infected patients: implications for improvement of HIV immunotherapies.

FINANCEMENTS JEUNES CHERCHEURS

Amandine PEPIOT
Institut Pierre Louis d'Epidémiologie et de Santé Publique – Paris.
Infectious disease elimination using self-testing? Game-theoretical approach and application to the HIV epidemic.

Victoire SAWRAS
Groupe Hospitalier Bichat-Claude Bernard – La Madeleine.
Not'IST - vers une amélioration de l'information, du dépistage et du traitement des partenaires de personnes recevant un diagnostic d'IST en CeGIDD et centre de santé sexuelle.

RECHERCHE CLINIQUE

FINANCEMENTS JEUNES CHERCHEURS

Maria Bernarda REQUENA
Institut Pierre-Louis d'épidémiologie et de Santé Publique – Paris.
Risque résiduel de décès et d'évènements morbides après guérison de l'hépatite C chez des patients co-infectés VIH-VHC : impact des facteurs individuels et des politiques sanitaires.
-
Impact des politiques publiques d'accès aux soins dans le risque résiduel de décès des personnes vivant avec le VIH guéries du VHC par antiviraux à action directe.

RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

AIDES AUX ÉQUIPES

Karen CHAMPENOIS
Groupe Hospitalier Bichat-Claude Bernard – Paris..
Opportunités 2 - Opportunités de dépistage du VIH chez des personnes nouvellement diagnostiquées pour le VIH et prises en charge en France

Pierre DE BEAUDRAP
Institut de recherche pour le développement – Paris.
Analyse situationnelle préalable à une intervention pilote de pratique de l'activité physique chez les personnes vivant avec le VIH dans le contexte de la Côte d'Ivoire (VIRAGE)

Gabriel GIRARD
SESSTIM – Marseille.
Genre, sexualité et lutte contre le VIH en contexte Guyanais : analyse socio-anthropologique des dynamiques communautaires de mobilisation.

Laurence HERAULT
Maison Méditérannéenne des Science de l'Homme (MMSH) – Aix en Provence..
Genre, sexualité et lutte contre le VIH en contexte Guyanais : analyse socio-anthropologique des dynamiques communautaires de mobilisation.

Emilie MOSNIER
Observatoire Régional de la Santé PACA – Marseille..
PrEP chez les travailleuses du sexe migrantes à Marseille : étude d'efficacité opérationnelle d'un projet en santé sexuelle communautaire.

Nicolas NAGOT
Université de Montpellier – Montpellier.
Exploration des facteurs influençant l'efficacité des programmes de PTME VIH en Zambie et au Burkina Faso

Marie PREAU
Université Lumière Lyon 2 – Lyon.
Opportunités 2 - Opportunités de dépistage du VIH chez des personnes nouvellement diagnostiquées pour le VIH et prises en charge en France.

Bernard TAVERNE
Institut de Recherche pour le Développement - IRD – Montpellier.
Grand âge et VIH au Cameroun et au Sénégal, anthropologie du vieillissement et de la maladie.

Nicolas VIGNIER
Centre Hospitalier de Cayenne Andrée Rosemon – Cayenne.
Parcours de vie et de prévention des personnes originaires d'Haïti vivant ou non avec le VIH ou une infection chronique par le VHB en Guyane française (PARCOURS D'HAÏTI).

FINANCEMENTS JEUNES CHERCHEURS

Cyriac BOUCHET-MAYER
Université de Montpellier – Montpellier.
Pratiques de prévention du VIH d'hommes homosexuels originaires d'Afrique sub-saharienne francophone demandant d'asile en France : logiques d'action du recours ou non-recours au dépistage et à la PrEP.

Renaud CHANTRAINE
SESSTIM – Marseille.
Entre archives privées, mémoires communautaires et dispositifs institutionnels de conservation : articuler les échelles de la transmission des héritages culturels de la lutte contre le VIH/sida.

Iris CONDAMINE-DUCREUX
Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) – Paris.
Réseaux de sociabilités et supports sociaux dans l'exposition au risque de transmission de l'hépatite C et du VIH chez les usager.ère.s de drogues injecteur.rice.s.

Karna Bakary COULIBALY
Institut de Recherche pour le Développement - IRD – Paris.
L'impact d'une intervention d'empowerment en santé sexuelle sur la réduction des risques d'infections au VIH chez les immigrés originaires d'Afrique subsaharienne vivant en Ile de France.

August EUBANKS
SESSTIM – Marseille.
Impact de la mise à disposition de la prophylaxie préexposition au VIH dans une offre de suivi trimestriel à visée préventive auprès des HSH en Afrique de l'Ouest.

Lucille GALLARDO
Université d'Aix-Marseille (AMU) – Marseille.
Se positionner à l'avant-garde de la lutte mondiale contre le sida. Socio-histoire de l'action publique étrangère française(1981-2003).

Sébastien LAMOTTE
Université Paris Nanterre – Nanterre.
Etude des fonctionnements psychiques d'hommes homosexuels pratiquant le chemsex.

Keitly MENSAH
Institut de Recherche pour le Développement - IRD – Paris.
Évaluation d'une stratégie de dépistage du cancer cervical par auto-prélèvement HPV auprès de femmes infectées au VIH : faisabilité, bénéfices et pérennité du test HPV en pays à ressources limitées.

Mathilde PERRAY
Université Lumière Lyon 2 – Lyon.
Thèse de Doctorat : Représentations sociales et empowerment communautaire auprès de femmes infectées par le VIH/Sida dans le cadre du programme communautaire malien «Gundo-So».

Anne-Sophie PETIT
Université Lumière Lyon 2 – Lyon.
«Faire face» à l'infection au VIH/Sida en Guyane : étude psychosociale sur les stratégies d'adaptation et d'ajustement dans le cadre d'un accompagnement communautaire et multiculturel.

Charlotte FLOERSHEIM
Maison Méditérannéenne des Science de l'Homme (MMSH) – Aix en Provence.
Entre assignation et autodéfinition, faire communauté dans la lutte contre le VIH en Guyane. Mobilisations associatives et expériences minoritaires.

RECHERCHE OPÉRATIONNELLE

AIDES AUX ÉQUIPES

Association Acceptess–T
Paris. PrEP et Trans'.

Action Contre le Sida (ACS)
Lome, Togo. Stratégie de rattrapage de dépistage du VIH de l'enant et de l'adolescent en Côte d'Ivoire et au Togo : le rôle des associations communautaires

Centre Solidarité Action Sociale de Bouaké (Centre SAS)
Bouake, Côté d'Ivoire.
Stratégie de rattrapage de dépistage du VIH de l'enant et de l'adolescent en Côte d'Ivoire et au Togo : le rôle des associations communautaires

Espoir Vie Togo (EVT)
Lome, Togo. Stratégie de rattrapage de dépistage du VIH de l'enant et de l'adolescent en Côte d'Ivoire et au Togo : le rôle des associations communautaires

Association PASTT
Paris. PrEP et Trans'

Didier EKOUEVI
Le Centre Africain de Recherche en Épidémiologie et en Santé Publique – Lome, Togo.
Stratégie de rattrapage de dépistage du VIH de l'enant et de l'adolescent en Côte d'Ivoire et au Togo : le rôle des associations communautaires.

Mathieu TRACHMAN
INED – Paris. PrEP et Trans'

→ RÉPARTITION DES FONDS PAR RÉGION

L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

A • AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
173 800 | 5 projets

B • BRETAGNE
10 000 | 1 projet

C • CENTRE-VAL DE LOIRE
29 000 | 2 projets

D • CORSE
38 430 | 1 projet

E • GRAND EST
7 000 | 2 projets

F • GUADELOUPE
6 100 | 1 projet

G • GUYANE
161 900 | 6 projets

H • HAUTS-DE-FRANCE
16 200 | 1 projet

I • ÎLE-DE-FRANCE
1 145 250 | 30 projets

J • LA RÉUNION
37 900 | 2 projets

K • MARTINIQUE
35 000 | 1 projet

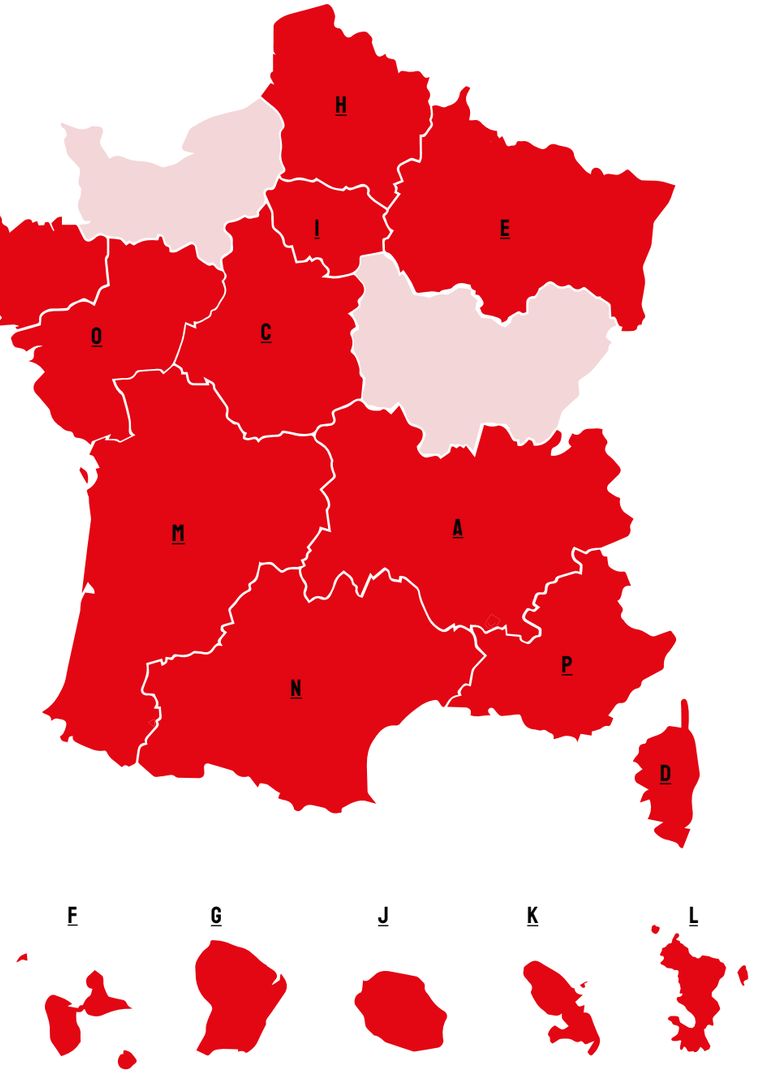
L • MAYOTTE
25 000| 2 projets

M • NOUVELLE AQUITAINE
104 800 | 3 projets

N • OCCITANIE
222 500 | 7 projets

O • PAYS DE LA LOIRE
31 000 | 2 projets

P • PACA
160 500| 4 projets



TOTAL NATIONAL ▸ 2 204 380 euros | 70 projets soutenus en France

→ FONDS VERSÉS PAR RÉGION/ PROGRAMMES FRANCE

RÉGION	NOM DE LA STRUCTURE	NOMBRE DE PROJETS FINANCÉS	MONTANT VERSÉ	PAR RÉGION
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES				
	ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA	1	55 000	
	CABIRIA	1	79 800	
	DA TI SENI	1	10 000	
	KEEP SMILING	1	20 000	
	TEMPO	1	9 000	**173 800**
BRETAGNE	LES PÉTROLETTES	**1**	**10 000**	**10 000**
CENTRE-VAL DE LOIRE	APPUI SANTÉ LORET	1	12 000	
	GROUPE ACTION GAY ET LESBIEN - LOIRET	1	17 000	**29 000**
CORSE	AIUTU CORSU	1	38 430	**38 430**
GRAND EST	ASSOCIATION SOCIALE ALSACE VIH	1	4 000	
	REVIH MULHOUSE	1	3 000	**7 000**
GUADELOUPE				
	GWADA UNI-VERS	1	6 100	**6 100**
GUYANE	ACTIONS POUR LE DEVELOPPEMENT, L'ÉDUCATION ET LA RECHERCHE	1	25 000	
	ASSOCIATION !DSANTÉ	1	12 000	
	COMEDE	1	26 000	
	DÉVELOPPEMENT, ACCOMPAGNEMENT, ANIMATION, COOPÉRATION	1	50 000	
	ENTR'AIDES GUYANE	1	30 000	
	L'ARBRE FROMAGER	1	18 900	**161 900**
HAUTS-DE-FRANCE	ADIS	1	16 200	**16 200**
ÎLE-DE-FRANCE	ACCEPTESS-T	1	80 400	
	ACT UP-PARIS	2	29 000	
	ACTIONS TRAITEMENTS	1	40 000	
	AFRIQUE AVENIR	1	64 500	
	ARCAT	1	118 600	

	AREMEDIA	1	38 000	
	ASSOCIATION ESPOIR	2	55 000	
	ASSOCIATION MARIE-MADELEINE	1	20 400	
	AURORE	1	20 000	
	BASILIADE	1	149 000	
	COMEDE	1	42 500	
	COMITÉ DES FAMILLES	1	19 500	
	DESSINE-MOI UN MOUTON	1	81 300	
	FÉDÉRATION PARAPLUIE ROUGE	1	21 000	
	FONDATION LÉONIE-CHAPTAL	1	35 800	
	IKAMBERE LA MAISON ACCUEILLANTE	2	90 600	
	LA PLAGE	1	29 500	
	LES PETITS BONHEURS	2	17 000	
	MIGRATIONS SANTÉ FRANCE	1	13 000	
	OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS	1	30 000	
	PASTT	1	50 000	
	SOL EN SI	1	50 000	
	LE BUS DES FEMMES	1	30 000	
	LES SÉROPOTES	1	5 000	
	LES ROSES D'ACIER – ALLIANCE DES FEMMES	1	5 150	
	LE KIOSQUE INFOS SIDA ET TOXICOMANIE	1	10 000	**1 145 250**

RÉGION	NOM DE LA STRUCTURE	NOMBRE DE PROJETS FINANCÉS	MONTANT VERSÉ	PAR RÉGION
LA RÉUNION	ARPS	1	28 000	
	RIVE	1	9 900	**37 900**
MARTINIQUE	ACTION SIDA MARTINIQUE	1	35 000	**35 000**
MAYOTTE	NARIKE M'SADA	1	15 000	
	ASFM	1	10 000	**25 000**
NOUVELLE AQUITAINE	ENTR'AIDSIDA	1	11 000	
	GAPS CPS	1	78 800	
	LA CASE	1	15 000	**104 800**
OCCITANIE	ACT UP SUD-OUEST	1	38 000	
	ARAP RUBIS	1	36 000	
	ASSOCIATION VIVRE	1	8 500	
	ENVIE	1	58 500	
	GRISÉLIDIS	1	63 000	
	LA MAISON DE VIE DU ROUSSILLON	1	3 500	
	RELAIS VIH	1	15 000	**222 500**
PAYS DE LA LOIRE	MEDECINS DU MONDE	1	14 000	
	PALOMA	1	17 000	**31 000**
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	AUTRES REGARDS	1	33 000	
	CENTRE LGBT COTE D'AZUR	1	14 000	
	RÉSEAU SANTÉ MARSEILLE SUD	1	60 000	
	SOL EN SI	1	53 500	**160 500**
TOTAL DES FONDS		**70**		**2 204 380**

ZONES D'INTERVENTION DANS LE MONDE

MONTANTS DÉPENSÉS EN 2022 PAR PAYS

pour un total de **1 769 261** euros

AFRIQUE

A • BÉNIN
75 000 | 1 projet
B • BURKINA FASO
138 344 | 3 projets
C • BURUNDI
325 780 | 5 projets
D • CAMEROUN
169 921 | 5 projets
E • RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
43 205 | 2 projets
F • CÔTE D'IVOIRE
203 000 | 2 projets
G • GUINÉE
22 030 | 2 projets
H • MALI
239 250 | 3 projets
I • MAROC
18 000 | 1 projet
J • NIGER
36 075 | 1 projet
K • RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI
23 000 | 1 projet
L • RÉPUBLIQUE DE MAURICE
23 000 | 1 projet
M • RÉPUBLIQUE DU CONGO
91 194 | 2 projets
N • TCHAD
63 000 | 2 projets
O • TOGO
149 500 | 3 projets

EUROPE

P • RUSSIE
50 000 | 2 projets
Q • UKRAINE
27 632 | 1 projet
R • ROUMANIE
71 330 | 3 projets

→ ZONES, PAYS D'INTERVENTION ET STRUCTURES PROGRAMMES INTERNATIONAUX

ZONE	PAYS	NOM DE LA STRUCTURE	NOMBRE DE PROJETS FINANCÉS**	MONTANT VERSÉ	PAR PAYS
AFRIQUE	BÉNIN	RACINES	1	75 000	75 000
	BURKINA FASO	AED	2	30 344	
		REVS PLUS	1	108 000	138 344
	BURUNDI	ANSS	3	212 500	
		SWAA BURUNDI	2	113 280	325 780
	CAMEROUN	HORIZONS FEMMES	2	15 000	
		SWAA LITTORAL	1	89 000	
		ALTERNATIVES-CAMEROUN (ACM)	1	61 951	
		TRANSAMICAL	1	3 970	169 921
	CONGO, REP. DEM.	SOS SIDA-KIVU	2	43 205	43 205
	CÔTE D'IVOIRE	ESPACE CONFIANCE	1	81 000	
		CENTRE SAS	1	122 000	203 000
	GUINÉE	FONDATION ESPOIR GUINÉE	2	22 030	22 030
	MALI	AKS	2	117 250	
		ARCAD SANTE PLUS	1	122 000	239 250
	MAROC	ALCS	1	18 000	18 000
	NIGER	MVS	1	36 075	36 075
	RÉP. DE DJIBOUTI	SOLIDARITÉ FÉMININE	1	23 000	23 000
	RÉP. DE MAURICE	PILS	1	23 000	23 000
	RÉP. DU CONGO	AVENIR POSITIF	1	34 698	
		SERMENT UNIVERSEL	1	56 496	91 194
	TCHAD	ADN	2	63 000	63 000
	TOGO	ACS	1	39 000	
		AMC	1	41 000	
		EVT	1	69 500	149 500
EUROPE	ROUMANIE	ARAS	2	56 330	
		CARUSEL	1	15 000	71 330
	RUSSIE	HUMANITARIAN ACTION	2	50 000	50 000
	UKRAINE	TOCHKA OPORY	1	27 632	27 632
	TOTAL DES FONDS		40		1 769 261

Sidaction
ENSEMBLE CONTRE LE SIDA

Conception et réalisation graphique
Michael Sallit
(www.michaelsallit.com)

Rédaction
Romain Loury et Sonia Belli

Secrétaire de rédaction
Jeanne Julien

Coordination générale
Bérénice Pierson

Copyright photos : Franck Ferville, Nicolas Gateau, Benjamin Girette,
François Goizé, Cha Gonzalez, Regis Samba Knouzi, S.Larnicol,
Stanislas Leroux, Cyril Zannettacci, Getty Images.

Sidaction
228, rue du Faubourg Saint-Martin
75010 Paris
Tél. : 01 53 26 45 55
www.sidaction.org

Association reconnue d'utilité publique,
habilitée à recevoir legs et donations.